

RENCONTRES AU SOMMET

Quand les hommes de pouvoir se réunissent

Photo de couverture : Michael Gama.

*Photo prise en 2003 lors du meeting du Bilderberg
au Trianon Palace à Versailles.*

*Sur la photo à gauche : un membre du groupe Bilderberg,
multimilliardaire connu dans le monde entier.*

À sa droite, lui tenant la main : son garde du corps.

Michael Gama

Rencontres au sommet

Quand les hommes de pouvoir se réunissent

L'ALTIPLANO

Texte révisé par Serge Bourdin et Xavier Garnerin

© L'ALTIPLANO, 2007
ISBN : 978-2-35346-016-8

www.laltiplano.fr

« Dans le régime précédent, il y a quelques années, ils refusaient de parler aux journalistes du Bilderberg. On aurait refusé de répondre à votre demande. La génération actuelle dit : "Si on veut démystifier, il faut en parler. Il faut maintenir la confidentialité de ce qui s'est dit, mais il faut expliquer ce que c'est, démystifier l'événement." »

Entretien avec Bertrand Collomb,
P-DG de la multinationale Lafarge SA.

PROLOGUE

En France, depuis le vote de rejet de la Constitution européenne en mai 2005, les élites sont au centre des controverses : derrière la prétention démocratique de nos sociétés, on constate l'existence d'une ligne de séparation entre d'un côté, les « élites », et de l'autre, les « gens ordinaires ». De la même manière, au niveau mondial, existe une caste d'hommes de pouvoir qui se prétendent investis de la responsabilité du cours du monde, et s'organisent pour y faire face.

Ils apparaissent annuellement en pleine lumière lors du Forum économique mondial de Davos, qui réunit les deux mille plus grosses entreprises mondiales et attire de nombreux décideurs politiques. Sous les caméras des télévisions du monde entier se prodiguent vœux pieux et grands discours, tandis que les couloirs et les bars de la station accueillent des rencontres plus discrètes.

Mais les élites mondiales ne se retrouvent pas qu'à Davos : elles préfèrent de loin d'autres rendez-vous, organisés par des clubs bien plus prestigieux et bien plus fermés ; des clubs où se cooptent des personnalités du monde entier, qui toutes occupent les plus hautes fonctions dans leur secteur respectif ; où elles se sentent réellement chez elles ; d'où aucun journaliste ne rapportera leurs propos. Il sera question dans cet ouvrage de deux d'entre eux parmi les plus importants : la commission Trilatérale et le groupe Bilderberg.

Le premier est le moins méconnu du grand public. Fondée par David Rockefeller, multimilliardaire américain, sur une idée de Zbigniew Brzezinsky, homme politique américain également, la commission Trilatérale réunit périodiquement des chefs d'entreprises, des responsables politiques et des dirigeants d'institutions internationales provenant d'Amérique du Nord, d'Europe et des pays développés d'Asie, dans l'optique de coordonner ces trois zones qui représentent l'essentiel de la production et du commerce mondiaux.

Le groupe Bilderberg, beaucoup plus discret¹, est né à la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans le contexte de la guerre froide, afin d'unir plus

1. C'est en effectuant des recherches sur la Trilatérale que j'ai découvert son existence.

étroitement les États-Unis et leur alliés européens. Il est formé d'un noyau de membres permanents cooptés, dont David Rockefeller, qui invite annuellement l'espace d'un week-end des personnes haut placées ainsi que des experts pour discuter de problèmes économiques et géopolitiques.

La discrétion avec laquelle ces groupes se réunissent et le secret des discussions internes, la méconnaissance de leur fonctionnement et de leurs objectifs, le pouvoir détenu individuellement par les participants ont favorisé à leur propos le développement de théories du complot, faisant d'eux le rassemblement des « maîtres du monde » et de leur comité d'organisation le « gouvernement mondial » occulte, les liant à des sociétés mythiques, etc. Bizarrement, le sujet de l'existence même de ces groupes n'a quasiment été abordé jusqu'ici que dans le cadre de ces conceptions délirantes.

Après avoir fait un rapide tour d'horizon de ces dernières, le présent ouvrage se propose de mieux faire connaître la réalité de ces groupes au travers d'entretiens accordés par des participants de rangs divers. Les deux premiers, dont nous présentons de larges extraits, ont été conduits avec des invités « périphériques » à des meetings du Bilderberg, n'appartenant pas au noyau du groupe ; ils donneront une première image du rôle et du fonctionnement de ces rencontres, et des motivations des participants.

Sera ensuite brièvement retracée la naissance du groupe Bilderberg et de la commission Trilatérale, afin de les replacer dans leur contexte historique. Leur composition et leurs règles internes pourront alors être décrites plus en détail, avant d'examiner plus particulièrement l'une d'elles, qui veut que les participants, choisis pour leurs responsabilités publiques, se rencontrent là « à titre privé ». La question de l'influence réelle de ces groupes sur le cours du monde et de leur poids dans les idées de la classe dominante recevra ainsi un nouvel éclairage.

Bien sûr, toutes les interrogations n'auront pas été levées ; il s'agit plutôt ici d'en faire naître de nouvelles, et d'inciter à plus de curiosité envers la manière dont s'organisent les gens qui nous dirigent.

UN COMLOT MONDIAL ?

Le groupe Bilderberg et la commission Trilatérale sont peu connus du grand public, particulièrement le premier d'entre eux. En France, il faut attendre le début des années 1980 pour voir apparaître une littérature traitant de ces deux groupes, avec les quelques ouvrages d'Henry Coston (écrivant également sous le pseudonyme de Georges Virebeau) et de son disciple Yann Moncomble². Hommes d'extrême droite — le premier est connu pour avoir été le promoteur de thèses antisémites avant et pendant la Seconde Guerre mondiale —, ils sont de ceux pour qui les théories du complot expliquent tout et pour qui les principaux comploteurs, parmi les plus grandes fortunes, sont à chercher au sein des « sphères maçonniques », des

2. Voir entre autres Yann Moncomble, *La Trilatérale et les secrets du mondialisme*, La Neuve-Lyre (France), Faits et documents, 1980 et Georges Virebeau, *Le Monde secret de Bilderberg : comment la haute finance et les technocrates dominent les nations*, Paris, H. Coston, 1986.

« congrégations juives » et enfin, dans un contexte de guerre froide, des « communistes ».

Les propos des auteurs, directs et tranchés, sont si l'on peut dire séduisants au premier abord. En les lisant, tout peut s'expliquer, tout devient très simple. La présence de listes de participants tirées de journaux d'époque, de documents privés ou confidentiels, crédibilise d'une certaine façon les propos des auteurs. Cependant, au fur et à mesure de la lecture, une forte irrationalité est de plus en plus perceptible.

Une recherche sur Internet afin de vérifier certaines informations, leurs sources, mais surtout de trouver des éléments pouvant aider à cerner les auteurs, permet de découvrir que la majorité des sites qui y fait référence sont tenus par des groupuscules d'extrême droite, xénophobes et antisémites.

Ma réaction fut alors, quasiment par réflexe, de rejeter d'un bloc tout ce que je venais de lire — pas simplement le contenu du récit, les propos des auteurs, mais plus généralement le sujet même abordé, le groupe Bilderberg, la commission Trilatérale, et tout ce qui les entourait. J'étais mal à l'aise d'avoir pu prêter quelques minutes d'attention à leurs propos, de m'intéresser à un objet de recherche commun avec eux. Je pensais : le Bilderberg n'existe pas, ce ne sont que des fabulations. Et puis, si celui-ci existait réellement,

il ne fallait pas lui accorder plus d'importance que cela, ne pas en parler, surtout ne pas le critiquer.

Le simple fait de s'intéresser à ce type de sujet reviendrait à être assimilé à ce type d'auteurs. Je me trouvais ainsi dans le dilemme si souvent induit par les discours dominants : vous êtes du côté de « l'axe du bien », ou sinon de « l'axe du mal ». Vous votez pour la Constitution européenne, ou vous êtes « un nationaliste réactionnaire et xénophobe ».

Cependant, je me trouvais là non pas en qualité de « citoyen », sous pression permanente du consensus, mais d'enquêteur pouvant se permettre de prendre une certaine distance avec la situation. J'ai donc recherché d'autres apports, essentiellement sur Internet. Je n'étais pas au bout de mes surprises.

Le nouvel ordre mondial

J'ai abouti alors sur de nombreux sites spécialisés des théories du complot. Ces sites traitaient à la fois des théories de l'ordre mondial, du Bilderberg, de la Trilatérale, des illuminatis, des templiers, des théories liées aux pyramides égyptiennes, et allaient même jusqu'à aborder l'invasion de la planète par des extra-terrestres. Mis à part le côté amusant, il est tout de même intéressant de se demander pourquoi tous ces sujets sont ainsi liés.

Il faut déjà bien spécifier que cette pratique provient essentiellement d'outre-Atlantique. Ces types de sujets se retrouvent dans des groupes proches des milices³, et sont plus généralement repris par des personnes à tendances isolationnistes, habitant souvent les États isolés du centre ou du Sud des États-Unis.

Prenons à titre d'exemple le livre de Jim Mars⁴, « célèbre reporter » selon l'indication de la couverture du livre, résidant dans l'État du Texas. Son livre, paru comme par hasard en l'an 2000, est assez représentatif de ce genre de littérature. Ses sous-titres parlent d'eux-mêmes : « L'histoire cachée qui lie la commission Trilatérale, les francs-maçons et les grandes pyramides ; quels secrets lient les grandes pyramides d'Égypte, les francs-maçons, les illuminatis et le Conseil en relations étrangères ? » La table des matières de l'ouvrage est assez étonnante : c'est un bon résumé de tous les mythes liés au complot mondial, que l'on peut trouver sur Internet et ailleurs. On y trouve en vrac, autour de la formule « une question de conspiration » :

3. Les milices américaines sont des groupes d'extrême droite. Ultraconservatrices, elles prônent un isolationnisme absolu et se positionnent contre l'État fédéral, ainsi que contre toutes les instances internationales.

4. Jim Mars, *Rule by secrecy*, New York, Harper-Collins, 2000.

1. Les sociétés secrètes modernes : la commission Trilatérale, le Conseil en relations étrangères, les membres du Bilderberg, les Rockefeller, les Skull and Bones.

2. Les empreintes de la conspiration : compte-rendu de l'Iron Mountain — Le golfe Persique, qui paie la dette? — La guerre du Vietnam — J. F. Kennedy opposé aux mondialistes — Jusqu'au bout avec L. B. Johnson — Commerce avec l'ennemi — La guerre de Corée — La montée du culte nazi — Théosophisme, thulisme, et autres cultes — Le leader arrive — Le groupe de support d'Hitler — La chance d'Hitler tourne — Le Japon contre le mur — La Deuxième Guerre mondiale — Les Morgan — Les Rothschild — Les secrets de la monnaie et du système de la réserve fédérale — L'Empire en construction — L'Institut royal des affaires internationales — La Table ronde — Rhodes et Ruskin — Les affaires comme d'habitude — La Première Guerre mondiale, un stimulus pour la guerre — La révolution russe — La montée du communisme.

3. Révolution et rébellion : l'agitation des sociétés secrètes — Coups préventifs — Le mouvement antimaçonnique — La révolution française — Les jacobins et les jacobites, sir F. Bacon et la nouvelle Atlantis — La révolution américaine — Les illuminatis — Les francs-maçons.

L'éventail des éléments rattachés aux théories du complot est très étendu. Entre ces thèmes hétéroclites et a priori éloignés, il existe cependant des dénominateurs communs. L'auteur utilise à la fois des faits peu connus (ex. : des groupes actuels comme le Bilderberg), des événements de l'histoire qui sont restés d'une certaine façon dans l'ombre (l'assassinat du président John F. Kennedy), des événements historiques dont on n'admet pas qu'ils aient pu avoir lieu à cause de leur atrocité (la Seconde Guerre mondiale), en y adjoignant des thèmes plus anciens afin de mêler mythes et réalités historiques : templiers, pyramides, etc. Chaque événement possède alors une même origine : il s'agit d'un complot. Cela rassure : tout devient enfin explicable.

C'est à la fois la peur et l'incompréhension de chacun de ces thèmes qui facilite leur rapprochement dans l'optique de cette rationalisation. Ils se réduisent ainsi à une unique peur, certes renforcée, mais qui peut être enfin rapportée à une seule cause : le complot mondial.

On repère également de nombreuses références bibliques : non content de désigner ce sur quoi il faut concentrer sa peur, le livre permet au lecteur de la rationaliser doublement. Ce qui est stigmatisé va à l'encontre du « bien », c'est-à-dire de la « chrétienté originelle », du côté de laquelle tout « bon occidental » doit se situer.

Mais outre ces ouvrages « généralistes » des théories du complot, qui n'abordent que très brièvement des groupes tels que la Trilatérale ou le Bilderberg, certains individus se sont spécialisés dans l'étude de ce dernier et en font un tableau bien plus précis.

Le poursuiveur du Bilderberg

Un personnage pittoresque gravite depuis déjà un certain temps autour des meetings du Bilderberg : Jim Tucker.

Jim Tucker représente une version de la droite conservatrice américaine. Il rédigeait au départ des reportages pour le magazine *The Spotlight*. Depuis l'interruption de la publication de ce dernier, il écrit pour sa revue, *American Free Press*.

Il est en fait la seule personne à suivre le meeting fidèlement depuis près de vingt-cinq ans, et il est ainsi l'une des seules sources historiques qui soit sur le terrain pour observer du dehors la tenue du meeting. Pour cette raison, malgré ses positions politiques proches de l'ultra-droite américaine, son travail sur le Bilderberg est utilisé par tous ceux qui s'y intéressent avec un œil extérieur, qu'ils soient de droite ou de gauche.

Un coup d'oeil sur le site Internet d'*American Free Press*⁵ révèle une idéologie de droite conservatrice et isolationniste. Le descriptif du magazine comporte un certain nombre de positions politiques : contre l'avortement, contre le communisme, pour le soutien à la Constitution américaine, nostalgies d'un passé plus « sain ». Il s'ajoute à ces thèses une grande méfiance envers les médias et le gouvernement et il y est fait un lien étroit avec les théories du complot.

American Free Press insiste souvent sur l'échec des médias américains, dans lesquels il serait exclu de trouver des reportages indépendants. Tucker se dit seul parmi les journalistes américains à être assez courageux et incorruptible pour traiter le sujet du Bilderberg. Pour Tucker, les médias en général sont les marionnettes du gouvernement, et l'opinion publique américaine souffre d'un manque d'information.

En tant que rassemblement des hommes les plus puissants, où seraient prises les décisions politiques et économiques concernant le monde, Bilderberg est considéré comme un autre aspect de « l'ordre mondial », comme le symbole de la « destruction des valeurs américaines » et de « l'esclavage infligé au peuple » par les « ploutocrates » du gouvernement.

5. <http://www.americanfreepress.net>

Les banquiers et les hommes politiques auraient ainsi « remplacé Dieu par la richesse ». Tucker trouve menaçant leur internationalisme, qui les rend analogues aux communistes — l'individu international étant « l'homme à abattre » pour un isolationniste tel que Tucker.

La personne de Tucker contraste avec son discours dans l'*American Free Press*⁶. Il est typique d'un « vieux garçon » du Sud ou de la côte atlantique des États-Unis, aimant les cigares, le whisky et la convivialité « entre hommes » telle qu'elle existe dans les clubs privés pour hommes d'affaires.

Malgré son discours critique à l'égard des hommes politiques, Tucker semble plutôt une figure permanente de Washington, se retrouvant un peu comme le « clown de l'establishment ». Il est surtout fier de ses capacités à trouver des astuces chaque année pour découvrir à l'avance le lieu où se tiendra la prochaine conférence du Bilderberg.

Tucker est bien connu des membres du groupe Bilderberg. Certains d'entre eux m'ont simplement fait part qu'il « n'était pas dangereux ».

6. J'ai rencontré Jim Tucker au cours du mois de mai 2003, en marge du meeting du Bilderberg qui se déroulait au Trianon Palace, à Versailles.

La relève sur Internet

Tony Gosling, lui aussi, s'intéresse tout particulièrement au groupe Bilderberg. Il est le fondateur et rédacteur du site Internet www.bilderberg.org. Ce site est une source d'information centrée sur le Bilderberg, tout en abordant et liant divers autres sujets. Malgré sa tendance à alimenter les théories du complot, ce site regorge d'informations sur le groupe.

Âgé d'une quarantaine d'années, Tony Gosling se définit comme un « chercheur professionnel » et comme un « squatteur ». Il a en fait travaillé en tant que chercheur pour la BBC londonienne, puis a transité vers une fonction de journaliste (notamment pour la BBC). Il est actuellement secrétaire d'une branche locale en Angleterre de l'Union nationale des journalistes.

Depuis 1995, Gosling recueille une grande quantité d'articles, de listes et de sources au sujet du Bilderberg. Il a indexé les noms de tous les participants aux meetings depuis 1991 et a rassemblé la plupart des articles écrits sur le groupe au cours de cette même période. Beaucoup d'articles provenaient au départ de la publication *The Spotlight*, mais il a depuis élargi ses sources pour donner une certaine objectivité à l'information qu'il veut diffuser.

Le site rassemble non seulement des archives, des articles et des listes de participants aux meetings du Bilderberg, mais est aussi le nœud d'un vaste réseau de sources et de sites qui pourraient avoir un rapport avec tout ce qui concerne le groupe, même si certains sujets s'en trouvent souvent bien éloignés.

La quantité d'informations présentées donne des indications sur ses positions et fournit ainsi une image assez complète du personnage. Il se définit par une vaste palette d'adjectifs : à la fois antisioniste, chrétien, communautariste (mais non communiste), militant pour la protection de l'environnement, contre la pauvreté, altermondialiste et très suspect vis-à-vis du gouvernement.

Comme Jim Tucker, Gosling adhère à nombre de théories du complot, en rapprochant Bilderberg de sociétés secrètes comme le Skull and Bones de l'université de Yale, les francs-maçons et les nazis. Il partage avec Tucker l'idée que Bilderberg représente un « ordre mondial » et donne beaucoup de place sur son site aux idées basées sur les théories du complot. Sa religion, un christianisme non affilié, révèle un aspect prophétique. Il revient souvent à la Bible pour parler du Bilderberg et le situer dans un contexte historique. Ce côté religieux de Gosling le rend difficilement identifiable sur l'échiquier politique.

Tout comme Jim Tucker, Tony Gosling paraît lorsqu'on le rencontre assez différent de la personnalité qu'on devine dans ses écrits⁷. Il ne donne pas du tout l'impression d'être extrême dans ses positions politiques. Ce qu'il réclame du Bilderberg est que les meetings soient annoncés publiquement avec une conférence de presse, pour rendre public l'agenda, ou encore la liste des invités. Notons que Tucker a formulé la même demande.

En chair et en os, Gosling et Tucker cachent leurs côtés « radicaux » pour demander un compromis au groupe Bilderberg. Il y a un réel vide qui sépare la pratique sociale du discours de ces deux hommes.

Les sources extérieures au groupe Bilderberg n'en permettent bien évidemment qu'une compréhension limitée. Il s'agit désormais d'entrer véritablement dans le vif du sujet : rencontrer des participants.

7. Je l'ai également rencontré en mai 2003 lors de la tenue du meeting du Bilderberg de Versailles.

LA MAINMISE DES IMPÉRIALISTES AMÉRICAINS

«C'est vrai que c'est marqué [*le Bilderberg*] par un pattern d'élaboration et de discussion idéologiques aux États-Unis qui est très particulier, qui est effectivement le système des *think tanks*⁸, le système des fondations, tout ce qui est Council on Foreign Relations⁹, Rand¹⁰, y compris d'ailleurs tous les *heritages fondations*... C'est une tradition, dans la politique américaine, un peu de club. Il y a eu ça en Europe et on en trouve une trace par exemple dans la politique

8. Le mot *think tank* n'a pas de définition bien précise à ce jour. Traduit parfois en français sous l'appellation «cercle de réflexion», il s'agit d'un groupe de personnes émettant des idées en sciences sociales, politiques et économiques, en direction essentiellement des milieux politiques et plus généralement des dirigeants. Un *think tank* peut n'être qu'un groupe informel, mais il prend souvent la forme d'un institut privé de recherche.

9. Le Conseil en relations étrangères (Council on Foreign Relations) est un groupe privé de réflexion et d'influence américain réunissant des personnalités des mondes politique, économique et académique, entre autres; ses comités locaux rassemblent les notables des villes importantes.

10. La Rand Corporation est un *think tank*.

britannique. C'est très spécifique aux États-Unis, en raison du système présidentiel et du fonctionnement des partis... Les partis sont des machines à faire élire des présidents, et en quelque sorte les plates-formes idéologiques sont sous-traitées aux *think tanks*. C'est l'*out-sourcing* de programme. Par rapport aux partis européens, qui sont à la fois des machines électorales et des endroits où on produit de la pensée politique et du programme politique... C'est une espèce de division des tâches. Évidemment tous ces trucs (Bilderberg, Trilatérale) portent l'ombre du système américain.»

Entretien avec Pascal Lamy,
commissaire européen au Commerce¹¹.

Mes deux premiers interlocuteurs, le général Gallois et Nicolas Rumbert, ont tous deux participé en tant qu'experts à plusieurs reprises à des meetings du groupe Bilderberg.

Participant à la réunion sans faire réellement partie du groupe, ils portent sur celui-ci un regard et un discours particuliers, ce qui entraîne de nombreuses ambivalences et contradictions dans leur récit d'expérience.

Ces deux entretiens ont été d'une certaine façon les plus intéressants. Tous deux ayant été invités au meeting du Bilderberg à des époques différentes,

11. Les fonctions indiquées sont celles occupées au moment de l'entretien. Les fonctions actuelles et les biographies des interlocuteurs cités sont données en annexe, p. 171.

il a été d'une grande richesse de mettre en parallèle leurs points de vues, leurs impressions, leurs expériences vécues. La confrontation non seulement des informations, mais aussi des différentes formes de recul sur leurs propres participations, a permis de mettre en évidence l'hétérogénéité de la participation à ces groupes.

Un regard distant et critique

Le général Pierre-Marie Gallois est un homme âgé de 92 ans (au moment de l'entretien). Passant des études de droit à Paris à une carrière militaire, il a été élève à l'École de l'air de Versailles pour devenir sous-lieutenant en 1932. Il a gravi au fur et à mesure les échelons, obtenant les grades de lieutenant, de capitaine, de commandant, de lieutenant-colonel, de colonel (il a été l'adjoint du général américain Norstad), pour enfin aboutir au grade de général de brigade en 1957. Entre-temps, de 1954 à 1957, il a été chargé d'études stratégiques. En 1957, il s'est retiré, devenant ainsi cadre de réserve. Comme il l'a stipulé au cours de nos entretiens, il a beaucoup enseigné tout au long de sa carrière, notamment à l'École des hautes études militaires. Il a aussi donné de nombreuses conférences et des cours dans le monde entier. Il a été un interlocuteur privilégié du général De Gaulle et se définit lui-même comme un gaulliste convaincu. Grand théoricien de la force de persuasion, il est reconnu comme l'un des principaux instigateurs de la puissance nucléaire française et comme « l'un des plus remarquables géopoliticiens européens ».

Le général Gallois a été sollicité car, figurant sur les listes de participants aux meetings du Bilderberg des années 1959, 1963, 1964, 1965 et 1966, il était la personne idéale pour un premier entretien : un retraité ayant une expérience lointaine, et donc personnellement désengagé de la situation passée¹².

Le général a été invité au Bilderberg en raison de sa position à l'époque : conseiller du général De Gaulle, qu'il a convaincu de mettre en place une force de dissuasion nucléaire pour la France, et membre du commandement européen de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), il jouait alors un rôle national et international important.

Le général Gallois est une personne prolixe. Tout au long des entretiens, il n'a de cesse de rapporter au style direct les paroles d'autres personnes, renforçant ainsi l'aura de véracité des propos rapportés. Son discours, conçu avant tout pour défendre sa propre thèse, peut tout de même expliciter de nombreux points quant au fonctionnement des groupes étudiés. Ce retour en arrière s'avère également intéressant pour lier des éléments structurels du fonctionnement de ces groupes aux événements historiques qui ont été l'arrière-plan de leur genèse.

12. Des extraits des entretiens avec le général Gallois figurent p. 33.

La thèse

Le discours du général se concentre sur les États-Unis, dont il se présente comme spécialiste. Le général développe une théorie personnelle sur leur histoire : pour lui, tout a commencé avec « l'avènement des nationalités » et la multiplication des démocraties, qui entraînent une complexification du monde après la Première Guerre mondiale, sous la présidence de T. W. Wilson. Les conseillers de Wilson lui auraient recommandé « d'intercaler entre le pouvoir et le peuple une élite », qui serait, elle, « capable de saisir la complexité du monde ». Pour Gallois, c'est à ce moment-là que les États-Unis sont devenus une « ploutocratie », valorisant la réussite financière.

Selon le général, le Conseil en relations étrangères, qui servirait à la fois au financement de l'élection du futur président américain et au financement des centres d'études et de recherche, est au cœur de ce dispositif.

Il constatait en 1961, année où il avait été invité par la fondation Ford à effectuer une série de conférences aux États-Unis et où il avait été chaque fois reçu par le Conseil en relations étrangères de la ville, que « les membres de ce conseil étaient des personnalités locales qui avaient réussi ».

Il rapporte ainsi les propos d'un des membres de ces conseils¹³, qui se révèlent être au cœur du discours du général : les principes calvinistes et darwiniens justifient la valorisation de la poursuite de la réussite individuelle, y joignant « un sentiment religieux » de devoir « aider les plus faibles ». Les membres des conseils en relations étrangères se devraient donc de « participer à la gestion des affaires publiques » en « élisant, en choisissant » par leurs « délégués » le futur président, auquel ils demandent simplement « d'être populaire, de savoir serrer des mains », sans pour autant « avoir des idées politiques bien arrêtées ». Le général affirme ensuite que le Conseil est un relais entre des organismes de recherche, tels que la Rand Corporation (un *think tank* américain), et le Département d'État¹⁴. Il ajoutera plus tard que la stabilité du système américain malgré l'alternance fréquente au pouvoir entre démocrates et républicains tient à ce que les Conseils en relations étrangères, qui eux sont constants, « détiennent l'argent » et d'une certaine façon le réel pouvoir.

Concernant ensuite plus précisément sa propre expérience, le général affirme avoir été recruté

13. Lorsque le général Gallois parle des conseils en relations étrangères au pluriel, il s'agit des comités locaux du Conseil.

14. Le Département d'État des États-Unis est d'une certaine façon l'équivalent du ministère des Affaires étrangères français. En charge de la politique extérieure du pays, il est dirigé par le secrétaire d'État.

par le Bilderberg car il s'occupait «des affaires nucléaires du pays», afin que les organisateurs puissent «remonter aux sources». Une des sessions du Bilderberg à laquelle il a participé se tenait à Williamsburg, petite ville américaine «qui appartenait pratiquement entièrement aux Rockefeller». Selon lui, il n'aurait plus été invité par la suite à cause d'une altercation qu'il aurait eue avec l'ancien secrétaire d'État américain Dean Acheson¹⁵.

Le principal intérêt du général Gallois à assister au Bilderberg était de «rencontrer des gens de bonne compagnie», de «côtoyer des gens importants, y compris américains». Même s'il précise que les informations qu'il pouvait recueillir «n'avaient aucune importance», ne «servaient à rien», il me dit à part qu'il avait lui aussi le sentiment de «se renseigner».

À travers le Bilderberg

La «puissance invitante» évoquée par le général Gallois est clairement précisée par la suite. Pour lui, le Bilderberg comme la Trilatérale sont des groupes qui sont «entièrement organisés par les

15. Au cours de notre seconde rencontre, après avoir mis en évidence qu'il avait été invité plusieurs fois, il a concédé que c'était lui qui n'avait plus voulu y retourner suite à «l'incident». On peut s'interroger sur le fait que le général est tout de même apparu sur les listes des participants de cinq meetings du Bilderberg.

crédits américains», car leur utilité est « d'aider le gouvernement américain à diriger les affaires du monde ». Son idée principale et récurrente est que des « cénacles » tels que le Bilderberg et la Trilatérale ne servent qu'à « drainer l'information en étendant les sources [...] à l'extérieur des États-Unis », ce qui pour lui donne un sens différent à la participation des Européens et à celle des Américains : ces derniers ne seraient là que pour « pomper des informations ».

Tout en établissant cette différence, il n'analyse pas profondément les raisons pour lesquelles les autres participants européens y étaient. Il suggère bien que des personnes comme Raymond Aron étaient « toutes indiquées pour aller au Bilderberg » tandis que des gens comme Guy Mollet y allaient « pour faire partie de l'histoire », mais qu'en était-il de sa propre participation et de celle de ses proches, comme le sénateur de la Malène ? Il ne l'évoque qu'à peine. La seule fois où il parle de manière plus générale des participants autres qu'américains, il s'exclut de ceux-ci et amène l'idée que chacun voulait briller et se faire valoir devant l'auditoire, étant alors amené à « raconter beaucoup de choses ».

Anecdote de la rupture

Gallois fait part de son vécu avec l'administration américaine en place à l'époque, l'équipe Kennedy. On sent bien là la limite de l'engouement du général

à l'égard des États-Unis. Une certaine fracture a dû se créer à cette époque. Selon lui, le capitaine Morse aurait servi d'intermédiaire pour lui proposer au début des années 1960 de devenir directeur d'un centre d'études stratégiques en Europe « qui expliquerait aux Européens l'intérêt de s'associer aux États-Unis » et qui serait financé par « eux », par la fondation Ford. Il aurait eu également « toutes les informations provenant de la CIA » à sa disposition et il aurait pu « éditer des livres » ou encore « faire des conférences ».

Le récit devient alors très intéressant. Sans pouvoir savoir si cela s'est réellement passé ainsi, cet entretien permet de discerner la position propre du général Gallois par rapport aux États-Unis, et la force de son souverainisme français.

Cette tendance devait être présente à l'époque du général De Gaulle, mais au vu de ses expériences, notamment au sein du commandement européen de l'OTAN, on peut supposer qu'il était néanmoins plus ouvert à l'international et plus docile à une coopération clairement définie avec les États-Unis. Cependant, suite à cette proposition du capitaine Morse, le général Gallois changea de cap en la refusant. Selon lui, cette proposition sera alors soumise aux Anglais et acceptée par Alastair Buchan. Après vérification dans l'historique d'un certain centre de stratégie en Angleterre, Alastair Buchan en était bien à sa tête à ses débuts. Il est intéressant de voir

que ce centre n'est autre que l'Institut international d'études stratégiques de Londres (IISS)¹⁶.

Expérience individuelle... collective

Selon le général, sa participation au Bilderberg mais aussi sa tournée des conseils en relations étrangères et son expérience à la Rand Corporation lui auraient permis de se « renseigner » — ou du moins d'en avoir le « sentiment » — sur le « mécanisme » des invitations. Mais il affirme par ailleurs que les « intérêts des gens comme [lui] » à participer à ces rencontres seraient de pouvoir « côtoyer des gens importants », ce dont ils seraient « très flattés ». Le style direct employé pour évoquer le sentiment d'« anoblissement » renforce l'ambiguïté des propos du général, qui s'exclut en apparence de ce groupe de participants tout heureux de soudain « faire partie des élites qui dirigent le monde » pour, en fait, développer une analyse qui s'applique également, sans qu'il ne l'avoue expressément, à sa propre participation. Ici, le temps écoulé lui permet une analyse de ses impressions de l'époque, dont l'énoncé est facilité par l'artifice (non conscient) consistant à les prêter à d'autres — d'autres dont il se sent suffisamment proche pour parler à la première personne.

16. Créé en 1958, l'IISS est un *think tank* à la réputation internationale pour ses travaux sur les grandes questions stratégiques telles que les équilibres stratégiques, les questions de prolifération et de désarmement, la relation transatlantique, la sécurité en Asie et au Moyen-Orient.

Rencontre avec le général Pierre-Marie Gallois

« Intercaler entre le pouvoir et le peuple une élite »

Les conseils en relations étrangères

Pierre-Marie Gallois — Je crois que l'origine de ces scénarios, et de la manière dont les États-Unis sont administrés, pourrait être la suivante. Lorsque M. Wilson est venu en France, pour la Conférence de la paix de 1919 à la suite de la Première Guerre mondiale, évidemment, il a été le témoin d'abord de la dislocation des empires : l'empire ottoman, l'empire austro-hongrois, l'empire allemand et l'empire russe, ça fait beaucoup. Et par conséquent, le témoin de l'avènement des nationalités qui étaient incluses auparavant dans ces empires. En plus, il a été surpris par la nouvelle complexité du monde. Le monde était simple quand il y avait, au fond, une capitale à Vienne, une capitale à Moscou, une capitale à Berlin, une capitale à Istanbul, avec lesquelles négocier. À partir du moment où l'empire se disloque, et que des nationalités naissent, et de nouvelles capitales, et que de nouveaux gouvernements arrivent au pouvoir, le monde est beaucoup plus compliqué. Aussi, retournant aux États-Unis, il s'est dit : « Comment gérer un monde aussi compliqué, avec l'avènement de démocraties à la place des empires ? À la place de quatre empires je vais avoir affaire à quinze démocraties — comment faire ? Comment faire comprendre justement la complexité du monde qui résulte de cette multiplication de pouvoirs, avec la pratique d'un système démocratique ? Comment le peuple va-t-il comprendre que le monde est compliqué ? » Et alors, certains de ses conseillers lui auraient dit : « Monsieur le président, au fond c'est très simple, il faut, chez nous, intercaler entre le pouvoir et le peuple une élite, qui elle va être capable de

saisir la complexité du monde. — Ah, aurait dit Wilson. Très bien. Mais, comment recruter cette élite ? — Eh bien, c'est assez simple. Ceux qui ont financièrement réussi. S'ils ont financièrement réussi, c'est qu'ils sont plus intelligents que ceux qui n'ont pas réussi. Et, par conséquent, ils sont sélectionnés d'office par leur réussite même. » Et, c'est comme ça qu'au fond, les États-Unis sont devenus une ploutocratie. C'est-à-dire que la réussite financière, le succès financier, a permis de dégager des gens qui contrôlent plus ou moins le pouvoir. De deux manières : d'une part, en finançant l'élection du président et, d'autre part, en finançant des centres d'études et de recherche, qui foisonnent aux États-Unis ! Je vais en parler tout à l'heure.

Le résultat s'est manifesté de la manière suivante. En 1961, j'ai été amené, et alors là c'était une impression personnelle, à faire des conférences là-bas, dans les universités, à Berkeley, aussi bien qu'à Princeton, à Harvard, dans les villes, à New York, à Washington, à Philadelphie, à Atlanta, à San Francisco, à Chicago, à Los Angeles, etc. Et j'étais reçu chaque fois dans ces villes par le Conseil en relations étrangères de la ville, qui m'invitait à un déjeuner débat. Et je constatais que les membres de ce conseil étaient des personnalités qui localement avaient réussi : le grand avocat du coin, le grand médecin, le grand décorateur, le financier, l'industriel. Parfois le soir, quand c'était des dîners, ils m'invitaient à prendre un whisky final chez eux, c'était des demeures somptueuses, je voyais bien que ces gens-là nageaient dans l'abondance. Eh bien un jour, l'un d'eux m'a dit : « Chez nous, notre devoir, parce que nous avons réussi, et qu'au fond nous sommes calvinistes, nous avons un sentiment religieux de notre pouvoir. Si nous sommes darwinistes, par conséquent si nous approuvons le fait que le plus fort a des avantages sur les autres, et que les autres peuvent être marginalisés, en revanche, comme nous sommes les plus

forts intellectuellement, eh bien, notre devoir est d'aider les plus faibles. Il faut que notre action aide la nation tout entière. Donc, nous devons participer à la gestion des affaires publiques. Comment ? Eh bien en élisant, en choisissant, par nos délégués, le futur président, à qui, au fond, nous demandons d'être populaire, de savoir ser-
 rer des mains, mais on ne lui demande pas d'avoir des idées politiques bien arrêtées. C'est à nous de les avoir. Et, pour les avoir, nous finançons des grandes entre-
 prises de recherche, nous attirons des étrangers, ou des Américains, nous créons dans les universités des centres d'études. Et ces gens-là travaillent sur les problèmes du monde, nous envoient leurs rapports, et nous, nous les étudions, nous nous en faisons une idée. Et puis selon que ça se conforme à notre intérêt et à l'intérêt national, nous envoyons cela au Pentagone, nous envoyons cela au Département d'État, pour former un fonds de recherche et d'information.» C'est ainsi qu'ayant aussi travaillé, pendant quelque temps, avec la Rand Corporation, à Santa Monica, j'ai trouvé là un ensemble de chercheurs remarquables, beaucoup venaient d'Europe centrale d'ailleurs : des Polonais, des Allemands, des Russes, des Tchèques, qui étaient chargés de faire des études, c'est tout : « Nous avons une vie splendide, bien rétribuée, jolie maison, voiture, etc. Nous avons tout ce qu'il faut, mais nous devons travailler six jours sur sept, douze heures par jour si c'est nécessaire, à pondre, à étudier le monde, à faire des rapports *in abstracto*, dans le vide. On traite par exemple la question de la Jamaïque, la question du Timor, la question du canal de Panama, la question de Pologne... Et si un jour le gouvernement se trouve face à un problème correspondant, le dossier est prêt. Et nous l'envoyons à l'étage supérieur, pour constituer la base de la politique.» Je crois que c'est le seul pays au monde qui est géré de cette manière. Les cénacles ont été ainsi institués, afin qu'ils drainent l'information en étendant

les sources d'information à l'extérieur des États-Unis. La Trilatérale ou le Bilderberg sont des organismes, des cénacles, dans lesquels on recrute des gens importants dans différents pays, parce qu'ils ont joué un rôle, ils en joueront un peut-être demain. Et on les fait parler, on les interroge, de manière à se constituer un avis sur l'ensemble du monde. Autrement dit, c'est une avidité des États-Unis de savoir le monde extérieur, et de sortir de l'idée de Monroe et de 1823, c'est-à-dire du nationalisme. Tout d'un coup, avec la guerre de 14-18, ils ont découvert qu'ils ne pouvaient pas rester hors du monde et par conséquent, le monde, il fallait qu'ils le comprennent, qu'ils le saisissent, d'où l'organisation de ces cénacles.

Je jouais un rôle dans les affaires nucléaires

P.-M. G. — Alors là j'ai joué un petit rôle, sans importance. J'ai été recruté dans les années 62-63, par Bilderberg. Pourquoi ? Parce que j'avais fait, je m'étais occupé des affaires nucléaires de ce pays [*la France*]. D'ailleurs, en 61 déjà, quand j'étais invité par la fondation Ford, à faire ces séries de conférences, en général, les séries de questions que l'on me posait étaient les suivantes : un, « Est-ce que le général De Gaulle déteste toujours autant les États-Unis ? » ; deux, « Qu'est-ce qu'il peut faire en Algérie ? » ; trois, « Pourquoi fait-il une force de dissuasion ? » C'est à peu près les trois questions que je retrouvais partout. Et si j'ai été invité au Bilderberg, c'était parce que les gens de ce groupe, qui organisaient ce groupe, estimaient que je jouais un rôle dans les affaires nucléaires du pays, et qu'il est intéressant de monter aux sources et de se demander pourquoi on le faisait, donc on interrogeait M. Gallois, c'est tout. J'en suis parti parce que, ou plutôt je n'ai plus été invité, à la suite d'un petit éclat, que j'ai fait alors que le groupe se réunissait à

Williamsburg — Williamsburg est une localité aux États-Unis, qui appartenait pratiquement entièrement à Rockefeller. Il avait eu l'idée de faire de cette ville, de cette petite bourgade, une ville remontant à l'époque du débarquement du May Flower, les pères fondateurs, c'est-à-dire 1622-1620. Si bien que l'on était éclairé à la bougie, il n'y avait pas d'électricité, on mangeait dans des assiettes en étain, les fourchettes étaient à deux branches, non pas trois...

[Rires communs]

P.-M. G. — Il y avait cette atmosphère, je crois me rappeler que les domestiques étaient habillés, les gens qui servaient étaient habillés en Louis XIII.

[Rires communs]

P.-M. G. — Et alors, on habitait là. Moi, j'avais même été très impressionné par la collection de tableaux de M^{me} Rockefeller. Elle avait une collection de tableaux faits avec des pailles de couleurs dans l'escalier de cette très belle maison... Il y avait des heures de travail, de réunion, et puis des déjeuners de travail. Et au cours de l'un de ces déjeuners, je me suis retrouvé à une table qui était présidée par M. Dean Acheson, ancien secrétaire d'État. Comme il y avait un certain nombre de hautes personnalités, moi je n'étais qu'un petit colonel, non j'étais général déjà, mais je me taisais tout de même, lorsque malheureusement pour moi, et pour le reste de l'assemblée, la conversation générale évolua sur l'arme nucléaire française, qui a été violemment attaquée. Alors, comme c'était mon cheval de bataille, j'étais furieux, et au lieu de me taire, naïvement, j'ai dit à M. Acheson: « Monsieur le secrétaire d'État, je suis surpris que vous preniez des positions aussi tranchées sur ce

que fait la France, parce que nous Français, nous pourrions vous reprocher ce que vous avez fait vous-même, en 1949. Vous avez retiré de Corée du Sud une division, et ensuite dans le discours sur l'état de l'Union de 1950, vous avez omis de citer la Corée comme appartenant au périmètre défensif des États-Unis. Résultat : la Chine et la Corée du Nord ont cru que vous vous désintéressiez de la Corée, et c'est l'origine de la guerre, et de l'invasion.» Résultat : 3 millions de morts. Alors je lui ai dit : « Quand on est responsable d'un désastre pareil, on ne se mêle pas de critiquer la politique des autres.» Ils m'ont foutu à la porte. Ils ne m'ont plus invité. *[Rires]* J'ai compris que j'étais de trop, et j'y suis plus retourné. C'est pour cela que mes relations ont été arrêtées là.

— *Et combien de fois êtes-vous allé au Bilderberg?*

P.-M. G. — Bien, j'y suis allé une fois, à Williamsburg. Je suis peut-être allé à d'autres réunions dont je me rappelle plus, parce que c'est vieux, mais celle-là m'avait frappée, d'abord le cadre de Williamsburg, et puis cet incident qui m'est resté en mémoire. Je n'ai pas connu la Trilatérale, je n'ai donc connu que Bilderberg.

Rencontrer des gens de bonne compagnie

P.-M. G. — Mais j'ai connu les Conseils en relations étrangères, au moment de cette tournée de 61 où j'ai parlé dans au moins une dizaine de conseils de différentes villes où j'allais... J'ai compris alors comment les États-Unis étaient dirigés, et pourquoi il y avait une continuité dans la politique de ce pays, en dépit du mandat présidentiel quadriennal et en dépit de la politique du système

des dépouilles¹⁷. Le fait que quand on change de parti, démocrate, républicain, on fout tout le monde à la porte, il devrait y avoir chaque fois un bouleversement. Non. Pourquoi ? Parce que les Conseils en relations étrangères, eux, sont constants, et au fond c'est eux qui manipulent, par l'argent qu'ils détiennent, les élections. Et c'est eux qui fournissent ces travaux au Département d'État. Ce qui remplace chez nous le corps de fonctionnaires qui lui est stable. Chez eux, il n'est pas stable. Donc, la stabilité administrative vient, au fond, du secteur privé, je dirais. Alors que chez nous, elle vient du secteur public.

— *Et à Bilderberg, les organisateurs ont une politique un peu secrète, non ?*

P.-M. G. — Je n'ai pas eu le sentiment, que c'était, qu'il y avait... Il est possible, que les organisateurs aient des intérêts particuliers, soit dans le pétrole, soit dans les constructions, les travaux publics, soit dans les voies de chemins de fer, soit dans les compagnies aériennes. C'est très possible. Mais ce que j'ai ressenti moi, c'est, surtout, des rencontres de gens de bonne compagnie, connaissant beaucoup de choses sur leurs pays respectifs, et prêts à en parler. Si bien qu'il y avait une récolte d'informations qui s'établissait au cours de ces déjeuners, au long de ces journées, et à mon avis, ces récoltes d'informations allaient au Département d'État, et par conséquent, aidaient à définir une politique.

17. Le système des dépouilles (*spoils system*) désigne la pratique aux États-Unis selon laquelle, après une élection présidentielle, les collaborateurs du nouveau président sont placés aux différentes postes clés de la fonction publique. Le recrutement des fonctionnaires se fait ainsi selon leur appartenance politique.

— *Donc pour vous, le Bilderberg sert exclusivement les États-Unis?*

P.-M. G. — Cela ne servait qu'aux États-Unis. C'est un instrument de travail pour les États-Unis, comme la Tri-latérale, c'est la même idée. Si vous voulez, c'est la sortie de la doctrine de 1823 de Monroe. C'est l'accapuration du monde extérieur.

— *Quel était l'intérêt alors pour des personnes comme vous, qui aviez des intérêts différents, comme par exemple dans le cas de la France de soutenir le général De Gaulle?*

P.-M. G. — Ah. Eh bien, les intérêts des gens comme moi, c'était le fait de côtoyer des gens importants, y compris américains. Donc, j'avais le sentiment moi aussi de me renseigner, moi aussi d'être au courant. Et d'ailleurs, je l'étais, puisque j'ai découvert ce mécanisme grâce à ces invitations. Donc il y avait un échange. La différence, c'est qu'en France, le système politique étant totalement différent, ce que je recueillais comme informations n'avait aucune importance, ne servait à rien, tandis que chez eux cela servait à inspirer leur gouvernement, cela remplaçait la fonction publique qui n'existe pas. Avec le système des dépouilles, tous les quatre ans, on change, y compris le shérif, qui est élu. Tandis que chez nous, le garde champêtre, le gendarme, il est là permanent. C'est un système totalement différent. Et chez eux, ces systèmes de cénacles ont pour objet à mon avis, ont pour résultats plutôt, de donner à ce pays une stabilité dans l'information de la direction des affaires, que le système politique par sa mobilité n'aurait pas permis. Chez eux, ils ne comprennent pas que nous ayons un service public. Et chez nous, nous n'avons pas besoin de cénacles, puisque le service public est là pour le faire. C'est toute la différence.

— *Là où je ne comprends pas, c'est qu'avec le Bilderberg ou la Trilatérale, on parle souvent de dimension internationaliste, mondialiste. C'est-à-dire qu'il n'y a pas d'intérêt particulier pour tel ou tel pays. On parle plutôt d'ordre mondial, de gouvernance mondiale...*

P.-M. G. — Bien, naturellement! Le grand objectif des États-Unis, depuis 1918, surtout depuis 1945, c'est l'établissement d'un ordre mondial, pour transformer le monde en un vaste marché, avec l'abaissement des souverainetés nationales, qui sont des entraves, qui ont pour objet de protéger leurs populations contre les exigences du capitalisme libéral, du libéralisme échevelé. Et par conséquent, l'idée fondamentale derrière tous ces groupes, s'est de transformer le monde, de niveler, d'en faire un immense marché. D'où l'idée de favoriser ce que l'on appelle le mondialisme, et la mondialisation. Les États-Unis étant les maîtres d'œuvre derrière, eux n'étant pas mondialisés. [...]

— *Mais quand on voit des acteurs qui sont français, qui participent au Bilderberg, et qui font partie de think tanks français, qui sont en quelque sorte l'élite française, qui contribuent à des organisations comme le Bilderberg... Est-ce qu'ils sont au service des Américains, ou est-ce qu'ils ont des intérêts à avoir un monde nivelé?*

P.-M. G. — Je crois que la plupart d'entre eux ont le sentiment... D'abord ils sont flattés d'être invités dans ces centres et de côtoyer des gens qui dirigent les affaires du monde. Ensuite, ils disent : « J'ai toujours grappillé des informations, pas pour l'État, mais pour ma propre culture », et par conséquent, ils sont très fiers d'être recrutés par ces centres. Ils ne sont pas forcément agents américains, ils sont des Français, intéressés par le contact et les informations, pour leur profit personnel, pas pour l'État.

Le désir des Américains de pomper des informations

P.-M. G. — Tandis que les gens de Bilderberg, les Américains, travaillent pour leurs pays. C'est tout à fait différent. Chez eux, leur obsession, c'est de servir, parce qu'ils sont plus intelligents, parce qu'ils ont réussi. C'est de restituer une partie de leur intelligence au profit de la collectivité nationale. Vous savez, il faut être religieusement calviniste pour avoir ce sentiment. Nous ne l'avons pas. N'oubliez pas que le calvinisme est une religion qui est née au *xvi^e* siècle, au moment du début de l'industrialisation de l'Europe ; par rapport au catholicisme original, il admet l'usure, il admet le commerce, parce que c'est une question de l'époque. Les États-Unis sont marqués par le calvinisme et par le darwinisme. Quand Darwin a publié *De l'origine des espèces par voie de sélection naturelle*, je crois que cela a été publié en 1859, cela était une découverte. Il raconte que la plante la plus vivace étouffe la plus faible. Il explique que l'animal le plus fort se nourrit du plus faible. « Mais c'est une loi de la nature et si on l'applique à l'homme, il est normal que l'homme le plus costaud, le plus intelligent, le plus entrepreneur, le plus actif l'emporte, et que celui qui n'est ni fort ni costaud ni intelligent, eh bien il soit marginalisé. Tant pis pour lui. Loi de la nature. Mais, comme je suis religieux, je ne peux pas accepter ces inégalités. Alors, je vais profiter de mon génie reconnu pour aider un petit peu le plus faible, pour qu'il ramasse quelques miettes de mon génie. » C'est ça le système. Il n'existe pas du tout chez nous. Nous, pendant que l'Amérique se formait ainsi, nous avions des écoles de pensée, comme les saint-simoniens, au milieu du *xviii^e* siècle, comme Lacordaire, comme Proudhon, comme Cabet, comme Marx et Engels, comme Owen en Angleterre, qui avaient en tête de perfectionner 1789, par la révolution, par l'évolution. En Amérique, rien de semblable, ils ont découvert leur constitution en 1787, établi cette constitution, ils ont été émerveillés par

cette constitution, et c'est toujours la même. Nous, nous avons eu entre-temps le consulat, l'empire, la révolution, la monarchie, encore l'empire, encore la révolution, et puis la république. Eux c'est le même système. Depuis toujours. Nous avons cheminé tout à fait différemment, et leur conception de la société n'a aucun rapport avec la nôtre, à cause de ces antécédents. C'est ce que généralement les gens ne comprennent pas suffisamment, quand ils jugent les États-Unis, ou quand les États-Unis nous jugent. Le fossé est beaucoup plus profond qu'on ne le croit entre eux et nous.

— *Et donc en fait, à l'intérieur du Bilderberg, les Américains faisaient sentir ces différences? Où il y avait un sentiment de vouloir créer une amitié entre tous les membres, entre tous les participants? Ou au contraire est-ce qu'il y avait une fracture réelle dans ces réunions?*

P.-M. G. — Eh bien, on sentait bien, dans ces réunions, le désir des Américains de pomper des informations, et le désir des participants, avec un complexe d'infériorité par rapport aux Américains, de briller, individuellement, de manière à se faire bien voir par les dirigeants. Pour briller individuellement, raconter beaucoup de choses, tout ce qu'ils savaient, pour se faire valoir. Donc, d'un côté il y avait un jeu individuel, les invités, et de l'autre côté il y avait un jeu collectif, les Américains.

— *C'est-à-dire qu'il n'y avait pas de relations bien réelles d'un côté et de l'autre?*

P.-M. G. — Les objectifs ne pouvaient pas être les mêmes. Il y a des gens qui y allaient, ils ne s'en rendaient pas compte. Les objectifs ont été toujours totalement différents.

Ces gens étaient tout indiqués pour aller au Bilderberg

— *Et les autres participants français, vous aviez peut-être pu en discuter avec eux, ils voyaient comment tout cela? J'avais vu des personnes qui avaient participé, comme Raymond Aron...*

P.-M. G. — Oui. Raymond Aron par exemple...

— *Ou comme Guy Mollet également...*

P.-M. G. — C'est ça. Raymond Aron a toujours été... Vous savez Raymond Aron, je le connais bien, car je l'ai connu en Angleterre pendant la guerre. En 1940, il avait reçu plusieurs milliers de livres sterling, de l'Intelligence Service, pour monter une revue avec la consigne de surveiller De Gaulle, de manière à ce que De Gaulle ne se croit pas le chef des Français, et à créer une opposition politique au sein des gaullistes. Et puis, en 63, un jour, un de mes camarades qui avait été à l'OTAN en 1952-1953, il s'appelait le colonel Kettner, et qui avait un organisme d'études à Philadelphie, me téléphone en me disant : « Je suis de passage à Paris, est-ce que je peux te voir? Je suis à l'hôtel Intercontinental. » Bon, je vais le voir, et nous bavardons. C'était un dimanche je me rappelle, il me dit : « Voilà, je voudrais mettre sur pied un organisme d'études en France, qui expliquerait la politique que nous menons aux Français, de manière à ce qu'il y ait des oppositions, parti socialiste - parti communiste... Qu'il y ait des oppositions... Il faudrait rallier à nos thèses. » Je lui dis, naïvement : « Mais tu sais, Raymond Aron s'en charge déjà, dans les colonnes du *Figaro* », et il me dit : « Raymond Aron! Raymond Aron! Il fera ce que je lui dis, c'est moi qui lui apporte l'argent de la CIA. » J'étais stupéfait. J'ai ainsi appris qu'après avoir touché de l'argent des Anglais, il en touchait des Américains. Et il écrivait dans un journal qui s'appelait *Preuves*, qui était dirigé par François

Bondy. Et ce journal au fond était là pour « répercuter les vues américaines ». Mais je ne me rendais pas compte qu'il était financé par la CIA. Bien évidemment, ces gens étaient tout indiqués pour aller au Bilderberg, ou pour aller à la Trilatérale, puisqu'ils étaient déjà conquis, comme Jean Monnet d'ailleurs, aux thèses américaines. Ils étaient des agents involontaires des thèses américaines.

— *J'avais vu que Kissinger avait été un peu l'élève de Raymond Aron, non ?*

P.-M. G. — Oh... Non, je ne crois pas... Kissinger a évolué tout seul. Il avait une forte formation prussienne. Il était plutôt un élève de Clausewitz indirectement... Raymond Aron aussi ! Moi j'ai connu un Tchèque à Londres pendant la guerre en 1942-1943 qui écrivait dans *La France libre* et qui était un ancien communiste très important, et qui connaissait Clausewitz par cœur et qui avait appris à Raymond Aron qui était Clausewitz. Raymond Aron a découvert Clausewitz par ce personnage. Raymond avait un raisonnement marxiste au fond, grâce à ce garçon, qui s'appelait Sigmund Tchek.

— *Avec justement ce passé-là, comment se fait-il que Raymond Aron ait été contacté par les Américains, pour qu'il serve leurs intérêts en quelque sorte ?*

P.-M. G. — Eh bien... Parce que Raymond Aron était un homme très intelligent, parlant admirablement bien l'anglais et l'allemand, ayant une influence considérable par les cours qu'il faisait à la Sorbonne, par les articles qu'il écrivait dans *Le Figaro*. Et par conséquent, ils avaient tout intérêt à faire de lui un adepte, qui défendait la thèse américaine. Si vous reprenez les articles du *Figaro*, par exemple, il attaque sans arrêt la force de dissuasion du père De Gaulle. Parce que les Américains n'en voulaient

pas. Et, par conséquent... J'ai toute une série d'articles de lui sur ces questions. Au fond, il était involontairement... involontairement c'est beaucoup dire... il était la voix de l'Amérique en France.

— *Et similairement, des personnes comme Guy Mollet. Qu'est-ce qu'elles avaient à y trouver à être dans... ?*

P.-M. G. — Guy Mollet, c'est différent. C'était un Premier ministre à la retraite, et tout heureux alors de jouer un rôle historique.

— *C'était une sorte de libido personnelle...*

P.-M. G. — C'était personnel. Il n'avait pas d'audience, pas une grande audience en France. Pas comme Raymond Aron, qui lui en avait une grande.

— *Sinon, je me pose une question. La structure du Bilderberg est organisée comment ? Il y a une fondation qui finance ? Ce sont les Rockefeller qui financent ? Je n'arrive pas à comprendre, parce qu'à la fois, comme vous dites, il y a assez de divergences entre les participants du côté américain et les autres participants, mais est-ce qu'il y a quelque chose qui organise le tout ? Y a-t-il un organisme... ? Ou est-ce que c'est vraiment géré par les Américains qui... ?*

P.-M. G. — Ah non... C'est un groupe, comme la Trilatérale, qui est entièrement organisé par les crédits américains, et qui groupe des personnalités politiques américaines, comme Kissinger, Brzezinski, et qui foisonne dans le monde, simplement par l'audience des gens américains qui le composent. Vous comprenez que pour un journaliste français, ou un homme politique français, passer trois jours à discuter avec Kissinger, ou

avec Brzezinski, ou avec des gens comme ça... Ils ont le sentiment d'apprendre beaucoup de choses, d'être dans le bain des affaires du monde, ils sont très flattés. Généralement, quand Bilderberg jette son dévolu sur quelqu'un, un industriel français, ou un journaliste français, ou un député français, celui-ci s'empresse d'y aller, en se disant : « C'est un anoblissement, je suis devenu un personnage important puisque l'on me consulte. »

— *On entre dans le rang des élites un peu...*

P.-M. G. — « Je fais partie des élites qui dirigent le monde. » Ils spéculent là-dessus.

L'ONU est devenue une gêne

— *Cela a été créé dans un contexte de guerre froide. Quel était le sentiment vis-à-vis de tout cela ?*

P.-M. G. — Certainement ! Ça a été créé dans un contexte de guerre froide. Il y a plusieurs contextes. Le premier, je vous assure, sortir l'Amérique de l'isolement, de plus d'un siècle d'isolement, jusqu'en 1914. Deuxièmement, rassembler le maximum de forces vives contre le communisme, qui est le premier ennemi du monde. Et troisièmement, aider le gouvernement américain à diriger les affaires du monde, en lui fournissant le maximum d'informations sur ce qui se trame dans le monde, sur les idées qui circulent en France, à Berlin, à Jakarta, en Guinée, ou ailleurs. On est très intéressé, je crois, d'avoir Léopold Senghor par exemple, pour parler des problèmes africains, ou d'avoir M. McCogan parler des problèmes anglais... C'est l'idée de s'infiltrer dans le monde, en rassemblant les gens qui forment là-bas une certaine élite, qui n'est pas, comme chez eux, recrutée sur des critères

financiers, mais qui est recrutée sur des critères sociaux, ou politiques. Parce que M. Guy Mollet n'a jamais été une puissance financière...

- *On dit souvent que par l'intermédiaire de ces organes, comme le Bilderberg, la Trilatérale, on veut arriver à une sorte de gouvernance mondiale par l'intermédiaire par exemple de l'ONU. On dit souvent dans ces instances que l'on veut la paix. On veut la paix internationalement... On veut une homogénéité du monde...*

P.-M. G. — Je vous répète. Les États-Unis ont cru en l'ONU aussi longtemps qu'il s'agissait de lutter contre l'URSS. À mon avis. Mais maintenant l'ONU est devenue une gêne, par l'obstruction de la Russie, par l'obstruction de la Chine, par l'obstruction de la France. Comme le dit la charte des Nations unies, normalement, parmi les cinq membres du Conseil de sécurité, une voix suffit pour qu'il y ait veto, qu'une résolution ne passe pas. Alors l'idée est d'ignorer complètement les Nations unies. C'est ce qui s'est passé pour les Balkans.

- *Est-ce que vous pensez, même si vous êtes sûrement déconnecté depuis le temps de tout ce monde-là... Est-ce que ces organismes ont encore ces dernières années un intérêt pour les États-Unis? Est-ce qu'ils peuvent exister réellement, car j'avais entendu parler du fait qu'ils existaient formellement, mais est-ce que...?*

P.-M. G. — Avec la mondialisation économique, oui! Avec l'idée je crois, en particulier en Europe, le fait de construire... La construction européenne a abouti à quoi? À créer en Europe un immense vide politique. Puisque, les États n'étant plus souverains, et la

souveraineté supranationale n'existant pas, il n'y a plus de souveraineté. C'est un vide. Alors on s'intéresse à des individus, plus qu'à des États. Car les États sont ligotés par les concessions qu'ils ont fait à la constitution européenne. Donc, pour manipuler le marché de 400 millions d'Européens, je crois que ces organismes sont très importants. Ils ont gagné en importance au fur et à mesure que la souveraineté des États européens disparaissait.

— *Ces organismes comme Bilderberg auront pu inciter à une construction européenne ?*

P.-M. G. — Ah bien sûr ! Ils y poussent !

— *Ils y poussent...*

P.-M. G. — Ah oui, bien sûr. «Faites les États-Unis d'Europe»... C'est le rêve de Jean Monnet. J'avais connu Jean Monnet quand j'étais chez Pleven. J'assistais de temps en temps à des débats entre Pleven et lui. Et lui, il avait qu'une idée en tête, éviter la guerre. Et pour éviter la guerre il fallait supprimer les États, en Europe. Il voulait faire des États-Unis d'Europe en oubliant que les États-Unis s'étaient faits sur un territoire vide. Et quand il n'était pas vide, les Américains avaient éliminé les Indiens, et puis les avaient mis dans des réserves. Alors c'est facile de faire un État dans ces conditions. Mais en Europe, avec l'histoire compliquée que nous avons depuis vingt siècles, c'est pas commode. Le parallèle n'est pas commode. Et il y avait un autre avantage. Il y avait une langue, l'anglais. Alors que nous, il y en a vingt-cinq. C'est pour cela que le mythe européen, pour moi, c'est une plaisanterie.

Ces gens font du surnationalisme pour être bien vus

— Sinon, j'aurais voulu revenir au cas de Kissinger. Il y a eu beaucoup de choses de dites autour de Kissinger. Dans la mesure où il appartenait au Bilderberg, au Conseil en relations étrangères, est-ce que pour vous, selon votre propre théorie du pouvoir de cet organisme, des groupes tels que celui-ci ont influencé les décisions prises par exemple sur les affaires en Amérique latine, comme le coup d'État du Chili ?

P.-M. G. — Mais vous savez, je suis persuadé que les groupes d'études qui sont si nombreux aux États-Unis, à Berkeley, ou à Harvard, ou à Columbia University, ou à la Rand, ont étudié toutes les questions. Parce qu'il y a un autre phénomène qui est intéressant. C'est qu'il y a beaucoup d'immigrants comme je vous le disais tout-à-l'heure. Et on recrute pour peupler ces organismes d'études un certain nombre d'intellectuels, d'Europe centrale souvent. Mais, quand ils arrivent là-bas, ces gens font du surnationalisme pour être bien vus. Ça a été le cas de Kissinger. Ça a été le cas de Brzezinski, de M^{me} Albright. C'est le cas de M^{me} Rice, qui est très intelligente d'ailleurs : comme elle est femme de couleur, elle en rajoute pour montrer qu'elle est très américaine. Si bien que tous ces gens poussent à l'expansion et à la puissance des États-Unis, de manière à montrer au peuple américain combien ils sont américains, combien ils sont devenus américains. Par conséquent, ils cherchent par tous les moyens à développer la puissance des États-Unis. Par exemple c'était le cas de la brutalité de Kissinger, ou celle de Brzezinski... Vous avez lu *Le Grand Échiquier*, c'est le bouquin de Brzezinski : « Nous sommes les plus forts, nous devons diriger le monde, puis c'est comme cela... » Ils reprennent des idées du début du XIX^e siècle, de Jefferson. Cela remonte à la création des États-Unis, cette idée, cette vocation. La « destinée mani-

«feste», c'est de 1845. Après la conquête du Texas, les États américains ont eu un journaliste, Sullivan, qui a déclaré : « Notre destinée manifeste est de dépasser les frontières. » Si leur pays est né sur la constitution de 1787, en 1804, leurs flottes étaient déjà en Méditerranée pour mettre à la raison le pacha de Tripoli. À peine né, voilà un peuple qui était capable d'envoyer une flotte de guerre à quatre mille kilomètres de ses côtes. C'est extraordinaire cette idée. La conquête de l'espace vide leur a donné des idées, de suppression de la frontière. Il n'y a pas de frontières. On marchait vers l'ouest. Quand on est arrivé à la côte de Californie en 1850, on a continué vers le Pacifique, on est allé à Hawaï. Quand on est allé à Hawaï, on a conclu des accords avec la Chine en 1902, des accords commerciaux. Parce que c'était l'expansion. Ce qui est amusant d'ailleurs, c'est que pendant que l'Amérique s'étendait vers l'ouest, la Russie s'étendait vers l'Amérique. Et les deux puissances se sont rejointes en Alaska en 1867, et puis en Corée du Nord, et puis au Vietnam. Les deux superpuissances se sont rencontrées là, l'une conquérant la Sibérie et l'autre mettant la main sur le Pacifique. C'était bien cette idée de repousser les frontières. Et maintenant, si vous reprenez d'ailleurs des textes d'il y a quelques mois, l'idée américaine, s'est de s'emparer de l'espace, du cosmos, et d'annexer le cosmos, comme on a annexé l'Alaska. Et d'avoir des satellites antisatellites pour empêcher que d'autres pays mettent des satellites dans l'espace.

— *Toujours une politique d'expansion. Toujours plus loin...*

P.-M. G. — Infini. Et dans cette politique d'expansion infinie, ces organismes jouent le rôle que nous venons de dire. C'est-à-dire pomper des informations partout dans le monde, et les envoyer au Département d'État pour faciliter sa tâche d'expansion.

— *Parce que quand on parle de Bilderberg, il y avait des acteurs bien sûr européens. Mais on ne trouvait pas d'acteurs venant d'Amérique latine, ou venant d'Afrique, ou venant d'Asie? Est-ce que quand vous y participiez il y avait d'autres types de représentants qu'européens ou des États-Unis?*

P.-M. G. — Il y a aussi... Je suis persuadé qu'il y a dans les rencontres des anciens hommes politiques argentins, des anciens hommes politiques brésiliens, ou panaméens si vous voulez. Qui ne représentent plus rien, mais qui apportent des informations sur leur pays de manière à pouvoir mettre la main dessus ensuite

— *Mais à votre époque aussi, il y avait ce type de participants?*

P.-M. G. — Ah, oui! Ça a toujours été, tout a fait multiethnique et multiconfessionnel. Il y avait des Japonais, il y avait des...

« Vous avez un pays merveilleux »

— *Il y avait une hiérarchie au sein du Bilderberg, ou c'était un mode horizontal?*

P.-M. G. — Non. C'était horizontal. Il n'y avait pas de hiérarchies apparentes, mais on savait bien que l'on était invité par Rockefeller. C'était lui la puissance invitante. On était... On n'était pas payé heureusement. Mais enfin on était nourri, logé.

— *Mais Rockefeller, on en parlait souvent comme étant à la tête de la Trilatérale. Il était aussi à la tête du Bilderberg?*

P.-M. G. — Oui c'était lui aussi. C'était les mêmes. Il y avait deux grosses fondations. Il y avait la fondation Rockefeller et la fondation Ford, qui étaient très actives. La tournée de conférence de 61, c'est la Ford qui l'avait organisée pour moi. Elle était très bien organisée d'ailleurs, parce qu'ils m'ont même fait parler devant le Conseil de sécurité.

— *Ils savaient vraiment ce qu'ils faisaient...*

P.-M. G. — J'ai même eu comme élève, comme auditeur, Huntington, l'auteur du *Choc des civilisations*.

— *Il y avait vraiment un groupe de financement qui organisait tout cela...*

P.-M. G. — C'était eux. Moi j'étais invité, cela ne me coûtait rien. Les voyages étaient payés par eux, par la fondation Ford et je ne dépensais que mon argent de poche quand j'allais au bistrot naturellement. Ou au déjeuner. Mais autrement, j'étais toujours invité d'ailleurs, et logé dans les hôtels. Les chambres étaient retenues. Tout ça était organisé.

— *Et quels intérêts avaient-ils à vous faire venir? C'était à titre d'expert qu'ils vous faisaient venir pour les conférences?*

P.-M. G. — C'est-à-dire qu'ils étaient intéressés pour savoir toujours au fond: «Qu'est qu'il veut faire avec la force de dissuasion? Est-ce que vous êtes capables de faire une bombe H? Ou est-ce que vous n'en êtes pas capables?» Il y avait sûrement des questions sous-jacentes dans l'invitation. Un jour d'ailleurs, je me suis fâché, parce que... C'était du temps de Kennedy. Ils m'ont envoyé un officier de marine, de l'équipe Kennedy, qui s'appelait le capitaine Morse, que j'avais

connu d'ailleurs à l'OTAN quand j'y étais. Il s'est assis là dans le coin et il me dit : « Voilà, nous avons l'intention de créer... » Comme plus tard, cela a été l'histoire qu'il a raconté. « Nous voulons faire un centre d'études stratégiques, en Europe, qui expliquerait aux Européens l'intérêt de s'associer aux États-Unis, qui protègent cette Europe, et ce centre serait financé par nous, fondation Ford, 600 000 dollars par an. En plus vous auriez toutes les informations provenant de la CIA. Vous pourriez éditer des livres, faire des conférences... Est-ce que vous voulez prendre la direction de ce centre ? » Je me suis dit : « Ce n'est pas si inintéressant. » Malheureusement pour moi, et pour eux, il me dit ensuite : « Vous comprenez, il faut prêcher aux Européens la complémentarité. Nous sommes un monde atlantique. Alors vous faites l'arme nucléaire. C'est ridicule, nous l'avons. Vous dépensez beaucoup d'argent en entretenant l'industrie aéronautique. Nous faisons les meilleurs avions du monde, ce n'est pas la peine. Même l'industrie automobile. Nous vous fournirons toutes les voitures dont vous avez besoin. En revanche, nous sommes très en retard au point de vue de la mode, au point de vue des parfums. Et puis vous avez un pays merveilleux. Développez la restauration et le tourisme. » Alors je lui dis : « Est-ce que vous croyez commandant... J'ai trois garçons. Est-ce que je pourrais regarder mes garçons en face, si je vendais cette camelote ? — Mais pourquoi ? Nous sommes complémentaires... » Et je l'ai foutu à la porte. Alors le plus drôle, c'est qu'il est parti en Angleterre, vendre la même idée à Alastair Buchan, qui était le fils du poète Buchan. Qui lui, beaucoup plus intelligent que moi, a accepté l'argent, les informations, a créé l'Institut d'études stratégiques de Londres, comme ça, et s'est empressé de défendre les intérêts anglais, avec l'argent américain.

[Rires]

P.-M. G. — Moi je n'y ai pas pensé [*Rires*]. Voilà une petite anecdote qui montre quel est cet état d'esprit.

[...]

Une expérience contemporaine, un regard médusé

Cinquantenaire, Nicolas Rumbert a obtenu l'agrégation de philosophie et le diplôme de l'Institut national des langues et civilisations orientales dans les années 1970. Il a enseigné la philosophie dans le secondaire jusque dans les années 1980, avant de changer de voie en occupant un poste de chargé, puis de directeur de recherche en sciences politiques dans le secteur public en France. Expert reconnu du monde arabe, il a été invité pour la première fois au groupe Bilderberg dans les années 1980, et l'est plus souvent encore aujourd'hui au vu de la situation internationale en général et au Proche-Orient en particulier.

Nicolas Rumbert figure sur la liste des participants au meeting du Bilderberg de 1988. Après une brève prise de contact par e-mail, très vague sur le sujet de la recherche (les « institutions internationales »), il a répondu favorablement à la demande d'entretien, sans aucune objection de sa part. Il ne savait pas à ce moment-là que l'entretien porterait sur sa participation au meeting du Bilderberg¹⁸.

Défendre à tout prix

Un rendez-vous fut pris dans un café, à côté du ministère des Affaires étrangères (en plus de son poste de chercheur, il était alors consultant au

18. Des extraits de l'entretien avec N. Rumbert figurent p. 62.

ministère depuis plusieurs années). Les présentations faites, je lui énonce l'intitulé de ma recherche. Au mot « Bilderberg », il a un temps d'hésitation, puis se précipite pour me demander si j'ai lu ce qui se dit sur Internet à propos du Bilderberg. Sans attendre de réponse, il parle alors de Jim Tucker, en le qualifiant de « fou ».

Il a l'air dérouteré par le sujet de la recherche et le pourquoi de notre entretien. Il rit beaucoup mais il est crispé, semble très mal à l'aise. Nicolas Rumbert parle de ses multiples expériences aux meetings du Bilderberg. Il a tenu une position d'expert, invité pour parler d'un sujet donné autour de son thème de recherche en tant que politologue : l'islam et le Moyen-Orient. Il commence par définir le groupe à la fois comme un « club » et comme un « produit », en indiquant que « c'est un noyau de personnes qui sont à l'initiative de tout cela ». Il éprouve alors le besoin de poursuivre la défense du Bilderberg commencée avant l'enregistrement de l'entretien. Il ne s'agit plus alors d'établir un discours rationnel afin de m'expliquer ce qu'il peut être, mais d'en défendre l'entité en soi, comme s'il y était pleinement affilié. Nicolas Rumbert a un réel besoin de se justifier, d'une part, mais, d'autre part et surtout, d'affirmer que « ce n'est pas du tout secret », tout en concédant — après avoir décrit Jim Tucker comme un « paranoïaque » faisant partie du « folklore » — que « Bilderberg, c'est quand même « un club privé ».

Malgré une position d'expert

Le fait que Rumbert puisse accorder une dimension « pas mondaine, mais presque » au meeting se comprend au vu de sa position d'expert invité au Bilderberg et, qui plus est, d'expert français. On peut comprendre comment Nicolas Rumbert, qui découvre un monde totalement nouveau pour lui, peut le ressentir de manière très dépayssante.

Rumbert se retrouve en fait dans la position d'une personne de la classe moyenne invitée à une soirée « jet-set ». Les marques d'affection prodiguées — ou non — par les autres participants ne peuvent ni ne cherchent à effacer la barrière entre lui et les personnes qui sont « chez elles », entre elles. Cela ne signifie pas forcément un mépris de la part de ses pairs d'un jour ; après tout, il a été réinvité plusieurs fois. Mais c'est bien plus parce que les invitants trouvent une utilité à sa présence, par sa connaissance précise d'un certain domaine, que par intérêt pour sa personne en elle-même.

Pour Rumbert, il est possible de distinguer à la Trilatérale comme au Bilderberg « un noyau de gens qui reste très stable », tout en précisant que « ce ne sont pas les mêmes noyaux » dans chacune des organisations. Il définit le Bilderberg comme un « agenda politique et géostratégique », et concède qu'à son avis, son origine se trouve dans « l'idée chez les Américains de coopter les élites

européennes» dans le cadre d'un renforcement des relations atlantiques.

En s'appuyant sur sa propre expérience, il admet des différences entre participants à l'intérieur du Bilderberg. Une certaine exclusion sociale à l'intérieur de ce qui se voudrait être « une apparence démocratique à l'américaine » se fait automatiquement, malgré le fait que l'on « s'appelle par son prénom » et que « s'il y avait un tutoiement, on se tutoierait ». Cependant, il l'oublie rapidement quand il explique qu'au meeting « personne ne se donne de carte » car soit les participants se connaissent, soit ils n'entrent pas en contact. Il généralise ici comme si sa propre expérience de n'avoir pu échanger aucune carte de visite correspondait à une coutume courante à l'intérieur du Bilderberg. Dans la mesure où ce type d'événement a comme principal intérêt les rencontres interpersonnelles, il est difficile de l'admettre. Les entretiens postérieurs confirmeront bien l'aspect partiel de l'expérience de Rumbert, du fait de sa position : les personnes rencontrées ont souvent pu nouer de nouvelles relations avec d'autres participants à l'intérieur du groupe.

Une illusion d'optique

Le plus intéressant est l'ambivalence de son propos. Il reconnaît qu'il ne fait pas partie du même monde que ceux qu'il côtoie. Pourtant, en disant

qu'il « connaît bien » une « des plus grosses fortunes d'Angleterre », il montre une tendance à aimer penser le contraire. Il reconnaît cependant que cette même personne ne l'invitera jamais chez lui par la suite, car ils appartiennent à deux mondes sociaux différents. Il avait dû croire par le passé qu'il appartenait lui aussi « aux grands de ce monde »...

Rumbert se différencie du noyau des participants au Bilderberg par une autre caractéristique : celle du pouvoir, ou plutôt des responsabilités. Il affirme que la raison pour laquelle on ne cite nommément personne dans le compte-rendu de la conférence envoyé à chaque participant, en plus du « petit côté image de marque », est que l'on doit « se sentir complètement libre ». Reconnaissant qu'une personne comme lui n'a pas grand-chose de plus à raconter à l'intérieur d'un tel groupe que ce qu'il peut déjà dire à l'extérieur, il rappelle que pour « les hommes politiques » ou « un président de banque centrale », « il ne faut surtout pas que ce qu'il a dit au Bilderberg sorte dans la presse ». Il cherche alors à nuancer son propos pour ne pas que l'on puisse penser que... Mais on sent un certain malaise. Il se trahit notamment en avançant comme justification que l'on retrouvera de toute façon les propos « le mois qui suit ». Il y aurait donc un certain côté « avant-première » dans un meeting du Bilderberg.

Les organisateurs ont un intérêt à inviter Rumbert. Mais ce dernier a aussi ses propres intérêts en vue, en plus d'une certaine jouissance à pouvoir côtoyer les « grands ». Cela lui permet tout d'abord de pouvoir discuter avec des gens avec lesquels il ne pourrait jamais le faire dans d'autres circonstances, comme parler avec « Wolfowitz de la stratégie américaine en Irak », ou encore « discuter avec Kissinger », des « gens comme ça ». En tout cas, ces conversations lui servent pour son travail. Par ailleurs, il peut y trouver un intérêt en ce qui concerne la « promotion de sa production » : en rencontrant de grands journalistes américains, il sait qu'avoir discuté avec eux et d'une certaine façon sympathisé lui apportera des retours amicaux quand un de ses livres sortira en anglais, tels qu'un compte-rendu de son livre dans la presse.

Il a appris au fur et à mesure de sa participation qu'en de tels lieux il faut se prêter à quelques règles minimales pour combler un certain vide entre deux mondes — il raconte par exemple sa première expérience du Bilderberg en 1988, où il avait mal vécu son décalage vestimentaire vis-à-vis des autres participants. Au-delà de cet effort vestimentaire, et vu la domination exercée « par les Anglo-Saxons », il faut également travailler sa maîtrise de la langue exclusive du meeting, l'anglais — il précise que les Français se remarquent « très nettement par leur accent, leur mauvais anglais ».

Rencontre avec Nicolas Rumbert

« Bilderberg, c'est un club »

[...]

Ce n'est pas du tout secret

Nicolas Rumbert — Bon, en général, on a un noyau de personnes qui sont à l'initiative de tout cela, et qui ont mis sur pied disons... un produit. À la fois un club et un produit. Le côté club est important parce que dans les deux cas il y a des gens qui sont là depuis le début. Bilderberg, c'est la reine de Hollande qui l'a fondé, et elle est toujours là. Cinquante ans après, elle est là. Elle a cinquante ans de plus, mais elle est là. Il y a un noyau dur et permanent, qui bouge peu. Que l'on retrouve sur quinze ans. Il faudrait que vous regardiez la liste des participants. Parce qu'elle est publique la liste des participants! Ce n'est pas du tout secret. Contrairement à ce que Tucker dit. Et on voit très clairement. Il suffit de... Mais il l'a fait, Tucker, sauf erreur de ma part.

— *Il l'a fait?*

N. R. — La liste par fréquence. Ceux qui sont toujours là, ceux qui sont souvent là, et ceux qui ne sont qu'une fois.

— *Non, je n'ai pas eu connaissance de...*

N. R. — Vous n'avez pas commencé votre travail?

— *Si. Mais j'ai eu plus d'informations grâce aux listes et statistiques qui sont dans des livres... Par exemple, il y a un Who's who qui a fait des statistiques sur le Bilderberg, sur le Conseil en relations étrangères.*

N. R. — Ah bon ? Je ne savais même pas...

— *Mais de Jim Tucker, je n'ai pas vu de...*

N. R. — Sur son site !

— *Sur American Free Press, il y a quelque chose ?*

N. R. — Oui, il faut fouiller. Vous trouverez, il fait une liste des gens présents. Ce n'est pas très scientifique, vous verrez, on sent que c'est du bricolage. Enfin bon... Ceci dit ce n'est pas une bonne idée de le citer... Enfin, si vous avez des sources plus honnêtes, prenez vos sources.

— *Oui, j'ai des sources qui ont l'air plus...*

N. R. — Lui, il est tellement un paranoïaque.

— *Parce que lui en fait, il le suit depuis combien de temps ? Depuis plus de vingt ans ?*

N. R. — Vingt ans. Ce qu'il ne sait pas, c'est qu'il est devenu presque à Bilderberg... Il fait partie du folklore de Bilderberg.

[Rires]

N. R. — Parce que moi je ne comprenais pas pourquoi... C'est très agaçant d'être photographié sous le nez chaque fois que l'on rentre dans un bâtiment... Aux États-Unis, je me suis dit, c'est la liberté américaine... Ici, en France, ce n'est pas tellement leur style de... *[Rires]* Puis en fait c'est parce que les organisateurs de Bilderberg disent aux policiers : « Mais laissez-le. On le connaît, on a l'habitude... » Il fait partie du folklore quoi... Et lui, il est persuadé de mettre la main sur des secrets d'État.

— *Ils doivent bien se connaître, à force ...*

Pas mondaine, mais presque

N. R. — Oui! Oui! Oui absolument. Il a discuté à plusieurs reprises avec le secrétaire général. Oui, parce que le secrétaire général à un moment donné a essayé de trouver un accord avec lui en lui disant : « Qu'est-ce que vous voulez? La liste des participants? On vous la donne! » Des trucs comme ça. Et chaque fois, il a fait toute une série de demandes. Ouverture permanente, droit de poser des questions... C'est un club privé! Cette dimension club privé, il ne faut pas oublier. Une dimension un peu... pas mondaine, mais presque. Prenez la Trilatérale, Bilderberg... et vous verrez qu'il y a un noyau de gens qui reste très très stable.

[...]

N. R. — Bilderberg, c'est un agenda politique et géostratégique. Ça, c'est clair. Et la Trilatérale sans doute encore plus, je suppose. Bilderberg, si vous voulez, c'est plus hommes politiques, et milieu *business* élevé. Les très grandes compagnies. Et avec un agenda transatlantique très précis qui était l'agenda de la guerre froide des années cinquante, où les Américains, multipliaient...

Créer des liens

N. R. — Et puis les atlantistes, c'est des deux côtés... Bilderberg est atlantiste. C'est une perspective de renforcement de l'alliance atlantique contre l'Union soviétique dans des pays qui... qui ne sont pas forcément... Dont l'opinion publique est antiaméricaine. L'idée, c'était de resserrer les liens. Il y en avait plein de trucs comme cela. Moi je pense que chez les Américains c'était un peu l'idée de coopter les élites, de coopter chez les élites européennes.

— *C'est-à-dire pour les mettre au même niveau qu'eux ou afin de soutirer des informations ?*

N. R. — Ce n'était pas une histoire d'information. C'est créer des liens. Le mot forum est souvent utilisé. Et puis il est très possible que chez les Américains aussi, et chez les Européens, il y ait l'idée d'impliquer les Américains isolationnistes. Cela fonctionnait aussi dans ce sens-là...

— *C'est-à-dire au sein du Bilderberg, on voulait... ?*

N. R. — Je n'en sais rien. Mais cela ne m'étonnerait pas qu'il y ait eu aussi l'idée de faire venir les Américains qui sont plutôt isolationnistes. Ils ne voyaient pas trop pourquoi se décarcasser pour l'Europe. C'était vraiment un renforcement...

— *Pour établir une sorte de coopération, sortir de l'isolationnisme de Monroe...*

N. R. — Oui! Oui, c'est ça. C'est ça. C'est certainement cette dimension-là.

— *Parce que c'est un peu aussi l'époque, au début du xx^e siècle, après la Première Guerre mondiale, où ils ont voulu créer avec le Conseil en relations étrangères... Où ils ont commencé à voir qu'ils étaient affectés par le reste du monde, donc commencé à s'intéresser au reste du monde.*

N. R. — Oui c'est ça. C'est ça. Il y a plein de sociétés, comme le Conseil en relations étrangères, le World Affairs Council (Conseil des affaires mondiales), qui sont créées pour faire connaître aux Américains, aux élites américaines, aux élites traditionnelles quoi, pas aux élites cosmopolites, mais aux élites bien ancrées dans l'Ouest, les questions européennes.

— *C'est sous Wilson que cela avait été créé, le Conseil?*

N. R. — Mais je ne sais pas, c'est une bonne question. C'est une bonne question...

— *J'avais entendu parler un peu... C'était un peu la fin des empires en Europe... C'était le début d'une multiplication des démocraties, des États-nations.*

N. R. — Exact... Et alors, tous ces forums... Enfin, la Trilatérale, je ne connais pas... Mais en tout cas, Bilderberg, vous avez un noyau central ... Il y a le *steering committee*¹⁹, qui est le truc qui gère.

— *Qu'est-ce que c'est? Parce que je ne connais pas du tout...*

N. R. — Alors ça, vous le retrouverez dans Tucker. Car Tucker pense que le *steering committee* est le gouvernement secret du monde. Et que Bush, Poutine, Chirac, etc., ne prennent aucune décision sans consulter le comité de direction de Bilderberg. Ils en sont très fiers d'ailleurs.

[Rires communs]

N. R. — C'est « classe »... Alors que le *steering*, comme son nom l'indique, a une fonction d'organisation... Ensuite vous avez, heu...

— *Mais c'est articulé comment, officiellement, pour le financement?*

19. Le *steering committee* (comité de direction) est l'organe permanent du Bilderberg, dont la principale tâche est l'organisation du meeting.

N. R. — Eh bien, ce sont les membres qui payent...

— *Ce sont les membres qui payent directement ?*

N. R. — Ce sont les associations. Il y a des tickets d'entrée. [...] Bilderberg, c'est 110 participants. À Bilderberg, vous êtes sûrs de rencontrer les 110 personnes.

[...]

Et Bilderberg... Oui, c'est les membres qui payent. Alors en général, c'est de grandes sociétés, de très grandes sociétés.

— *Alors c'est juste au niveau du comité de direction?... C'est la tête financière qui paye... Tous les membres ne payent pas... ?*

N. R. — Non non. C'est juste... C'est ça... Vous avez le comité français, le comité hollandais, le comité ceci-cela. Chaque comité a payé sa cotisation. Mais à l'intérieur du comité français ou du comité allemand, ce sont les grandes sociétés du comité qui amènent l'argent. Ce ne sont pas les individus.

— *C'est-à-dire qu'il y a des comités qui... ?*

N. R. — Des comités nationaux.

— *Nationaux ?*

N. R. — Oui. Alors quand Bilderberg est organisé en France, c'est le comité français qui paye.

— *Ah d'accord ! Ce sont les...*

N. R. — Oui. Oui... Et une réunion Bilderberg, c'est un million de dollars, facile. Ils ont loué le Trianon Palace en entier! Pendant trois jours. Un million de dollars.

— *Mais là, cela veut dire que c'est exclusivement le pays hôte qui... Le comité hôte qui va payer? Ou c'est...?*

N. R. — Si j'ai bien compris... Non c'est le comité... Alors, les Américains, cela m'étonnerait, parce qu'une fois sur deux, cela se passe aux États-Unis. Donc, je pense que chacun met au pot. Mais en Europe, quand c'est dans un pays, c'est le comité de ce pays qui paye. Cela veut dire en gros chez nous, c'est les ciments Lafarge, c'est Paribas... Enfin, il y a quatre, cinq grandes sociétés françaises qui sont dedans. Ce sont elles qui payent.

— *Et ces comités-là, ils se voient...? Je ne savais pas qu'il y avait des structures nationales...*

N. R. — Ils ne se voient que pour l'organisation. Bilderberg n'est pas du tout... C'est là où Tucker se plante complètement. Bilderberg n'est pas une organisation qui maintient des liens pendant l'année... Pas du tout. Les gens bossent uniquement pour la réunion annuelle.

Je suis invité comme expert

N. R. — Bilderberg c'est un club.

[...]

— *Et vous c'est la deuxième année que...?*

N. R. — Quatrième... Mais pas année...

— *Quatrième fois.*

N. R. — Je suis invité comme expert. Donc en général, ils n'invitent jamais un expert deux années de suite, c'est le contraire... À Bilderberg, un expert ne vient qu'une fois. Et puis, après, il peut revenir deux ou trois ans après, mais jamais deux fois de suite.

— *Donc l'année dernière, vous n'étiez pas allé à... ?*

N. R. — Si... Parce que...Heu... Cette année ils m'ont appelé deux fois... Pour des raisons *x*, quoi... À cause de la situation internationale... L'an dernier j'étais à Chantilly, en Allemagne. Heu, aux États-Unis...

On s'enferme. On n'a pas le droit de sortir

— *Et en fait cela se passe comment... ? On vous contacte pour dire... ?*

N. R. — Ah oui, oui. On m'a appelé, et on m'a dit : « On voudrait bien que vous veniez parler à notre rencontre Bilderberg, etc. »

— *Et c'est en qualité de chercheur ? En qualité d'expert du Moyen-Orient ? C'est en qualité de quoi ?*

N. R. — Oui, bien moi, c'est évidemment sur la question de l'islam, bien sûr. Ma première invitation, c'était sur l'Afghanistan, en 88.

— *Et en fait quand on vous contacte pour la première fois, cela se passe comment ? Vous connaissiez déjà des personnes qui en faisaient partie ?*

N. R. — C'est quelqu'un, qui fait partie du truc, qui me connaît, et qui dit aux autres... Ils discutent de quoi on va parler, ils choisissent un certain nombre de thèmes, et puis ils cherchent des gens. Et il y a un mec qui dit : « Mais je connais un type qui... », etc. Mais ce n'est pas forcément national. Moi, les gars qui m'ont fait inviter à Bilderberg n'ont jamais été les Français hein... [Rires] Cela a toujours été les Américains.

— *Mais c'est eux qui occupent une position plus centrale.*

N. R. — Oui, les Français sont marginaux à Bilderberg.

— *Rien que financièrement déjà, c'est les Américains...*

N. R. — Oui, et puis même rien qu'au nombre de gens. Il y a si vous voulez autant de Français que d'Espagnols, d'Italiens ou de Suédois. La France est une puissance moyenne à Bilderberg. Ça c'est clair.

— *Et le fait que cela se soit passé en France cette année, il y a eu plus de Français que d'habitude ?*

N. R. — Un petit peu plus, car il y a des gens... Le principe de Bilderberg est que l'on s'enferme. On n'a pas le droit de sortir. En fait, beaucoup de Français, évidemment, sont venus faire leur truc et repartis. Le juge Bruguière est venu. Il ne serait sans doute pas venu aux États-Unis je pense. Il ne se serait pas enfermé pendant trois jours aux États-Unis, etc. Là, il est venu, il a fait sa conférence, il est reparti. Villepin est venu, a fait sa conférence et est reparti... Mais parmi les membres qui étaient à table et tout, il n'y avait pas plus de Français que d'habitude. Mais il y a eu un peu plus d'interventions françaises.

— *Et cela se passe comment ? Il y a des conférences en séances plénières... ? Il y a des déjeuners-débats... ?*

N. R. — Tout est plénier. [...] Alors il n'y a pas de problème pour se faire connaître. [...]

— *C'est un cercle privé...*

N. R. — Oui, c'est un cercle privé. Encore une fois, cent dix personnes, dont la moitié se connaissent bien... Donc, il n'y a que des séances plénières, avec un temps de parole extrêmement limité. Dix minutes pour les orateurs...

— *Et après, il y a une séance débat ?*

N. R. — Débat, discussion, bien sûr... aucune intervention de plus de trois minutes dans la salle... Bon, c'est très très organisé. Et puis après évidemment déjeuner, dîner, bar, sauna... On se rencontre, on discute... On socialise, quoi.

— *Mais il n'y a pas des déjeuners-débats ? Car cela se fait des fois dans ce type de réunion...*

N. R. — À Bilderberg, jamais.

Tout cela est illusoire

— *Parce que je croyais que dans les années soixante, ils faisaient ça au Bilderberg. J'avais rencontré d'anciens participants des années soixante, et ils avaient ce type de déjeuner où on parle...*

N. R. — Non, non.

— *Cela a dû évoluer.*

N. R. — Les déjeuners sont pour le bilatéral, pour discuter avec des gens comme ça.

— *C'est informel...*

N. R. — Multilatéral. Oui, c'est informel.

— *Et les participants français, en majorité, vous êtes restés les trois jours? Par exemple vous, vous êtes restés trois jours au sein de...?*

N. R. — Oui sauf que moi j'ai dû, comme ils m'ont invité au dernier moment... Samedi, j'ai dû rentrer chez moi, parce que j'avais une fête familiale. Autrement oui. Oui, oui. On reste les trois jours. C'est l'idée... Enfin, entre nous, c'est un peu bidon, on le sait bien. Mais l'idée, c'est que l'on est tous égaux. Ce qui est faux, bien sûr. Donc à Chantilly, c'est par ordre alphabétique, j'avais Rockefeller à ma gauche et Rumsfeld à ma droite. Inutile de vous dire que Rumsfeld ne m'a pas adressé la parole bien sûr. Mais voilà, c'est le principe. Alors en fait, tout cela est illusoire. Comme disait Moïsi qui était... Il faudrait que vous interrogiez Moïsi sur tout cela...

— *Qui?*

N. R. — Dominique Moïsi, de l'IFRI²⁰. Car lui il a une expérience de tout cela bien supérieure à la mienne...

20. L'IFRI, Institut français des relations internationales, a été créé en 1979 par Thierry de Montbrial. Il est considéré comme le principal *think tank* français, jouant un rôle important en France et en Europe sur les questions internationales. Son principal financeur étranger n'est autre que la fondation Ford.

— *Il faudrait que je le voie... Je voulais voir Thierry de Montbrial. Il m'avait dit qu'il me recontacterait car il était en voyage. Il faudrait peut-être que je vois directement avec M. Moïsi.*

N. R. — Oui c'est ça. Sans dire à Montbrial que vous allez voir Moïsi.

— *Ah oui...*

N. R. — Oui. Car ils sont fâchés maintenant...

— *D'accord...*

N. R. — Donc allez voir Moïsi, qui n'est plus à l'IFRI.

— *Il n'est plus à l'IFRI?!*

N. R. — Eh non, car ils sont fâchés maintenant. Enfin, cela faisait plus de vingt ans qu'il était à l'IFRI, il était temps qu'il aille ailleurs. Mais Moïsi... Il a des petites anecdotes. Si vous voulez, lui il y va régulièrement. Moi j'y vais de temps en temps dans ces trucs-là. Lui il fait partie du club.

— *Il était à l'IFRI en tant que quoi?*

N. R. — Il était directeur adjoint. Il a été pendant vingt ans directeur adjoint de l'IFRI. Moïsi, c'est les relations internationales. C'est le spécialiste des relations Europe - États-Unis. Moïsi, c'est l'homme de l'Amérique à l'IFRI. Il parle très bien anglais. Il connaît très bien les Américains. Il sait comment parler et tout et tout... Alors que Montbrial, parfois ce n'est pas très bien quoi. Non, mais il faut que vous alliez voir Moïsi, il vous racontera cela très bien...

[...]

L'apparence démocratique américaine

N. R. — Moïsi me racontait un jour, à Chantilly justement : « Tu vois Nicolas on est avec Rockefeller, Agnelli, la reine de Hollande et tout ça... Mais l'illusion serait de croire que l'on est de leur monde. » Et c'est vrai, parce qu'il y a des trucs qui ne trompent pas. Ils sont habillés pareil, etc., mais un type comme le patron d'Axa par exemple, il vient avec son jet privé. Et quand tout le monde repart, cela ne lui viendrait pas à l'idée... Ce sont des jets de 13 places. C'est des Falcon à 13 places. Cela ne lui viendrait pas à l'idée de dire : « Au fait, je vous ramène ? » [Rires] Cela ne lui viendrait pas à l'idée, quoi... pas un moment. Il y a ceux dans l'avion qui sont en première, il y a ceux qui sont en *business*, ceux qui sont en éco.

— *Donc en fait, quand on repart du Bilderberg, on retrouve chacun ses...*

N. R. — Et à Bilderberg, personne ne se donne de carte.

— *C'est vrai ?*

N. R. — Oui. Ce n'est pas du tout interdit. Ou bien ils se connaissent déjà. [Rires] Ou bien... [Rires] Lord Crambon de chez pas quoi, il est une des plus grosses fortunes d'Angleterre, que je connais bien : il ne va pas m'inviter chez lui. Il ne va pas me dire : « Cher ami, j'organise une chasse à Pâques... » Bien sûr que non. Parce qu'on n'est pas, on ne fréquente pas les mêmes milieux. Point, c'est tout. C'est tout... Alors, il y a toujours des gens de chez nous qui se disent : « Je suis chez les riches, je suis chez les grands... » Si on est invité sur un yacht, il faut plutôt faire gaffe, car cela veut dire que les choses vont commencer à mal tourner, que le gars va tomber en faillite bientôt.

[Rires]

N. R. — Tout cela reste bien hiérarchisé. Mais il y a le vernis, l'apparence démocratique américaine. On s'appelle par son prénom. S'il y avait un tutoiement, on se tutoierait.

— *Ah oui?*

N. R. — Ah oui, oui. On s'appelle par son prénom. On se... Voilà... On bouffe ensemble pendant trois jours... Il n'y a aucune hiérarchie... Sauf pour les reines. Ce sont les seules qui ont le droit d'emmener leur conjoint. Oui, parce que le truc de Bilderberg, c'est que les conjoints sont interdits. Les conjoints sont interdits, les secrétaires sont interdits, et les gardes du corps faut négocier.
[Rires]

— *C'est vrai?! Il n'y a pas d'assistants, ou de...?*

N. R. — Non. Ce n'est pas con comme idée. Chacun doit venir tout seul.

— *C'est un peu pour mettre l'esprit égalitaire...*

N. R. — Oui c'est ça, c'est ça. Villepin, quand il est venu faire son discours, a dû laisser à l'entrée ses collaborateurs. Chacun vient tout seul. Sauf les reines. Elles sont autorisées à avoir... Je ne sais pas... Secrétaire ou je ne sais pas quoi, un conjoint ou un fils.

— *Et il y en a beaucoup de...?*

N. R. — Il y en a deux. La reine de Hollande, et la reine d'Espagne. Et celles-là sont assises au nom de leur pays. [Rires] C'est très rigolo. Mais le fils de la reine de

Hollande, il s'appelle « Monsieur d'Orange ». Il n'y a pas marqué « Prince », mais « Monsieur d'Orange ». [Rires] C'est la seule dérogation... Mais encore une fois, il ne faut pas se faire d'illusions...

— *Et ce genre d'organisation, ils définissent à l'avance qui il va y avoir... Il y a un thème central?*

N. R. — Alors, ils ont décidé... Il y a un certain nombre de sessions. En général c'est deux le matin, deux l'après-midi, voire une en fin d'après-midi. Donc on a cinq sessions par jour. Et ils décident d'un certain nombre de thèmes.

[...]

N. R. — Bilderberg, ils ont une dame, c'est la même depuis... Je n'arrive pas à savoir son âge. Elle n'est pas si vieille que cela... Il y a une dame qui est la secrétaire générale depuis vingt ans.

— *Elle est américaine?*

N. R. — Non, non, hollandaise.

— *Hollandaise?*

N. R. — Oui, oui. Le siège social est en Hollande. Bilderberg vient d'un bled hollandais. Le premier bled où a eu lieu le truc...

— *Mais il y en a un aussi à New York, non?*

N. R. — Oui, ils ont forcément une adresse à New York, et puis l'adresse en Hollande, elle n'est pas dans le village du Bilderberg, elle est à la Haye, ou je ne sais pas

quoi. Et donc il n'y a pas de staff. Il y a juste des gardes du corps. Alors là c'est très rigolo, parce qu'il y avait la Première ministre du Danemark. Elle est venue avec six gardes du corps.

— *Avec six gardes du corps ?*

N. R. — Oui. Avec six gardes du corps. Et cela était considéré comme une faute de goût considérable parce que la reine d'Espagne n'avait que deux gardes du corps, et Dieu sait si la reine d'Espagne est infiniment plus menacée que la ministre du Danemark. C'était un truc très rigolo... Cela avait été jugé comme une faute de goût. Autrement, il n'y a ni conjoint, pas de secrétaire, pas de collaborateur. Chacun tout seul. Et cela change le truc, évidemment.

[...]

N. R. — À Bilderberg ils n'auraient pas l'idée de faire venir un chanteur. Même d'ailleurs ce qui pourrait faire serait de faire venir un pianiste... Non, à Bilderberg rien, rien de tout cela. C'est très simple. Il y a deux heures le samedi après-midi pour voir dans quel pays on est. Deux heures... C'est le club anglais. C'est fermé.

— *Et les participants peuvent sortir de l'hôtel ... ?*

N. R. — Eh bien, on n'est pas encouragé à sortir de l'hôtel.

— *C'est-à-dire ?*

N. R. — On est encouragé à rester. Et pendant deux heures le samedi midi, ils organisent des tours.

— *Oui, je voulais parler de cela... Donc là tout le monde est invité à...*

N. R. — Oui, oui. Je me rappelle aux États-Unis quand on était à Atlanta, on était dans un coin complètement paumé, alors la visite, cela avait été la visite du supermarché. Parce qu'il n'y avait que cela à voir; et puis cela permettait aux gens comme moi d'acheter des trucs pour les gamins, etc. Faire des courses quoi...

— *Atlanta, vous y étiez allé en quelle année?*

N. R. — Atlanta... En 97.

— *Et en 88, c'était à...?*

N. R. — En Autriche... Du côté du Tyrol... Pareil, un hôtel au milieu des collines, dans la montagne, dans la neige...

— *C'est toujours des hôtels...*

N. R. — Ah oui. Un cinq étoiles isolé. C'est ça le principe... Pour des raisons de sécurité aussi.

— *Et c'est par rapport à la sécurité des membres, des participants...?*

N. R. — Des membres... Et cela permet aussi ce côté conclave.

— *Exact... On met les gens dedans et on les met tous à égalité...*

N. R. — Oui c'est ça...

[...]

C'est un petit côté image de marque

— *Et vous, qu'est-ce que vous faites alors, entre les conférences, à Bilderberg?*

N. R. — On parle. On parle.

— *Mais les gens se rencontrent quand même? Chacun ne reste pas dans son coin et...?*

N. R. — Oui. Oui. On est là pour se rencontrer. Justement, les dîners déjeuners, ce sont des buffets, donc on peut toujours s'attarder... Il y a toujours un bar, évidemment. Et cela se termine à une heure du matin au bar.

— *Et après il y a un compte-rendu qui reprend tout cela, en interne...?*

N. R. — Oui. À Bilderberg, il y a un compte-rendu en interne où personne n'est cité. Alors justement, c'est ce qui excite les gens de l'extérieur... Il y a écrit : « Un participant français souligne que... », etc. Et quand il y a écrit : « Un participant américain souligne que le dollar est surévalué », alors là... [*Rires*]

— *Mais pourtant, cela reste en vase clos...*

N. R. — Oui, mais l'idée... D'abord, c'est un petit côté image de marque, quoi... Moins cela sort, plus les gens fantasment. Et la preuve... L'autre truc, c'est que justement, on doit se sentir complètement, complètement libre. Alors pour les gens comme moi ce n'est pas important car je dis les mêmes choses dehors et dedans, mais pour les hommes politiques... ou un président de banque centrale... il ne faut surtout pas que ce qu'il a dit à Bilderberg sorte dans la presse... Donc il y a des journalistes,

et les journalistes qui sont là ne sont pas là à titre de journalistes.

— *En tant qu'invités...*

N. R. — Oui, oui. En tant que personnes. Il y a toujours cinq, six grands journalistes.

— *Et cette année, il y avait... ?*

N. R. — Oui, oui. Il y avait *Les Échos* qui étaient là.

— *Ah, c'est Nicolas Beytout ?*

N. R. — Oui, il était là.

— *Oui, lui, cela fait déjà quelques années aussi...*

N. R. — Oui. Oui. Mais il ne fera pas un article sur...

— *Oui, c'est à titre personnel...*

N. R. — Il n'a pas le droit...

— *On lui dit qu'il n'a pas le droit ?*

N. R. — Oui. Oui, oui. Il y vient en tant qu'individu. L'idée c'est cela. Vous venez tous en tant qu'individu, et pas en tant que vos fonctions. Donc vous parlez librement, et ce que vous dites ne doit pas être utilisé par la suite, etc. Donc, un journaliste n'a pas le droit de... S'il y en avait un qui voulait le faire, il le ferait... Mais il ne serait plus jamais réinvité.

— *Et puis très mal vu...*

N. R. — Il passerait pour... C'est le côté club. Ceci dit, il ne faut pas croire qu'il y a des secrets qui se disent... [*Rire nerveux*] Quand un ministre de la Défense ou un banquier dit que... Ce n'est pas des choses... extraordinaires quoi. On le retrouvera dans la presse de toute façon dans le mois qui suit. Ce ne sont pas des secrets, quoi.

— *Et donc après, dans l'année, on vous envoie... ?*

N. R. — Après, on reçoit un compte-rendu. Le résumé de notre intervention, résumé des questions dans la salle, etc.

— *Et cela se déroule comment les trois jours, il y a une progression, avec une séance finale qui va... ?*

N. R. — Non. Non. Non parce qu'il ne s'agit pas d'avoir une doctrine. Il ne s'agit pas d'aboutir à des conclusions.

[...]

— *Et, concernant les participants, est-ce qu'il y a vraiment une grosse différence entre les participants américains et les autres participants ? Est-ce qu'il y a des buts quand on va à Bilderberg ? Est-ce qu'individuellement, les personnes ont... ?*

N. R. — Chacun a son truc. Chacun a son truc...

— *Pour vous, quel est l'intérêt d'aller à Bilderberg ?*

N. R. — Moi, d'aller à Bilderberg, cela m'intéresse pour parler avec Wolfowitz de la stratégie américaine en Irak. C'est l'occasion ou jamais de discuter avec Kissinger, Wolfowitz, des gens comme ça. Après, il y a des stratégies plus subtiles. Bon, il y a un truc qui est immédiatement

utilisable, mais je ne vais pas faire un article sur « Wolfowitz m'a dit ». Mais j'en ai besoin pour mon boulot. Enfin, j'en ai besoin... Je pourrais m'en passer. Mais pour mon boulot c'est bien. Et puis un deuxième truc qui est la promotion de sa production... Je rencontre là-bas Jim Hoagland, grand journaliste américain, je rencontre... Cette fois, c'était Thomas Friedman. Bon, quand mon livre sortira en anglais, je m'attends à ce qu'il fasse un compte-rendu. Bien sûr, il n'y aucune charte, il n'y a aucune obligation, il n'y a rien. Mais bon, on a bouffé ensemble, et tout... Quand mon livre sortira en anglais je lui enverrai dédicacé... Je m'attends à ce qu'il écrive quelque chose dessus.

— *Il y a des liens d'amitié qui se créent.*

N. R. — Oui. D'amitié, je n'irai pas jusque-là, mais enfin, voilà, il sait qui je suis. Est-ce que ce gars-là aurait su qui j'étais autrement ?

— *Non. Non, pas forcément.*

N. R. — Non.

C'est internationaliste par définition

— *Vous étiez au meeting du Bilderberg en 88... Depuis 88, chute du mur de Berlin, chute du bloc soviétique... Est-ce qu'il y a une fracture entre 88 et maintenant, même si c'était déjà à la fin... ?*

N. R. — J'ai du mal à dire. En 88 j'étais beaucoup plus jeune. Par exemple, j'ai acheté un costard après, je n'avais pas de costard moi. Je croyais que dans la vie il n'y avait pas besoin de costard. Et je m'aperçois à Bilderberg et au

dîner, tout le monde en costard noir... Bon j'avais une cravate... Et moi je me retrouve avec ma veste grise et mon pantalon bleu. Là, le décalage était très fort. Donc en 88, j'étais un peu à l'écart. Bon, après j'ai pris plus de bouteille, j'ai acheté un costard. Cela a changé un peu. Non, je crois pas que... C'est dominé par les Anglo-Saxons. C'est clair... Et il est aussi clair que les Français se remarquent très nettement par leur accent... Leur mauvais anglais quoi...

— *Est-ce que le Bilderberg est associé à une dimension internationaliste... ? Comme vous disiez que les Européens sont plus internationalistes... Est-ce que le Bilderberg, dans son ensemble est... ?*

N. R. — C'est internationaliste par définition. Régulièrement on a un Américain isolationniste qui vient là. Parce que, je ne sais pas pourquoi, on l'invite et tout... Qui fait un peu figure de bête curieuse...

— *Justement. Au sujet du parti républicain. On voit qu'il y a une fracture au sein du parti républicain, avec d'un côté ceux qui sont du Texas du côté de Bush Junior, et de l'autre de Bush père. Est-ce qu'on sent... Est-ce que l'on voit les deux types... Par exemple Rumsfeld, il est plus...*

N. R. — Non. Non non non. Ça, c'est une erreur. Ce sont eux qui sont des internationalistes... Ce ne sont pas des isolationnistes qui viennent, ça c'est sûr. Évidemment, par définition. Il y en a de temps en temps, mais enfin ce n'est pas eux que cela intéresse. On a les interventionnistes. Mais ils sont du côté de Bush fils. Wolfowitz et Perle...

Sur le podium... et en privé

— *Vous dites qu'autour de Bush fils ils sont plutôt internationalistes... ?*

N. R. — Évidemment! Évidemment. C'est une erreur de penser que...

— *Parce qu'on disait toujours que le parti républicain du Sud est différent du parti républicain de l'Est...*

N. R. — Là, vos infos, elles ont dix ans de retard. L'équipe actuelle, c'est ceux qui ont fait l'Irak. Ce sont des interventionnistes...

— *Donc au sein du Bilderberg, on est pour une intervention en Irak, ou... ?*

N. R. — Ah non. Au sein du Bilderberg il n'y a pas de doctrine.

— *Je veux dire en général... au niveau des participants. Par exemple les Américains : est-ce que ce sont eux qui ont prôné la...*

N. R. — Ils se débrouillent toujours pour qu'il y ait des gens de tous les côtés. Simplement là, les Américains sont assez unis autour de Bush. C'est ça le problème. Même des démocrates critiques, ils vont, même à Bilderberg, ils vont...

— *C'est l'après 11-Septembre qui fait...*

N. R. — Mais ça, c'est conjoncturel. Il y a l'effet 11-Septembre. Ça c'est clair... Kissinger sur le podium a soutenu la politique de Bush, et en privé a dit que Bush allait droit dans le mur...

[...]

Malgré sa tendance à l'éblouissement, Rumbert conserve une certaine distance par rapport à ce genre de groupe et surtout par rapport aux personnes qui s'y trouvent. Il sait qu'il ne fait pas partie «de leur monde», contrairement à Gallois qui, à l'époque, devait se placer en grand collaborateur atlantiste.

Gallois lui aussi, en son temps, aurait pu parler de la même façon que Rumbert. Il y aurait peut-être même un renversement par rapport à la situation aujourd'hui : Gallois serait encore plus «conquis» que Rumbert par des groupes tels que le Bilderberg.

Ces deux rencontres m'ont permis de me familiariser avec ces groupes, de savoir plus précisément ce qu'il en était, de l'intérieur. Cependant, il est clair que les discours de ces deux participants se trouvent pour partie biaisés. Il nous faut maintenant rencontrer des participants centraux, ceux qui ne se trouvent pas marginalisés, mais qui, au contraire, symbolisent l'héritage même de ces groupes. Mais auparavant, revenons sur leur genèse afin de les resituer et de les lier aux événements historiques.

FLASH-BACK

Unir l'Occident

Une idée circulait dès le début des années 1940 : le « capitalisme mondial » nécessitait une direction transnationale. L'objectif était d'unir les États-nations, de trouver des ententes multilatérales afin d'éviter de nouvelles guerres.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis occupaient une position centrale sur la scène mondiale, notamment grâce à leur politique de prêts vers les autres pays. Ils semblaient être alors les plus à même de se placer à la tête d'un tel processus. Le plan Marshall, approuvé par le congrès américain en 1948 et doté de dix-sept milliards de dollars, a été le premier acte fort en faveur de l'unification européenne. Il promouvait une intégration politique, économique et militaire de l'Europe et il défendait l'idée de l'abolition des contrôles économiques.

Les débuts de la guerre froide se profilait et des mouvements d'alliance et de coopération se mettaient en place, d'une part entre quelques pays européens de l'Ouest et, d'autre part, entre ces mêmes pays européens et les pays nord-américains, avec en tête de file les États-Unis. C'est dans ce contexte qu'est apparu en 1954 le groupe Bilderberg. Il ne s'agissait pas d'un organisme officiel tels que les organismes des Nations unies ou les nouvelles institutions européennes, mais d'un espace de rencontre pour réunir dans un cadre privé des dirigeants importants des milieux politiques et économiques. Un but spécifique était alors fixé : unifier l'Europe. Joseph Retinger a été le principal instigateur de ce groupe.

Joseph Retinger (1888-1960) était un Polonais de confession juive. Il a été le fondateur du Mouvement européen (fondé en juillet 1947). Étudiant à la Sorbonne en 1906, il déménagea pour l'Angleterre en 1911 où il put ainsi rejoindre son proche ami, le romancier Joseph Conrad. En 1917, Retinger partit pour le Mexique où il devint le conseiller politique officieux du syndicaliste et secrétaire d'État à l'économie Luis Morones, ainsi que du président Calles. Retinger a été durant la Seconde Guerre mondiale le conseiller du Premier ministre du gouvernement exilé de Pologne à Londres. Grâce à cette position, il a pu se lier avec le pouvoir anglo-saxon pendant cette période. Il a réuni alors à plusieurs reprises des dirigeants européens exilés pour considérer l'idée de l'unification européenne. Ce sont dans ces

réunions qu'est né le Benelux. L'idée de Retinger était la suivante : la seule façon d'éviter l'impuissance de l'Europe était que celle-ci, unie, centralise un certain pouvoir. Cela contraindrait chaque pays à sacrifier une part de sa souveraineté nationale. Il sera après la guerre un des plus grands défenseurs de l'unification européenne. Secrétaire général du Mouvement européen, il sera également nommé au poste de secrétaire général de la Ligue internationale pour la coopération économique.

Il a trouvé le soutien nécessaire outre-Atlantique de la part de dirigeants de grandes entreprises telles que la Dodge Motor Co, de banques telles que la J. P. Morgan Bank et celle de David Rockefeller, la Chase Manhattan Bank, et de la part de représentants du gouvernement américain tel que John Foster Dulles (secrétaire d'État sous le président américain Eisenhower). Retinger continuait à être responsable d'organisations patronnées par le Mouvement européen et se concentrait essentiellement sur la « menace communiste ».

Cependant, le Mouvement européen rencontra des obstacles à partir de 1952. Certains pays connaissaient alors une résurgence de « sentiments nationalistes et isolationnistes », et la confiance envers les États-Unis s'effritait. Afin de répondre à ce problème, Retinger consulta ses amis tels que l'ex-Premier ministre de la Belgique, Paul van Zeeland, et Paul Rykens, dirigeant d'Unilever.

Avec l'aide du prince Bernhard des Pays-Bas, Retinger et Rykens organisèrent une conférence afin que les Américains et les Européens puissent discuter et comprendre leurs positions respectives. Réunissant d'importants hommes politiques des pays européens de l'Ouest, les trois organisateurs rédigèrent une critique des États-Unis pour l'envoyer à des Américains tels que William Averell Harriman²¹, que Retinger avait connu en Angleterre.

À la fin de l'année 1952, le prince Bernhard commença à organiser aux États-Unis la réunion qui deviendra celle du Bilderberg. Le « Comité pour une politique commerciale nationale » se mit en place pour répondre à la critique venant de l'Europe. En 1954, à la fin du mois de mai, le premier meeting du Bilderberg s'est tenu à l'hôtel Bilderberg²² à Oosterbeek aux Pays-Bas. Y participaient entre autres David Rockefeller, Dean Rusk (dirigeant de la fondation Rockefeller et secrétaire d'État sous Kennedy) et Joseph E. Johnson (dirigeant de la

21. Harriman était banquier et membre du gouvernement d'après-guerre. Avec Jean Monnet, le « père de l'Europe » et un anglais, Edwin Plowden, ils étaient avec Harriman les « trois hommes sages » de l'OTAN. Pendant que Jean Monnet dirigeait la Communauté européenne du charbon et de l'acier, ancêtre de l'Union européenne, Harriman s'occupait de l'armement de l'Europe pendant le mandat du président des États-Unis de l'époque, Harry Truman.

22. D'où provient le nom du groupe.

fondation Carnegie pour la paix internationale et secrétaire américain du Bilderberg). Les thèmes abordés lors de la première session du Bilderberg étaient les suivants : l'attitude à adopter face au communisme et à l'Union soviétique, l'attitude à adopter face à l'intégration européenne et à la défense commune européenne, l'attitude à adopter face aux politiques économiques. Les thèmes de ce premier meeting signifiaient ainsi très bien les intentions de leurs fondateurs : agir sur le monde.

S'ouvrir à l'Orient

Vinrent les années 1970, qui annonçaient des changements dans la donne géopolitique internationale. L'économie internationale était alors en plein bouleversement, avec le déclin de l'économie américaine jusque-là dominante et autosuffisante, tandis que l'Europe occidentale et le Japon tendaient à prendre plus d'importance. L'entente entre les États-Unis et ses alliés démocratiques industrialisés d'Europe de l'Ouest, du Japon et du Canada se détériorait. Un nouveau groupe est ainsi apparu pour faire face à ces nouveaux problèmes : la commission Trilatérale. Celle-ci a donc été créée afin d'établir un dialogue entre les trois régions. Une plus grande coopération permettrait de faire face conjointement aux affaires du monde.

Zbigniew Brzezinski (né en 1928), né en Pologne, a la double nationalité, américaine et polonaise. Fils d'un diplomate polonais appartenant à la noblesse, il a voyagé au fil des mutations de son père. Il a notamment passé quatre ans en Allemagne de 1931 à 1935 pendant la montée du nazisme, deux ans en Union soviétique de 1936 à 1938, et il s'est enfin trouvé en 1938 au Canada. Citoyen américain à partir de 1958, il a été nommé professeur à l'université de Columbia. Par la suite, il s'est fortement rapproché du Conseil en relations étrangères. Lors des élections présidentielles de 1960, il a été conseiller de la campagne de John F. Kennedy. Brzezinski était alors, en pleine période de guerre froide, un grand adepte de la détente, préconisant de meilleures relations avec l'URSS. Il a été membre de 1966 à 1968 du Conseil du plan politique du Département d'État américain sous le président Johnson avant de devenir le principal conseiller du président Jimmy Carter. Il est connu pour sa position favorable aux interventions militaires à une époque où le parti démocrate l'était beaucoup moins. Considéré comme un diplomate pragmatique, il s'est vite retrouvé comme la réponse démocrate à Henry Kissinger, également un réaliste, secrétaire d'État sous Nixon. Il est actuellement professeur en politique étrangère américaine à l'École des études internationales avancées à l'université Johns-Hopkins, et chercheur au Centre de stratégie et d'études internationales.

En 1970, Brzezinski publia son livre *Entre deux âges : le rôle des États-Unis dans l'ère technotronique*²³, qui fut le point de départ de la création de la commission Trilatérale. Brzezinski construit dans ce livre l'idéologie du trilatéralisme : les trois régions puissantes et innovatrices du monde, les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et le Japon, formeraient une « communauté des nations développées ». Celles-ci seraient les « régions les plus vitales du monde » car elles « sont au premier rang des innovations scientifiques et technologiques » et elles sont les plus avancées en terme de « conscience planétaire ». Brzezinski donnait une place importante au Japon, qui par sa technologie « est une puissance mondiale », mentionnant qu'il serait erroné de considérer ce dernier comme « principalement une nation asiatique ».

Brzezinski concevait la formation de la communauté en plusieurs phases. La première comprendrait le groupe trilatéral initial (États-Unis, Europe, Japon), suivi par d'autres nations puissantes telles que l'Australie, Israël ou encore le Mexique. Adviendrait au cours d'une deuxième phase l'inclusion des pays de l'Est assez « avancés » tels que la Yougoslavie et la Roumanie et même l'Union soviétique, si cette dernière se décidait à « rejoindre » les pays de l'Ouest. La communauté « exigerait une expression

23. Zbigniew Brzezinski, *Between Two Ages; America's Role in the Technotronic Era*, New York, Viking Press, 1970.

institutionnelle » telle qu'un « conseil consultatif de haut niveau pour une coopération globale ». Brzezinski préconisait la mise en place d'une institution différente de l'ONU, « limitée par la guerre froide et les divisions nord-sud », dans laquelle les « forces transnationales », telles que les multinationales, les banques et les organisations internationales, joueraient un rôle important dans la définition de « la politique globale ».

Il organisa l'année suivante les « Tripartite Studies » à la Brookings Institution²⁴, avec la participation de chercheurs provenant du Centre de recherches économiques japonais et de l'Institut d'études universitaires de la Communauté européenne. Il était question d'étudier des problèmes communs entre les trois régions. Les résultats de cette étude attirèrent l'attention de David Rockefeller, qui s'est rapidement converti à l'idéologie trilatéraliste, avant de devenir un porte-parole du groupe. Il proposa alors devant les Chase Manhattan International Financial Forums au Canada et en Europe la création de ce qu'il appela une « Commission internationale pour la paix et la prospérité ».

24. La Brookings Institution est le *think tank* lié au parti démocrate aux États-Unis.

David Rockefeller (né en 1915) est un banquier américain milliardaire issu de la dynastie du même nom. La famille Rockefeller est une des plus riches aux États-Unis, avec une fortune estimée à plus de 9 milliards de dollars. C'est John D. Rockefeller, le grand-père de David Rockefeller, qui a fondé l'empire familial en se lançant dans l'industrie pétrolière et y imposant un quasi-monopole. Grâce à son entreprise, la Standard Oil (qui deviendra Esso puis Exxon Mobil), John D. Rockefeller est l'homme qui, toutes périodes confondues, a accumulé la plus grande richesse en dollars. Très controversé pour ses pratiques dans les affaires, condamnées à plusieurs reprises par l'État américain, il a été très impopulaire jusqu'à ce qu'il se décide à devenir l'un des plus grands philanthropes de son temps. Son fils, John D. Junior, père de David, a rejoint l'entreprise pétrolière familiale pour y faire également fortune.

Famille baptiste²⁵, le clan Rockefeller cultive une certaine générosité non dénuée d'arrière-pensées. Il ne s'agit pas simplement de faire preuve de générosité, mais bien d'acquérir la sympathie de la population afin de continuer plus aisément les affaires. John a notamment financé en 1900 la majeure partie de l'université de Chicago, au départ un petit collège baptiste, devenu après son financement une des plus grandes universités américaines, une

25. L'Église baptiste est une Église protestante issue de la Réforme.

institution internationale. John D. et John D. Junior ont également créé en 1913 la fondation Rockefeller, dont le but est de promouvoir le progrès scientifique, ainsi que l'institut Rockefeller (qui deviendra l'université Rockefeller), dont la vocation est la recherche médicale, en 1901. Le père de David Rockefeller a fait donation du terrain où le siège de l'ONU a été construit. Il a également fait donation de nombreuses terres au bénéfice de nombreux grands parcs nationaux américains.

C'est désormais David Rockefeller qui dirige l'empire familial. Né à New York, il décroche son BA à l'université de Harvard en 1936. Il étudie ensuite une année à l'École d'économie de Londres avant de revenir aux États-Unis où il obtient son Ph.D à l'université de Chicago en 1940. En 1946, il intègre la Chase National Bank (qui deviendra par la suite la Chase Manhattan Bank), dont son père est un actionnaire important, et en devient en 1969 le président exécutif. David Rockefeller prend sa retraite en 1981, sans cesser pour autant toutes ses activités. Depuis lors, il a été président du Comité du Conseil international des banques de 1981 à 1999 et président du Conseil en relations étrangères de 1970 à 1985. Il est président non exécutif du Rockefeller Center Properties Trust and RCP Holdings, président honoraire de la Société des Amériques, fondateur et président honoraire de la commission Trilatérale, président de l'université Rockefeller ainsi que président émérite du musée d'Art moderne de New York. Il appartient au groupe de conseil (*advisory group*) du groupe Bilderberg.

David Rockefeller est l'une des plus grosses fortunes du monde, avec une richesse personnelle évaluée à plus de 2,5 milliards de dollars. Notons qu'un de ses frères, Nelson Rockefeller, a été gouverneur d'État et surtout vice-président des États-Unis de 1974 à 1977 sous le président Gerald Ford. Nelson faisait partie de l'aile modérée du parti républicain.

L'idée de la création d'un tel groupe a été présentée par Rockefeller et Brzezinski à l'intérieur même du groupe Bilderberg. Ils proposaient un élargissement des rangs du groupe au Japon, qui viendrait s'ajouter aux autres participants provenant de part et d'autre de l'Atlantique. N'ayant pas fait l'unanimité à l'intérieur du groupe, cette proposition n'a pas pu se réaliser. Mais le principe même du trilatéralisme soulevant un certain enthousiasme parmi les participants, ils décidèrent de mettre en place un nouveau groupe.

George Franklin, chargé de s'occuper de l'organisation de la future commission Trilatérale, fut envoyé en mai et juin 1972 en Europe puis au Japon afin de présenter le projet aux pays concernés. Ayant reçu des réponses positives, Rockefeller organisa chez lui les premières réunions les 23 et 24 juillet 1972, réunissant dix-sept participants qui représentaient les États-Unis, l'Europe et le Japon. Parmi les Américains se trouvaient des personnalités telles que le président du Conseil en relations étrangères, le président de la fondation Ford, ainsi que des membres de la Brookings Institution.

Au cours de l'automne suivant, un « chairman » a été nommé au sein de chaque région, et la Commission a désigné Brzezinski comme directeur. En 1973, le soutien des milieux financiers et politiques du Japon a été obtenu. La fondation Ford s'est engagée également à financer la recherche et une partie de l'administration de la Commission. À la suite d'une série de meetings régionaux et de consultations est venue l'inauguration officielle de la Commission au mois de juillet. Au cours de la même année, la première session officielle réunissait le comité exécutif tout nouvellement constitué à Tokyo du 20 au 23 octobre. Celui-ci élaborait le texte fondateur de la commission sur lequel elle s'appuie encore à ce jour²⁶.

Au premier meeting plénier à Kyoto, du 30 avril au 1^{er} mai 1975, assistèrent 113 membres, décideurs politiques ou économiques, mais aussi experts, provenant des trois régions membres. La Commission discuta des sujets centrés sur les thèmes de « redistribution globale du pouvoir » et de « communauté trilatérale ». La Commission définit également sa politique vis-à-vis du tiers-monde, qualifié de marginal dans la prise de décision au niveau international.

26. Ce texte n'est pas présent sur le site Internet de la commission Trilatérale (www.trilateral.org), mais l'est dans la brochure papier de présentation de la commission.

Dans les années 1975-1976, bien établie comme une force politique et économique dans les affaires internationales, la Commission a attiré des personnalités telles qu'Henry Kissinger, lequel, après s'être distancié de la politique unilatérale du président Nixon, est devenu membre de son comité exécutif; Jimmy Carter, membre de la Trilatérale, a adopté au cours de sa campagne pour la présidence la perspective trilatéraliste pour sa politique étrangère. Brzezinski a ensuite été nommé au cabinet de Carter, comme une quinzaine de membres de la Commission, également promu dans l'administration Carter. Ce dernier se revendiquait d'ailleurs comme un « élève enthousiaste » de Brzezinski.

Le Forum de Davos

C'est également dans les années 1970 qu'un autre groupe, plus connu du grand public, s'est constitué. Il ne s'agissait pas de réunir de manière secrète les participants, mais plutôt de leur donner une visibilité médiatique. Initialement « Forum européen du management », il est devenu à la fin des années 1980 le « Forum économique mondial de Davos ». Sa première édition a eu lieu au cours du mois de janvier 1971 sous l'impulsion de Klaus Schwab, professeur en politique des affaires à l'université de Genève et admirateur de Karl Popper²⁷. L'un de ses objectifs

27. Karl Popper, philosophe des sciences autrichien, fait partie des fondateurs de la Société du Mont-Pèlerin,

était d'«éduquer au capitalisme des pays qui semblaient réfractaires aux yeux de la communauté internationale».

Pour participer au Forum de Davos, une entreprise doit «peser» plus d'un milliard de dollars, tandis que les autres participants doivent au moins avoir une réelle notoriété. Le Forum de Davos réunit ainsi les mille plus grandes multinationales au monde.

Globalement, Davos est plutôt déprécié par les plus grands, même ceux y revenant chaque année. S'il fallait classer les mots le plus souvent utilisés au sujet de Davos lors des entretiens qui ont servi de base à cet ouvrage, le mot «foire» aurait sans conteste la première place. Dans le même esprit, des personnes ayant participé à Davos et au groupe Bilderberg comparaient Davos à un «salon de l'alimentation» ou aux «Galeries Lafayette» et Bilderberg à «Fauchon», «Hermès», etc. Ces personnes ne vont pas à Davos pour l'aspect que l'on pourrait appeler «grand public», mais pour tout ce que cela peut leur permettre et ce qu'ils peuvent trouver «à côté».

«Davos ne devient intéressant pour le contact de personnes que si on ne participe pas à Davos. C'est-à-dire qu'il y a beaucoup de gens qui utilisent Davos pour rencontrer des gens. Ils se fichent totalement

un groupe de réflexion libéral où figuraient également des théoriciens ultra-libéraux tels que les économistes Milton Friedman et Friedrich von Hayek.

de toutes les activités et utilisent Davos comme on utilise un congrès dans une profession. »

Entretien avec Philippe Villin,
banquier et ancien directeur du *Figaro*.

Car Davos, c'est aussi et surtout la possibilité pour les acteurs importants du monde économique de ne pas participer au Davos officiel, à ce grand spectacle médiatique. Il s'agit de venir pour participer à ce que l'on pourrait définir comme un spectacle de deuxième plan, à côté de l'officiel, un spectacle *off*.

Connaissant mieux désormais la naissance de ces groupes, leur composition et les motivations qui ont présidé à leur création, nous pouvons aborder de manière plus précise la question de leur fonctionnement interne.

LE DESSOUS DES CARTES

« La Trilatérale est un lieu de fermentation entre trois régions du monde qui se connaissent peu, et qui ont besoin d'élargir leurs radars, d'avoir un compas beaucoup plus ouvert. »

Entretien avec Hervé de Carmoy,
président d'une banque privée.

« La Trilatérale travaille avec des papiers faits à l'avance, des papiers assez fouillés. Bilderberg c'est de l'interaction. Ce qui m'avait sidéré quand je suis venu la première fois, c'est d'avoir 80 personnes dans une salle, et d'avoir un vrai débat, ce qui est très difficile à faire. Cela suppose que les panélistes ne parlent pas pendant une demi-heure quand il y a une cession d'une heure. Cela suppose que les gens fassent des réactions très courtes. Et ils arrivent à donner la parole à 40 personnes dans une cession d'une heure et demie. C'est ça qui fait un peu le caractère unique du Bilderberg. »

Entretien avec Bertrand Collomb,
P-DG de la multinationale Lafarge SA.

Bilderberg : l'illusion égalitaire

Le comité de direction et les membres permanents

Le meeting annuel du groupe Bilderberg est préparé par le comité de direction du groupe (*steering committee*), qui se réunit tout au long de l'année et est composé de trente-quatre membres permanents représentant leur pays (Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Portugal, Suède, Suisse, et bien sûr États-Unis). Les États-Unis, avec dix membres, ont la plus importante délégation. Un « groupe de conseil » (*advisory group*) très restreint distingue les membres les plus importants, inamovibles, comme David Rockefeller.

Lorsque l'un des membres accède à une responsabilité politique importante, il doit quitter le comité. Citons à titre d'exemples le cas de Mario Monti devenant commissaire européen, celui de James Wolfensohn devenant président de la Banque mondiale, ou celui de Renato Ruggiero devenant président de l'Organisation mondiale du commerce, qui durent tous trois quitter le comité de direction en prenant leurs fonctions respectives. Les organisateurs souhaitent éviter ainsi toute confusion entre une position de pouvoir publique et une présence affichée à l'intérieur du groupe Bilderberg. Cependant, quand on sait que ces trois personnes sont toujours invitées au meeting annuel sur un

« quota international », il est difficile de ne pas voir une grande hypocrisie dans cette manœuvre. Nous y reviendrons plus loin.

Le comité de direction nomme un secrétaire général et un président. Le secrétaire général travaille à mi-temps et s'occupe des tâches de secrétariat du Bilderberg.

Étienne Davignon est le président du Bilderberg depuis 1999²⁸. Son premier argument pour justifier cette permanence européenne à ce poste était une question de représentativité : les Européens étant plus nombreux à participer que les Américains, il serait normal que le président soit un Européen. Cependant, M. Davignon a vite évacué cet argument. Il est question plutôt d'éviter « des erreurs d'interprétations » : si un Européen est toujours choisi comme président, ce n'est pas tant parce qu'il est européen que parce qu'il n'est pas américain, pour qu'il n'y ait pas de « malentendus », c'est-à-dire afin de désamorcer toute critique éventuelle qui dénoncerait le Bilderberg comme un organisme noyauté par ces derniers. Il s'agit avant tout d'une question symbolique, puisque ce poste ne représente pas a priori d'implications directes et concrètes : une question d'image, de communication extérieure.

28. Il occupait ce poste lors de l'entretien en 2004 et il l'occupe toujours en 2007.

L'organisation du meeting annuel

Le meeting du Bilderberg se déroule dans un pays hôte européen ou nord-américain, dans l'enceinte d'un hôtel cinq étoiles isolé — d'une part pour des raisons de sécurité évidentes au vu des personnes réunies, mais aussi, d'autre part, pour donner une certaine « ambiance » et faire en sorte que ces derniers soient présents durant toute la durée du meeting. Il est exigé de toutes les personnes — exceptés les « intervenants d'honneur », qui ne viennent la plupart du temps que pour leur intervention — de participer à l'intégralité du meeting, c'est-à-dire du jeudi soir au dimanche midi. Elles n'ont droit qu'à quelques heures de « sortie » le samedi après-midi, qui tient lieu de « visite culturelle » de l'endroit où elles sont. Il s'agit ainsi de créer un espace-temps d'où les protagonistes ne peuvent s'évader.

C'est le comité national du pays hôte qui gère toute l'organisation du meeting. Il se charge d'inviter les « intervenants d'honneur » ou du moins d'en être le relais. Ces derniers sont des invités spéciaux du pays hôte, occupant des postes très haut placés et qui viennent faire une allocution, celle-ci étant suivie d'un débat.

Le comité national se charge également de récolter les fonds et de mettre en place tout le dispositif logistique : choix et réservation de l'hôtel, prise de contact avec les pouvoirs publics. Ces derniers

couvrent l'événement du point de vue de la sécurité des personnes, mais aussi de la préservation du meeting : il n'est pas simplement question d'établir un plan de sécurité intérieure pour la protection d'un événement et de personnalités importantes mais, plus encore, de protéger le caractère privé de cette manifestation. Ils contribuent à faire en sorte que cela reste un événement non connu du public.

Le financement

Le financement du Bilderberg est un point qui reste flou. Le meeting, dont le coût s'élève chaque fois à un peu moins d'un million de dollars, est financé par les entreprises du pays accueillant le meeting. Il est néanmoins intéressant de constater l'existence d'un trésorier dans la structure du Bilderberg.

Dans la mesure où les participants du Bilderberg sont censés être présents à titre privé, il n'y a pas officiellement d'obligation pour les entreprises partenaires de voir participer un de leur dirigeants. Cependant dans la pratique, les représentants de grandes entreprises ne sont pas invités si ces dernières ne contribuent pas à l'aspect financier du bon déroulement du meeting.

Ce sont normalement les comités nationaux qui financent et qui s'occupent de l'organisation des meetings. Le groupe national du pays hôte disposant d'un quota d'invités beaucoup plus important

que les autres, les personnes présentes sur le quota du pays d'accueil sont souvent des représentants de grandes entreprises qui ont une réelle capacité de prêter main-forte au financement.

Des fonds quotidiens sont également nécessaires pour faire tourner le secrétariat ainsi que les réunions du comité de direction et du comité des programmes. Cependant, la question de ces financements supplémentaires n'a jamais été abordée lors de mes différents entretiens. D'où provient l'argent ? Étienne Davignon, lors de notre entretien, faisait allusion au cas de la France. Le groupe français dispose d'un quota élevé de membres au comité de direction car « elle finance plus ». On peut déduire de la massive présence américaine une forte participation financière — et réciproquement estimer la grande part d'influence américaine sur le groupe Bilderberg.

Les participants au meeting annuel

Cent à cent vingt personnalités participent chaque année au meeting du Bilderberg. Elles se répartissent de la façon suivante : 25 % de membres permanents, 15 à 20 % de personnes qui sont déjà venues au moins une fois et enfin 55 à 60 % de participants y venant pour la première fois. Ceci implique une volonté de renouvellement des participants mais aussi et surtout la mainmise sur la rencontre d'un groupe de participants *ad vitam æternam*. On peut alors comprendre

aisément que le groupe Bilderberg est si l'on peut dire organisé autour d'une minorité de participants qui peuvent être considérés comme la puissance invitante, tandis que les trois autres quarts, y compris un certain nombre de personnes haut placées, ne sont là qu'en simple invités, soumis aux exigences des premiers (notamment l'acceptation de tout le rituel qu'implique la présence au meeting).

Parmi les participants, on trouve des chefs d'entreprises qui sont souvent dirigeants de grands groupes leaders dans leurs domaines, des représentants politiques (membres de partis, hommes politiques en fonction comme des ministres, chefs de gouvernement, etc.), des représentants d'institutions internationales (mondiales comme l'OMC et la Banque mondiale ou européennes comme la Commission européenne), des représentants syndicaux essentiellement américains, des représentants des médias comme l'*Economist*, le *Financial Times*, le *New York Times*... du côté anglo-saxon, ou *Le Figaro*, *Les Échos*... du côté français, ainsi que des chercheurs venant essentiellement en tant que panélistes ou des représentants d'instituts de recherche en relations internationales comme l'IFRI en France, mais aussi le Conseil en relations étrangères aux États-Unis. Tous les participants viennent « à titre privé » et s'expriment au Bilderberg en leur « strict nom personnel ».

Il existe plusieurs catégories de participants ponctuels. D'une part, les intervenants à la tribune, que l'on nomme les « panélistes », sont invités par le secrétaire général du Bilderberg sur proposition du comité des programmes (section du comité de direction). Souvent experts d'un sujet particulier, ils viennent en parler dans une des sessions proposées. Le reste du temps, ils se retrouvent auditeurs de la même manière que les autres participants. D'autre part, les participants choisis par les comités nationaux, qui disposent de quotas fixés, n'interviennent pas à la tribune et sont là en qualité de « simples » auditeurs. Enfin, certains participants sont admis « sur quotas internationaux », c'est-à-dire invités par le président du Bilderberg ; parmi eux, des commissaires européens ou des dirigeants d'institutions internationales. La particularité de tels invités est que, contrairement aux invités sur les quotas nationaux, ils sont pour la plupart réinvités chaque année. Tout en n'étant que des participants invités, ils deviennent en quelque sorte permanents, et leur fonction prime sur leur nationalité et sur le caractère prétendument privé de leur participation. Nous reviendrons plus loin sur cette question paradoxale qui met en jeu *privé* et *public*.

Le « règlement » du meeting

Certaines règles sont imposées préalablement aux personnes pour leur participation à un meeting du Bilderberg. Tout d'abord, les conjoints ainsi que les collaborateurs ne sont pas admis : chacun doit venir

seul. Il s'agit de mettre en scène une égalité fictive entre les participants comme s'ils étaient tous égaux, confrontés sans aucun intermédiaire à leurs pairs. Même les gardes du corps, qui peuvent tout de même être présents dans l'enceinte hôtelière, doivent rester dans une salle à part où une retransmission en direct des séances est à leur disposition. En fait, la seule exception accordée à l'intérieur de l'assemblée même concerne les deux reines présentes, qui ont le droit d'amener une autre personne. Ainsi, la reine Béatrix des Pays-Bas amène son fils héritier et la reine d'Espagne peut venir accompagnée du roi Juan Carlos.

Les participants doivent parler parfaitement l'anglais, c'est-à-dire non seulement le comprendre mais aussi être capable d'engager un débat dans la langue de Shakespeare. L'anglais est en effet la langue officielle du meeting, comme c'est le cas de manière générale dans les relations internationales, diplomatiques ou économiques — mais ici, en outre, il n'y a aucune traduction simultanée : il n'est pas question de prendre appui sur des interprètes qui pourraient pallier les lacunes de certains. Les anglophones sont ainsi en position de forte domination symbolique, dans la mesure où ils n'ont aucun effort à consentir. Ce choix ne résulte pas simplement du fait que l'anglais soit la langue internationale officielle, mais plus de la mainmise anglo-américaine sur ce type de groupes internationaux.

Les séances étant plénières, chaque participant possède un siège attribué et fixe tout au long du meeting. Un plan des personnes est distribué à chacun pour pouvoir dès le départ « repérer » tous ses pairs d'un jour. Contrairement aux autres invités qui sont placés par leurs noms, les reines sont placées au nom de leur pays. Toutes les personnes sont installées par ordre alphabétique, et non selon l'ordre protocolaire en usage dans les relations diplomatiques. Il s'agit bien sûr, là encore, de créer une illusion d'égalité entre les participants. Les organisateurs veulent ainsi signifier qu'eux-mêmes ne sont pas plus importants que leurs invités, et qu'un directeur d'organisation internationale ou une reine sont équivalents à un journaliste ou un chercheur.

En revanche, durant les repas, le placement des participants se fait librement (il n'y a pas de séance sous forme de déjeuner-débat). Le « hasard » des rencontres peut ainsi reprendre son cours. Les affinités préétablies reprennent alors le dessus, et les mélanges entre participants appartenant à des milieux éloignés ne sont pas systématiques, loin de là.

Enfin, les règles de Chatham House²⁹ sont de rigueur pour les meetings du Bilderberg. Tout se passe donc « off the record »³⁰, rien ne devant sortir des propos tenus.

« Vous avez le choix entre le rendre public, faire venir les journalistes etc., et à ce moment-là que les hommes politiques présents prennent des positions publiques. Ou bien on dit : “règle de Chatham House, pas d’attribution de ce qui a été dit” ».

Entretien avec Bertrand Collomb,
P-DG de la multinationale Lafarge SA.

La règle du *off* caractérise bien tout ce « petit côté image de marque » dont parlait Nicolas Rumbert. C’est le leitmotiv des participants du meeting : « Je ne peux parler car la règle me l’interdit. » Combien de fois aurais-je entendu cela de la part de personnes ne souhaitant pas s’exprimer à ce sujet ! Tous se persuadent que tout ce qui est dit est important et ne peut sortir de là.

29. Cette règle est issue d’une organisation anglo-saxonne (l’Institut royal des affaires internationales). Conçue en 1927, elle stipule les obligations des participants à des réunions prétendant rentrer dans ces normes : essentiellement, ne pas parler de ce qui a été dit dans la réunion dans un cadre extérieur à celle-ci.

30. Terme anglais signifiant que les propos ne peuvent être enregistrés ni rapportés nommément à leur auteur.

«L'important dans ce genre de choses... Il est finalement moins grave pour une institution comme celle-là qui veut garantir le secret qu'il se raconte des choses inexactes plutôt que des choses vraies. Voilà.»

Entretien avec Jean de Belot,
directeur de la rédaction du *Figaro*.

Le fonctionnement du Bilderberg et la position sociale des participants ont créé au fil du temps une image confinante au mythe, malgré le peu de gens qui en connaissent l'existence. De l'extérieur, Bilderberg semble un conclave de « maîtres du monde », un « complot mondial », soit la démonstration même de « la transgression de la démocratie », « la loi du capital et du marché », la « main droite » du monde. Les participants, eux, parlent plutôt du « nec plus ultra », « du club de l'élite », de « la consécration ultime », « du monde entre soi ».

Comprenant le danger de continuer à alimenter ce phénomène de mythe autour du Bilderberg, les organisateurs se sont sentis obligés d'appliquer plus d'ouverture, une certaine transparence à leur sujet. C'est ainsi que depuis le début des années 1990, les listes de participants sont remises à la fin de chaque meeting aux personnes le désirant. Tout comme pour la Trilatérale, la transparence sur la forme permet de continuer à ne pas dévoiler le cœur des débats et des enjeux.

La Trilatérale : mi-club, mi-*think tank*

« La Trilatérale, que j'ai fréquentée un temps, a à mon avis un véritable objectif politique, comme son nom l'indique, et en plus a un fonctionnement secret, discret, restreint. »

Entretien avec Éric Izraelewicz,
directeur de la rédaction des *Échos*.

La structure de la Trilatérale : le côté club

Constituée de trois cent vingt-cinq membres provenant de trois régions du monde (le Japon, l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord), la commission Trilatérale a pour objectif d'encourager une compréhension mutuelle et une étroite collaboration entre ces trois régions, afin de traiter les problèmes communs. Pour cela, elle réunit des acteurs importants provenant de ces trois régions, caractérisés comme « citoyens distingués ». La Commission est définie officiellement comme un « groupe de discussion politiquement orienté composé de membres de haut niveau », excluant les personnes ayant des responsabilités dans les administrations nationales. Comme pour le groupe Bilderberg, un noyau restreint de membres (environ une soixantaine) constitue le comité exécutif, qui décide aussi bien des thèmes qui seront abordés lors des prochaines réunions que des personnes qui vont pouvoir devenir membres de la Commission ou qui vont devoir la quitter. En d'autres termes, et même si, contrairement au Bilderberg, on

peut rester membre de la Trilatérale pendant de nombreuses années sans faire partie du comité exécutif, il n'en reste pas moins que certains forment un groupe privilégié qui tient les rênes de la Commission.

Chaque année, la commission Trilatérale organise une réunion plénière. Il s'agit d'une conférence qui dure trois jours et qui a lieu tour à tour dans une des régions du groupe. Dans le même esprit et avec la même périodicité, chacune des trois régions organise indépendamment une réunion comprenant les acteurs « locaux » pour considérer des thématiques propres en les replaçant dans le contexte mondial.

La Commission s'est géographiquement ouverte au cours des années. Ainsi, en rapport avec le futur élargissement de l'Union européenne, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et l'Estonie sont-elles entrées dans le groupe Europe dès 1998. En 2006, l'ensemble des nouveaux pays de l'espace européen sont bien entendu désormais présents au sein du groupe Europe de la Trilatérale. S'appuyant sur l'organigramme des membres de l'OCDE, le groupe américain s'est également élargi au Mexique, tandis que le groupe Japon s'est élargi aux pays « démocratiques » de l'ASEAN, avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud — la Chine recevant un traitement particulier : elle ne fait pas partie officiellement de la Trilatérale à cause de sa position « délicate » sur le plan politique, mais un certain nombre

de dirigeants chinois viennent «à titre privé» aux meetings, «sans être membres», tout en devenant de ce fait des «participants réguliers».

Au niveau de la composition régionale, c'est le groupe européen qui se retrouve leader avec cent soixante membres, tandis que les groupes asiatique et américain se composent tous deux d'une centaine de membres. Ceci résulte du nombre important de pays membres du groupe Europe et ne signifie pas une prépondérance particulière des pays européens : à l'intérieur du groupe, les délégations nationales sont réduites à très peu de membres, contrairement aux délégations nationales du Japon et surtout des États-Unis, qui prédominent l'ensemble d'un point de vue national.

Un rôle de think tank

Comme précisé plus haut dans le chapitre historique, la commission Trilatérale s'appuie sur son texte fondateur qui a été rédigé par le comité exécutif de la commission Trilatérale en octobre 1973.

La notion d'interdépendance est un mot clé de ce texte. Il stipule qu'au vu de «l'interdépendance croissante qui dépasse et influence les systèmes nationaux», il est nécessaire d'intensifier la coopération internationale qui non seulement permettrait d'en tirer des bénéfices, mais serait aussi un moyen de «contrecarrer les nationalismes économique et

politique». La déclaration met en évidence qu'en plus de générer de nouveaux problèmes entravant le bien-être des trois régions de la Trilatérale, cette interdépendance affecte défavorablement les autres régions du monde.

Mettant en avant les menaces sur le devenir écologique de la planète ou les problèmes de ressources qui pourraient aboutir à des rivalités, les pays membres se placent, sous couvert de préservation de la stabilité, en pères protecteurs du monde tout entier. Leur coopération se révélerait alors utile à tous.

Dans cette perspective, les trois régions ont décidé à travers la Trilatérale de définir des « politiques coordonnées sur des sujets affectant leurs intérêts communs ». On observe un glissement depuis l'intérêt commun de la planète jusqu'aux intérêts communs des pays de la Trilatérale, et au bout du compte à l'intérêt particulier de chacun des pays membres. L'intérêt des trois régions est l'intérêt de tous, mais au-delà, l'intérêt de tous se trouve être surtout l'intérêt des trois.

Le texte spécifie également qu'elles doivent s'abstenir de « toute action unilatérale ». Cette phrase permet d'expliquer notamment la position difficile qu'a pu connaître la Trilatérale face à la démarche unilatérale de l'administration Bush aux alentours de l'année 2003, lors de la seconde guerre d'Irak. En

effet, ce type d'actions est incompatible avec l'interdépendance des régions, ne pouvant que leur nuire. Pour la Trilatérale, il existe au contraire une nécessité de « tirer profit » de l'existence des organisations internationales et de faire en sorte qu'elles aillent encore plus loin dans leur capacité d'agir. Les problèmes peuvent se poser dans de tels conflits dans la mesure où il n'y a pas non plus une homogénéité des positions, même à l'intérieur d'un tel groupe :

« D'abord la Commission, c'est important, n'a pas de porte-parole, ne sort pas des rapports avec des points de vue. Compte tenu de la composition du groupe. Ce qui pose problème notamment avec la presse, car quand ils sont invités à des conférences de presse et qu'ils demandent "Quel est le point de vue de la Trilatérale?", on n'en a pas. Mais on essaie tout de même de donner un résumé des débats. »

Entretien avec Paul Révay,
directeur du groupe Europe de la commission Trilatérale.

L'action de la Trilatérale

Même si ce n'est pas sa vocation première, la Trilatérale joue en quelque sorte, grâce à son double aspect de club et de *think tank*, un rôle de lobbying diffus, « idéologique », cherchant moins à obtenir immédiatement des changements concrets de politique ou de législation, comme peuvent le faire les lobbies industriels classiques, qu'à diffuser sur des sujets variés les idées et les attitudes jugées

souhaitables par la Commission. Bien entendu, la composition fermée de ce club implique autre chose qu'une réflexion philanthropique désintéressée : les intérêts propres aux membres du groupe, collectifs ou individuels, ressortent plus ou moins consciemment du processus de création de consensus ainsi formé.

Une des activités majeures de la Commission est de publier des rapports établis par trois experts (un de chaque région) choisis pour travailler ensemble pendant une année en « préparant un rapport commun sur une question particulière ». À titre d'exemple, les rapports les plus récents à ce jour³¹ sont : *S'allier avec la Russie, la prochaine étape* (2006) — *Prolifération nucléaire, risques et responsabilités* (2005), *Nouveaux défis pour la politique de sécurité internationale, de sécurité nationale et de sécurité des peuples* (2004) — *Le Déficit démocratique dans l'économie mondiale : mise en valeur de la légitimité et de la responsabilité des institutions internationales* (2003) — *S'occuper du nouveau terrorisme international : prévention, intervention et coopération multilatérale* (2003) — *L'Asie de l'Est et le système international* (2001) — *La Nouvelle Asie centrale : à la recherche de la stabilité* (2000) — *Les Stratégies du XXI^e siècle des pays trilatéraux : plein accord ou conflit?* (1999) — *Buts communs mis en avant dans le Grand Moyen-Orient* (1998).

31. Au mois de février 2007.

Ces titres montrent une volonté de couvrir de vastes sujets dans une perspective tournée vers la géopolitique et les relations internationales. Pour arriver à ce type de rapport, les auteurs consultent à la fois au sein des régions trilatérales et en dehors. Une ébauche du rapport est également discutée lors de la réunion annuelle de la Commission.

En dehors de ces fameux rapports, la facette « *think tank* » de la Trilatérale est complétée par la publication d'une revue trimestrielle intitulée le *Dialogue*. Contrairement aux rapports, qui abordent des thèmes assez larges, cette revue est plutôt centrée sur des problèmes spécifiques, essentiellement géopolitiques.

L'influence de la Commission

Dans son texte fondateur, la Trilatérale évoque l'impact de son action sur la scène internationale; ce qu'elle en dit n'est pas aussi intéressant que le simple fait qu'elle en parle: la Commission reconnaît ainsi de manière officielle le rôle concret qu'elle joue sur les affaires mondiales. Y est mentionnée la tenue de « sommets internationaux » qui ont lieu désormais suivant les préconisations initiales de la Trilatérale, c'est-à-dire de « reconnaître l'importance de la coopération entre les principaux pays démocratiques industrialisés ». M. Révay, dans notre entretien, parlait justement de la constitution du G8, qui vient selon lui de la Trilatérale :

« Eh bien, la Commission actuellement, depuis les années 1980-1990, comme toutes les organisations privées ou publiques, commençait à réfléchir à deux choses : premièrement, quel était l'impact, l'utilité de ce système trilatéral, entré dans l'ordre des choses. La Trilatérale a été l'organisation qui avait lancé dès les années... Dès son début, l'idée qu'il y ait un système de G5. L'origine du G5, on peut dire intellectuellement, est sortie de cette organisation. Nous sommes privés, mais il fallait au niveau officiel également des rencontres informelles. À l'époque c'était informel. Et à l'époque, Raymond Barre était sherpa de Giscard et George Schultz était sherpa du président américain. Ils étaient tous les deux membres. Ils en ont parlé à leurs patrons respectifs et effectivement ceci a abouti à ce que Giscard d'Estaing lance le premier sommet informel à Rambouillet en 1975. L'histoire du G5, qui est devenu aujourd'hui jusqu'à G8, c'est un peu le pendant, entre guillemets, de l'histoire de la Trilatérale au niveau privé. Donc vous aviez un peu ces deux mouvements qui se croisaient. Évidemment il n'y avait pas que nous. La commission qui avait proposé cela, c'était un petit milieu, mais les idées, elles viennent d'un peu partout. Mais c'est vrai que compte tenu de la qualité des membres, les accès au pouvoir et aux gens au pouvoir étaient plus directs.

Entretien avec Paul Révay,
directeur du groupe Europe de la commission Trilatérale.

Ainsi, l'idée du fameux G8, contestable en tant que tel, provient de plus d'un groupe non connu du public et qui a l'air de plus penser à défendre

les intérêts individuels et privés de ses membres qu'autre chose.

Le texte fondateur évoque également la position grandissante du Japon sur la scène internationale, d'une part, et les liens plus importants entre les trois régions, d'autre part. Enfin, il aborde vaguement la question d'une progression de certaines propositions de *task force*³², nuancant leur influence en rappelant que la plupart de leurs rapports « ont cherché à fournir une direction, plutôt qu'à indiquer des "prochaines étapes concrètes" ». La Trilatérale veut se prémunir de toutes les critiques à son encontre.

C'est ainsi qu'elle s'est munie dans les années 1980 d'une FAQ³³ dont elle fait toujours usage. Plus que le contenu des réponses apportées, les questions en elles-mêmes sont un intéressant objet d'analyse. Les informations données sont vraisemblablement destinées à des personnes qui ont déjà une certaine connaissance du groupe. Elles servent plus à contrecarrer certains présupposés qu'à expliquer les fondements de la Trilatérale. Le groupe est défini non pas par ce qu'il est ou peut être, mais par ce qu'il n'est pas : une « agence de gouvernement » faisant partie des

32. Une *task force* est un groupe de travail constitué pour un temps limité et qui doit fournir des éléments de réponse sur un thème défini.

33. *Frequently asked questions* : liste de réponses aux questions fréquemment posées.

Nations unies et ayant des liens institutionnels avec le Conseil en relations étrangères. Elles expliquent par la suite que la commission Trilatérale n'est pas secrète, en y joignant toute une série de « preuves » qui montrent cette volonté d'ouverture officielle dès sa création. La question suivante concède que la Commission n'est cependant pas très connue du public, pour répondre que cela veut sans doute dire que le public ne s'intéresse pas à de tels travaux, à son existence. Il est évoqué ensuite que la Commission n'essaie pas « d'établir un gouvernement mondial ». C'est dans cette seule réponse que l'on fait allusion directement aux « allégations » définies comme « faites parfois par des citoyens bien intentionnés mais mal informés ». La commission répond qu'elles sont « totalement fausses ».

DES CLUBS PRIVÉS

« C'est toujours difficile d'avoir les gens qui sont dans les top positions. Alors Margaret Thatcher était venue quelques années (au Bilderberg) avant d'être premier ministre. Bill Clinton est venu alors que l'on ne savait pas encore qu'il serait candidat à la présidence. Ils étaient invités parce que les gens sentaient que c'était des gens qui pouvaient jouer un rôle important, et c'est un peu ça l'idée, c'est d'inviter pas simplement des gens qui sont au *top* en place, mais des gens qui peuvent jouer plus tard un rôle important. »

Entretien avec Bertrand Collomb,
P-DG de la multinationale Lafarge SA.

Ambiance « club »

Le groupe Bilderberg et la commission Trilatérale fonctionnent tels des clubs privés anglo-saxons. Ce fonctionnement est révélé essentiellement par le

mode de recrutement des affiliés. Les deux groupes appliquent en effet des règles similaires d'adhésion : les nouveaux membres sont introduits par des personnes déjà présentes au sein des groupes. La cooptation permet d'instaurer un mode de confiance immédiat sans rompre la dynamique du groupe. De plus, chaque participant doit avoir une position élevée.

«Ceux qui ont des affaires à faire se débrouillent pour rencontrer la personne qu'ils veulent rencontrer.»

Entretien avec Jean-Louis Gergorin,
vice-président d'EADS.

Les conférences du meeting du Bilderberg servent surtout de prétexte à la tenue de la rencontre annuelle. En réalité, les conversations de couloirs, « autour d'un verre », lors des déjeuners et dîners, constituent les principaux intérêts des participants. Elles permettent une réelle proximité en dehors de l'aspect officiel des conférences plénières. Jean-Louis Gergorin me confia que lors d'un meeting du Bilderberg, tout en discutant avec un dirigeant d'une entreprise concurrente, il avait « senti » qu'une fusion serait prochainement lancée et ainsi pu engager chez Lagardère un processus de fusion en anticipant le projet adverse. Résultat ? La création d'EADS, plus grande entreprise aérospatiale européenne.

De la même façon, Ernest-Antoine Seillère avait proposé à David Rockefeller, lors d'une édition du meeting de Bilderberg, d'entrer dans le capital de son entreprise. Ce dernier avait alors accepté. Même un participant tel que Nicolas Rumbert, présent en qualité d'expert français, peut attendre que tel ou tel journaliste américain rencontré au Bilderberg puisse faire à la sortie de son prochain livre aux États-Unis un « petit article » en sa faveur.

« Et puis il y a le deuxième avantage, l'intérêt c'est qu'il retrouve ses pairs. C'est pour cela que les *coffee breaks* sont très importants. Le côté humain est très important. Et puis ils peuvent se contacter plus facilement, s'ils ne se connaissent pas, s'ils sont membres du même club, ils s'appellent et ils font leurs affaires... C'est plus facile... Il y a donc tout le côté humain qui est très important... Le côté alchimie, parce que c'est un tout petit groupe. »

Entretien avec Paul Révay,
directeur du groupe Europe de la commission Trilatérale.

Du côté de la Trilatérale, l'aspect club se traduit par deux aspects essentiels. Premièrement, il permet aux membres de pouvoir aisément se mettre en contact par l'intermédiaire de l'organisation, pour « faire des affaires » ou aborder tout autre sujet. Le deuxième aspect est la proximité corporelle directe lors des séminaires annuels renforcés par la tenue des séminaires régionaux et des réunions des groupes locaux. Une proximité locale s'ajoute ainsi à l'appartenance

au même club. Les pairs nationaux sont plus proches et les liens deviennent alors plus étroits.

Tout cet aspect d'intérêts individuels n'est pas la partie la plus apparente de ce côté club. Ainsi, au Bilderberg, aucune conclusion ne serait formulée, aucun agenda ne serait fixé pour l'année à suivre; cependant, concède Étienne Davignon, pour certains sujets, il se peut que les membres permanents « recommandent aux participants d'agir de telle ou telle manière », même si ces « derniers tirent ce qu'ils veulent de ce qu'ils auront pu entendre en sortant du Bilderberg ». Ceci vaut pour la partie officielle du meeting, c'est-à-dire dans le cadre des séances plénières. Il est alors tout à fait possible d'estimer que cela puisse se passer d'une manière encore plus directe et explicite « dans les couloirs », comme le laissait entendre André Fontaine, participant au Bilderberg à plusieurs reprises dans les années soixante et soixante-dix :

« Je pense que les conversations de couloirs étaient beaucoup plus importantes que les débats dans ce genre de trucs [*comme les meetings du Bilderberg*]. Je pense aussi que parmi les participants, il y en avait qui étaient tout de même plus égaux que les autres et qu'il devait y avoir des petits conciliabules auquel le commun des mortels n'était pas admis. »

Entretien avec André Fontaine,
ancien directeur de publication du *Monde*.

Comme nous l'avons déjà abordé précédemment, malgré ce que voudraient faire penser les organisateurs à l'ensemble des participants, «l'illusion démocratique à l'américaine», c'est-à-dire une inégalité réelle masquée sous des formes égalitaires, fait partie intégrante du meeting.

Vie privée / vie publique

« La notion que l'on puisse parler à titre personnel, *off*, etc., alors que l'on a une fonction... Je crois que dans la culture française, soit on est dans une situation, soit on est dans sa vie familiale et privée. Il n'y a pas d'entre-deux. Alors que dans la culture anglo-saxonne qui s'est largement diffusée, il y a un entre-deux. »

Entretien avec Jean-Louis Gergorin,
vice-président d'EADS.

Les participants à des groupes tels que le Bilderberg ou la Trilatérale entretiennent un rapport particulier entre leur vie privée et leur vie publique. Le fait de participer à un de ces groupes implique que chaque participant s'y présente à « titre privé ». Ils ne deviennent pas membres de la Trilatérale ni ne sont invités à une cession du Bilderberg en qualité de représentants politiques, d'une institution ou encore d'une entreprise, mais bien en tant qu'individus.

C'est pourquoi la Trilatérale met un point d'honneur depuis sa création à ne pas admettre de membres ayant des fonctions politiques nationales. Si l'un des membres accède par la suite à une telle fonction, il devient automatiquement démissionnaire de son statut de membre du groupe. Il peut néanmoins être invité en tant qu'ancien membre, et il peut garder ce statut parallèle. La même pratique est en vigueur quant à la participation aux réunions des Chinois, qui ne sont pas membres mais participent tout de même — ce qui ne laisse guère différence entre les membres officiels et les prétendus non-membres.

La commission met ainsi en avant des impératifs officiels et les distinguos qui en découlent, tout en reconnaissant que dans la pratique il n'y a pas de différence. Les propos de Paul Révay, directeur du groupe européen de la commission Trilatérale, sont assez significatifs :

Paul Révay — Et puis il est vrai aussi que quand vous devenez membre et quand vous entrez au gouvernement, vous devenez automatiquement démissionnaire. Donc ça c'est important...

— *Pourquoi ça ?*

P. R. — Parce qu'on ne veut pas de quiproquos, on préfère que cela soit très net, on ne reçoit pas d'argent public, on veut être indépendants. Cette

indépendance, c'est une des règles du jeu. Vous verrez dans la liste, tous ceux qui sont au gouvernement actuellement, on les met dans les catégories d'anciens membres dans le service public. C'est important qu'il n'y ait pas d'amalgame. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de contact. Ils sont même invités, ou d'autres personnalités, à nos réunions comme orateurs, tout ce que vous voulez.

— *Ils ne vont pas faire partie des membres formellement...*

P. R. — Non, ils ne sont pas membres. Ils sont quelquefois réinvités, une fois qu'ils quittent le gouvernement. Mais ceci s'applique uniquement au gouvernement national. Ce n'est pas au niveau régional comme dans les *Länders* et tout cela. Le côté exécutif, c'est uniquement pour le gouvernement national. On a fait une exception pour les membres de la Commission européenne, ils peuvent rester membres. Certains ne préfèrent pas. Certains restent. Par exemple aujourd'hui Chris Patten est resté membre, mais Pedro Solves, le commissaire aux Affaires monétaires, et Mario Monti, le commissaire à la Concurrence, ont préféré quitter. Monti, cela se comprend, il s'occupe de la concurrence et notamment des grands problèmes de la concurrence. C'est normal, pour lui cela pouvait le gêner, parce que dans le groupe de la Trilatérale vous avez le président de Boeing ou de Microsoft en compétition contre un grand groupe européen et c'est lui qui décide à la Commission européenne. Pour pas qu'il y ait de malentendus de ce côté-là.

De la même manière, les participants au Bilderberg, une fois à l'intérieur du meeting, y parlerait en leur nom. Il est alors possible d'estimer que des participants ayant des responsabilités tiendraient deux discours distincts. Certes, le cadre « familial », un espace a priori privé, permet aux personnes de se défaire du poids de leur activité professionnelle. Ils peuvent ainsi tenir un discours plus nuancé ou au contraire plus exacerbé, et même tenir des propos qui iraient à l'opposé de ceux qu'ils auraient pu tenir dans le cadre de leur profession. Cependant, ce principe peut-il s'appliquer rigoureusement dans un espace dit privé mais réunissant tout de même de manière exclusive des individus de la place publique ? C'est difficilement imaginable.

Il est possible de concevoir des transformations des discours du simple fait que ceux-ci ne puissent être rapportés sur la place publique : le politiquement correct est courant dans le champ public, où on aboutit même sur certains sujets à un consensus visible, c'est-à-dire que la plupart des composantes du champ s'exprimant sur le sujet vont avoir un avis identique. La Trilatérale et le Bilderberg peuvent ainsi permettre de libérer en quelque sorte les acteurs de leurs positions extérieures. Donnons deux exemples relativement récents provenant de part et d'autre de l'Atlantique.

Avec la guerre en Irak de 2003, un bloc du côté américain s'est créé autour du président Bush pour

soutenir sa politique d'intervention. Le 11-Septembre a entraîné un effet d'opinion publique général, rendant impossibles à tenir certaines positions; en conséquence, tous, des républicains aux démocrates, soutenaient des thèses identiques. Du côté français, un consensus s'est construit autour du camp de la paix: l'élite des milieux politiques et économiques n'a pu qu'adopter la même position. Cependant, à l'intérieur de groupes comme le Bilderberg ou la Trilatérale, la donne pouvait changer. Lors de l'intervention du ministre Dominique de Villepin au meeting du Bilderberg en 2003, une grande partie de l'auditoire français s'offusquait de la position de l'État français. Elle n'aurait jamais pu le faire dans l'espace public.

D'un autre côté, Kissinger, dans les couloirs du même Bilderberg, affirmait en aparté que si le président Bush continuait sa politique, il « allait droit dans le mur ». Il avait pourtant tenu à la tribune une position plutôt en faveur du président. On voit que l'opposition entre un conformisme politique public et des positions plus personnelles « en privé » peut se manifester jusque dans le cadre officiel des séances plénières du Bilderberg.

Dans le même sens, des politiques américains membres de la Trilatérale contredisaient fortement les positions de l'administration en place dans le contexte des réunions trilatéralistes, ce qu'ils n'ont pas fait sur la place publique.

Cependant, le processus n'est ni si simple ni absolu, bien au contraire.

« Il est sûr aussi dans ce genre de club que si vous teniez des propos totalement atypiques, vous en seriez sanctionnés à l'extérieur immédiatement. [...] Il est clair que le Bilderberg n'exclut pas le fait que les gens ont aussi des responsabilités à l'extérieur. Ils peuvent en tenir compte, puisqu'il y a une vie en dehors du Bilderberg, y compris pour les participants, y compris pour les réguliers. »

Entretien avec Jean de Belot,
directeur de la rédaction du *Figaro*.

Les participants prennent certes des positions plus personnelles, mais tout cela reste dans des limites acceptables car il ne faut pas oublier sa fonction. En effet, bien que l'on vienne en théorie à titre privé, les autres participants du bal qui se veut masqué savent très bien qui vous êtes. Si des positions sortaient du cadre initialement fixé, il y aurait des répercussions sur la vie en dehors. C'est effectivement une contradiction étonnante, quand est mis si fortement en avant le caractère individuel et strictement privé des participations.

« Chacun sait que quand un tel pose une question, il est ce qu'il est. Mais comme on est dans du débat, du questionnement, chacun vient avec son intelligence, son expérience, mais cela réduit tout de

même, ou cela fait que chacun vient pour apporter la qualité de son analyse ou de son questionnement. Et au bout d'un temps, on oublie que c'est le président de la société Z qui parle, ou que c'est le directeur du journal T. Et c'est plutôt de la matière grise livrée par des gens, jetée dans la baignoire commune pour faire une bouillie qui peut amener chacun à bouger. »

Entretien avec Jean de Belot,
directeur de la rédaction du *Figaro*.

Le raisonnement de M. de Belot n'est pas faux en soi. Les personnes qui participeraient à des réunions telles que le meeting du Bilderberg, pour une durée définie et relativement longue et dans un contexte d'échange intellectuel, se concentreraient plus sur les idées et paroles émises que sur les personnes en elles-mêmes. Cela se situerait dans le cadre d'un enrichissement personnel. Cependant, chaque participant reste pertinemment conscient des positions dans le monde extérieur des autres participants — c'est bien en vertu de ces dernières qu'ils sont là, et non pas en tant que « monsieur tout le monde ».

« Tout le monde sait très bien que dans les interventions des gens [*au Bilderberg*], il y a un mix de convictions, de jeu de rôle par rapport à leur position, d'intérêts personnels, de stratégie de pouvoir, mais cela fait partie de la règle du jeu. Mais c'est quand même mieux que de ne rien dire. »

Entretien avec Jean-Louis Gergorin,
vice-président d'EADS.

Tout n'est donc pas si simple. Dans de tels groupes, lorsque les participants s'expriment, ils gardent leurs positions et intègrent également « des intérêts personnels ». Pourquoi les organisateurs mettent-ils alors tant en avant ce côté privé ? Plusieurs hypothèses peuvent être émises.

Dépassons l'argument qui est de rester simplement au niveau des participants, pour qui cela serait une manière de parler davantage, de manière totalement libérée. Il est en fait plus judicieux de se concentrer sur un autre niveau, plus annexe, indirect, mais tout aussi essentiel. La participation « à titre privé » ne permet pas d'identifier directement des entreprises ou des organisations qui pourtant « participent » depuis plus longtemps à ce type de groupes que la plupart des individus eux-mêmes. Il est très intéressant de remarquer une continuité dans la présence de membres de la Commission européenne, de gouverneurs de la Banque de France, de dirigeants de mêmes entreprises. Au-delà de la participation variable des individus, on constate donc une permanence de la présence des institutions auxquelles ils sont affiliés. Venir « à titre privé » permet également aux représentants politiques de ne pas engager la voix officielle d'un pays, d'un parti, d'une institution.

Mais il faut concevoir cependant que, pour ce type de participants ayant des fonctions officielles,

la liberté de parole est limitée. Le seul endroit possible serait exclusivement dans les apartés du couloir. Mais ce genre d'apartés peuvent avoir lieu n'importe où, dans n'importe quel contexte, pourvu que ce dernier réunisse des personnes à un moment donné. On peut parler librement dans un couloir, dans un cocktail en aparté, sans que le contexte général de la rencontre en fixe explicitement les termes. L'essentiel reste de désengager le côté officiel.

La Trilatérale va inviter par exemple des Chinois à titre encore plus privé, puisque non membres officiels de la Trilatérale. Cependant, tout le monde sait bien que les Chinois, une fois invités, participent comme tout le monde aux réunions. De la même manière, la Trilatérale exclut les personnes ayant des responsabilités politiques nationales, mais continue à inviter les personnes en tant qu'anciens membres.

Un autre exemple, cette fois-ci au sein du Bilderberg, est tout aussi révélateur de l'état d'esprit. Une fois devenu commissaire européen, M. Monti, membre du comité de direction du Bilderberg, a dû le quitter. C'est ainsi pour toute personne prenant des fonctions politiques. Toutefois, M. Monti, tout comme le dirigeant de la Banque mondiale ou celui du FMI, a continué d'être invité dans un quota spécial qui lui permet de revenir chaque année de la même manière que lorsqu'il était au comité de direction.

Une fois encore, une certaine hypocrisie est utilisée pour combattre tout soupçon au niveau du rapport entre des participations privées à l'intérieur de tels groupes et des positions publiques dans des institutions ayant un rôle important sur la scène internationale.

Il s'agit d'éviter toute confusion entre la structure qui dirige le Bilderberg et des institutions publiques. Toutefois, l'important n'est pas à ce niveau, mais bien en ce qui concerne la participation au meeting. Les membres dirigeants du groupe veulent ainsi faire croire que ce qu'un participant aura pu entendre ne va pas entraîner de conséquences sur les décisions qu'il sera amené à prendre dans ses fonctions officielles.

Les pratiques de l'informel

Le terme « informel » provient de l'anglais *informal*. Par opposition aux relations formelles, c'est-à-dire empreintes d'un certain protocole et où chaque dirigeant s'exprime en tant que tel, engageant ainsi son organisation (entreprise, État, institution internationale...), les relations informelles s'organisent sur le modèle des relations entre personnes privées, chacun s'exprimant en son nom propre et sans souci de protocole. Mais dans la mesure où, sous le couvert du *off* et des règles de Chatham House, se

discutent en privé des questions directement liées à l'activité publique des participants, cette pratique relève en fait d'une forme de confusion des sphères publique et privée, de la création d'un entre-deux où se superposent les effets visibles et explicites du cadre privé et les structures invisibles et implicites du cadre public. Le meeting du Bilderberg est l'exemple extrême du fonctionnement informel dans le cadre de réunions de personnes aux responsabilités publiques : chacun participe seul, la réunion en vase clos amenant une certaine promiscuité. Dans la mesure où, traditionnellement, ce mode de fonctionnement est celui des milieux diplomatiques ou économiques anglo-saxons, les participants héritiers d'autres traditions, notamment les Français, habitués à une nette séparation entre privé et public, éprouvent certaines difficultés à trouver leurs marques dans ce type de réunions.

« C'est un jeu très américain. C'est un jeu de relations très informelles et les Français, par exemple les chefs d'entreprises ou les hommes politiques, ils n'aiment pas ça. »

Entretien avec Éric Izraelewicz,
directeur de la rédaction des *Échos*.

Un Anglo-Saxon, mieux habitué à ce type de fonctionnement, n'y songera ni peu ni prou. Pour ce dernier, rien n'est plus « naturel » que de pratiquer de la sorte.

Cette pratique de l'informel permet de s'appeler par son prénom, de revendiquer un refus du protocole en classant les participants par ordre alphabétique et de faire en sorte que tout le monde puisse penser être sur un pied d'égalité. Mais cette égalité n'est-elle pas illusoire ?

« Mais il y a le vernis, l'apparence démocratique américaine. On s'appelle par son prénom. S'il y avait un tutoiement, on se tutoierait. [...] Mais l'idée, c'est que l'on est tous égaux. Ce qui est faux bien sûr. Donc à Chantilly, c'est par ordre alphabétique, j'avais Rockefeller à ma gauche et Rumsfeld à ma droite. Inutile de vous dire que Rumsfeld ne m'a pas adressé la parole, bien sûr. Mais voilà, c'est le principe. Alors en fait, tout cela est illusoire. »

Entretien avec Nicolas Rumbert,
chercheur français, spécialiste du Moyen-Orient.

Un autre aspect fondamental de cette volonté d'informel est le procédé du *off the record*. Celui-ci provient du cœur de la production culturelle historique des élites anglo-saxonnes. Ces dernières utilisaient alors les règles de Chatham House. Il est l'un des indicateurs les plus apparents et des plus explicites de cette volonté d'informel liée à la confusion du cadre privé et du cadre public. En France, les élites peuvent avoir l'habitude de réunions à huis clos en confidentialité rigoureuse. Il est possible de le voir notamment dans les services de la V^e République dans des endroits tels que la DGSE ou encore

au vu de dossiers classés « secrets d'État », pour aller dans les extrêmes³⁴. Cependant on reste tout de même dans des cadres officiels, précis et définis à l'avance. C'est un peu le contraire dans des cadres comme le Bilderberg, qui se situe comme lieu indépendant. Il est question ici de jouer avec des lois du monde formel tout en proclamant un cadre privé. C'est donc plus la confusion encore une fois entre privé et public qui gêne l'élite française non habituée à de tels amalgames, que par exemple le *off the record* en soi, pris de manière isolée.

« Je pense que la notion du *off the record* est très mal perçue [*des Français*]. Il y a une très grande réticence des dirigeants d'entreprise et des dirigeants politiques et politico-administratifs français à aller dans ce genre de forums [*le Bilderberg et la Trilatérale*] où on discute de l'avenir du monde, etc. »

Entretien avec Jean-Louis Gergorin,
vice-président d'EADS.

Les questions de sociabilité

« Il faut bien voir que toutes ces organisations [*Bilderberg, la Trilatérale*] ont une double fonction,

34. Sans aller jusque-là, dans n'importe quelle réunion au sein d'un ministère concernant un sujet un peu important, ou encore dans des réunions de direction d'entreprise, il est évident que ce qui va être dit ne va pas être clamé sur la place publique.

qui est à la fois la fonction statutaire, officielle, d'être l'endroit de débats sur un thème donné, et une fonction qui est un sous-produit mais qui est souvent très importante, qui est une fonction de connaissances personnelles. Relations humaines qui ont un intérêt d'un point de vue professionnel pour les gens, que ce soit affaires ou pas. C'est vrai aussi pour les universitaires, ou les hommes politiques. »

Entretien avec André Levy-Lang,
ancien P-DG de BNP Paribas.

« Le Bilderberg, c'est un échange de connaissances et un échange d'idées et de connaître les personnes et pas seulement les idées qu'elles expriment, parce qu'il y a une relation entre les deux. »

Entretien avec Étienne Davignon,
vice-président de Tractebel, ancien commissaire européen.

Il existe dans ces groupes une sorte d'absolutisation de l'individu, isolé des rapports sociaux, conformément à l'idéologie de la réussite individuelle. L'intérêt de rencontrer des personnalités socialement puissantes dans un cadre « privé » réside en ceci que chacun sera plus enclin à échanger, à se confier éventuellement profondément avec quelqu'un qu'il considère plus comme un proche que comme un collègue. Il ne suffit pas de se considérer comme égaux, encore faut-il se faire confiance ; les contacts peuvent alors se faire plus directs. Un endroit comme le Bilderberg crée un contexte qui,

DES CLUBS PRIVÉS

par sa manière de brouiller la frontière entre le privé et le public, est plus propice à faire en sorte que des gens haut placés puissent se parler « comme de vieux amis ».

Mais l'individualisme prime avant tout, même au sommet. Ces rencontres permettent aussi de créer un réseau de contacts qui peut être fort utile dans la vie quotidienne, pour faire des affaires ou pour se rendre réciproquement des services.

DOMINER ET INFLUENCER

« Cela a été un endroit avec une extraordinaire violence. On a vu la dégradation des rapports franco-américains entre les élites des deux pays. On a vu Villepin venir et être vraiment très mauvais, ridicule, dévasté. Sortir à mon avis avec son image personnelle détruite par ce qu'il avait dit. »

Entretien avec Philippe Villin,
banquier et ancien directeur du *Figaro*.

« Le Bilderberg est un groupe extrêmement bien organisé, où on peut débattre, où on peut exprimer des points de vue dissidents sans difficulté, ça m'est arrivé. Dominique de Villepin est venu au mois de mai dernier et il a été complètement dissident évidemment par rapport au point de vue général qui était quand même assez atlantiste et qui soutenait la position de l'administration Bush. Cela a été un excellent débat. Je considère que le Bilderberg, c'est quelque chose de très positif, et le fait qu'il n'y ait pas trop de participants, c'est-à-dire 120, permet d'aller au fond des choses. C'est très très bien organisé, c'est-à-

dire qu'il y a deux interventions par séance, un président très autoritaire, ensuite des interventions de trois minutes, des interventions d'une minute, et une réponse des intervenants à la fin de la session. Tout cela est extrêmement efficace. Et donc cela permet d'approfondir les choses. Évidemment, cela permet beaucoup de contacts parallèles, etc.»

Entretien avec Jean-Louis Gergorin,
vice-président d'EADS.

Dominés et dominants

«Pour comprendre le Bilderberg, et les institutions comme ces colloques, il faut voir comment les chercheurs anglo-saxons sont beaucoup plus considérés que les chercheurs en France dans ce domaine. En France, c'est très dur pour des chercheurs en relations internationales de faire partie du jeu. Il est clair qu'en Angleterre et aux États-Unis, le système des *think tanks*, etc., c'est lié avec ça. Ce sont des gens qui font partie du dispositif. Il est très courant de voir un ancien ministre de la Défense qui prend un *think tank*, qui va avoir des jeunes chercheurs, et qui va à la fois faire le *fundraising* et l'animer intellectuellement. Ces gens qui sont dans ces *think tanks* vont passer dans l'administration. [...] Moi ce qui me frappe, c'est que chez les Anglo-Saxons, chez les Américains en particulier, il y a plus de liens probablement entre les milliardaires, les grands chefs d'entreprise salariés, pas milliardaires, mais très riches, les intellectuels et les hommes politiques, qu'il n'y en a chez nous. Il y a un *melting pot* élitiste qui est plus complet.»

Entretien avec Philippe Villin,
banquier et ancien directeur du *Figaro*.

Il est intéressant d'observer la position des différentes catégories d'experts vis-à-vis des élites. Il faut parler de différentes catégories car on observe d'importantes différences entre les experts selon leur provenance nationale. Prenons le cas des experts américains vis-à-vis des experts français.

Les experts américains ont un rapport à la communauté des élites différent de celui entretenu par leurs pairs français. Ceci résulte principalement de la place faite aux experts au sein des élites aux États-Unis. Totalement intégrés parmi elles, ce sont des points de référence. En effet, aux États-Unis, les groupes de recherche, les grandes universités, les institutions en recherche internationale, les *think tanks* ont tous comme point de ralliement les fondations. Celles-ci financent majoritairement les différents programmes, unifient dans un réseau toutes ces unités, en les liant à la fois au pouvoir politique et au pouvoir économique. Mais cela n'explique pas tout. En France aussi, de nombreux ponts « unificateurs » existent, comme les « écoles d'État » telles que l'Institut d'études politiques de Paris ou encore l'École nationale d'administration.

L'autre élément est le principe même du fonctionnement du « système américain ». La réussite individuelle, exprimée par la réussite financière, est centrale. En ce sens, toute réussite, qu'elle soit directement liée au milieu économique, au monde des

affaires, ou qu'il s'agisse d'une réussite intellectuelle ou artistique, mérite d'être rémunérée, car elle naît du « génie individuel ». Elle se traduit ainsi en une réussite financière. Il y a donc au final une homogénéité dans les différents types de réussite car toutes se ramènent à une même et unique conséquence. Toute personne ayant réussi, quel que soit son domaine et dans la mesure où sa réussite est à un niveau d'excellence équivalent, peut être considérée comme un pair et membre à part entière d'une même et unique communauté, celle des élites.

Ce n'est pas le cas pour les experts français. Ces derniers se trouvent dans des espaces de rencontres internationales comme la Trilatérale, et encore plus dans un Bilderberg, dans une situation assez délicate. Une double exclusion s'opère, car d'une part ils sont français et d'autre part ils sont des experts français. Exclus premièrement du champ des élites de leur pays, ils sont encore plus rejetés des centres de gravité de tels groupes.

De manière générale, les Américains sont présents dans ces groupes en qualité de dominants tandis que les Français y sont en position de dominés. Les chefs d'entreprise sont plus à même de dominer que les politiques, tandis que les experts occupent une position de dominés. J'utilise bien le terme d'expert et non celui d'intellectuel, car même si les experts peuvent être considérés comme des intellectuels dans

leur champ de prédilection, ils sont bel et bien considérés en tant qu'experts au sein de groupes comme le Bilderberg et la Trilatérale. Ils sont présents pour des questions d'expertise, et leur autorité académique éventuelle ne leur donne aucun pouvoir à l'intérieur de tels cercles.

Renouvellement de consensus

«Le Bilderberg est un club à géométrie variable. C'est une structure de réflexion qui a un noyau dur avec quand même une certaine base idéologique, mais qui a une fonction de dialogue en dehors de cette base idéologique, ce qui peut apporter comme des mouvements d'idées, comme des mouvements politiques, économiques ou sociaux, qui sont différents de ce noyau dur qui est la classe dirigeante américaine.»

Entretien avec Jean-Louis Gergorin,
vice-président d'EADS.

La circulation des idées au sein des participants à de tels groupes s'effectue en vase clos, ce qui pose alors la question du renouvellement des idées. Comme le spécifiait Paul Révay au cours de nos entretiens, on retrouve dans beaucoup d'endroits les mêmes individus. Il est possible de voir des personnes dans une réunion du Bilderberg, un autre jour les mêmes à une réunion du Conseil en relations étrangères à New York, et ainsi de suite dans nombre d'institutions qui

forment d'une certaine manière un réseau de circulation pour ces élites. Les consensus formés ne se renouvellent pas, car ne s'ajoutent aux idées déjà transmises auparavant que des idées quasi similaires.

On pourrait croire que les élites en place se satisfont d'un tel processus, voulant rester maîtres des consensus déjà établis, sans rien vouloir remettre en cause. Cependant, même si celles-ci ont des positions générales bien arrêtées, il y a un certain désir d'entendre du nouveau, non pas pour remettre en question fondamentalement leur logique de pensée et de fonctionnement, mais en vue d'une sorte de progression, d'un élargissement des zones de réflexions.

« Il est important d'être représentatif de tendances qui peuvent exister de manière à ce que l'information soit correcte. C'est important que du côté des États-Unis on entende aussi des voix qui ne sont pas celles que l'on préférerait entendre. »

Entretien avec Étienne Davignon,
vice-président de Tractebel, ancien commissaire européen.

Parler d'ouverture, c'est déjà admettre l'existence d'une base idéologique fermée sur elle-même, constituée sur un consensus initial. L'important n'est pas de savoir si Étienne Davignon a dit entendre d'autres voix, qu'elles soient du côté de l'équipe Bush ou de ceux qui peuvent s'y opposer, mais bien de voir qu'il y a un « on » qui pourrait « préférer entendre » tel ou

tel son de cloche. Il n'est également pas ici important de savoir si M. Davignon fait réellement partie de ce « on », de cette communauté imaginaire, mais bien de voir que le seul fait de formuler un « on » implique au minimum l'illusion d'appartenir à celle-ci. Ce « on » dépasse en réalité ceux qui organisent le Bilderberg, les membres du comité de direction. Ces individus ne sont pas principalement rattachés à cet organe ponctuel, mais « agissent » ailleurs.

Le principe d'ouverture repose sur plusieurs motivations. Il y a tout d'abord une volonté d'auto-justification. Ouvrir vers d'autres horizons, c'est faire intervenir des points de vue différents par le biais d'une personnification qui, de la présence d'un simple individu, fabrique une représentation indirecte de tout un groupe. La diversification de la participation, même si la plus grande diversité se traduit par des présences minoritaires et négligeables, justifie et légitime l'institution, qui apparaît ainsi comme moins unilatérale.

Il y a ensuite la volonté de contrôler les oppositions possibles. Faire venir en son sein ceux qui sont a priori différents et qui propagent des idées différentes, c'est aussi les garder sous son aile pour ne pas les avoir en face. Il s'agit de persuader autrui de son aptitude à communiquer différemment et à élargir son champ de pensée, pour que celui-ci ne se mette pas en opposition frontale, de manière dangereuse.

Prenons deux exemples significatifs. Au sein de la commission Trilatérale, ce désir d'ouverture s'est notamment manifesté vers l'Est. Dans le cadre du futur élargissement de l'Union européenne, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et l'Estonie sont entrées dans le groupe Europe de la commission Trilatérale dès 1998. En 2006, l'ensemble des nouveaux pays de l'espace européen sont bien entendu désormais présents au sein du groupe Europe de la Trilatérale. La commission joue ainsi les précurseurs et anticipe les mouvements géopolitiques connus d'avance dans les milieux du pouvoir.

Cette idée de trouver du nouveau en allant vers l'Est implique l'idée plus ou moins consciente que ces pays faisant partie du bloc soviétique avant la chute du mur de Berlin sont susceptibles, par le fait même de provenir d'une autre sphère, d'apporter du neuf. C'est croire plus en la formation de nouveaux pays qu'en la transformation de pays qui existaient déjà. C'est ainsi chercher du nouveau parmi les hommes qui ne font pas encore partie de ce vase clos.

L'autre exemple est celui de la Chine, dont les représentants viennent « à titre privé » aux meetings, « sans être membres », mais devenant pourtant des « participants réguliers ».

Il n'est pas possible d'accepter officiellement la Chine dans les rangs de la Trilatérale, mais les

nouveaux entrepreneurs de la Chine capitaliste, même si celle-ci n'est pas *liberal*³⁵, sont vivement conviés, car eux aussi sont des potentiels. Ici, on pourrait penser que l'on ouvre plus par désir d'intégrer d'éventuels futurs concurrents que de simples potentiels. Dans tous les cas, il ne s'agit pas de changer la conduite des idées, mais d'en apporter de nouvelles qui vont encore plus loin, toujours dans le même sens.

Il est bien mis en évidence une volonté de diversité au sein des personnes composant la Trilatérale. Diversité émise sur un plan sectoriel, mais aussi au niveau des «vues politiques», ou encore de la présence «de femmes et de minorités ethniques». Or, cette présence reste très symbolique et officielle : il y a en 2006 moins d'une dizaine de femmes sur l'ensemble des participants. Il est spécifié que parmi les membres américains, «le plus grand groupe est tiré des affaires, des opérations bancaires et des finances», qui ne représentent «que» 50 % des membres. Il faut donc chercher parmi les cinquante autres pour cent, pour saisir cette diversité : la présence d'hommes politiques démocrates ou républicains (membres du Congrès ou sénateurs), ainsi que celle de professeurs d'université ou de directeurs de centres de recherche.

35. Le terme *liberal* est l'appellation anglophone qui renvoie à une philosophie de la liberté. Il faut le différencier de la signification du mot «libéral» en français, qui prend son sens à partir du libéralisme économique.

La commission a le souci également de signifier la présence de syndicalistes, ce qui a pour effet de légitimer d'emblée de tels regroupements puisqu'elle sous-entend par la présence de ces derniers que des voix différentes viennent s'ajouter et qu'il existe donc un certain « contre-pouvoir » à l'intérieur d'une telle organisation.

Cependant, il ne faut pas oublier de mentionner le rôle particulier que tiennent plus qu'ailleurs les centrales syndicales aux États-Unis. C'était déjà le cas dans les années 1980 :

« De tels arrangements au sommet, s'ils peuvent servir à légitimer et à structurer la pratique syndicale de ces dernières années — visant à conclure des accords entre le patronat et quelques syndicats — risquent de ne pas apporter grand-chose au reste des travailleurs dont le niveau de vie baisse régulièrement. Fait révélateur : au cours de ces dernières années, les membres des plus hautes sphères syndicales ont progressivement été admis dans les organisations les plus élitistes des milieux d'affaires comme le Council on Foreign Relations (Conseil en relations étrangères), la commission Trilatérale ou le conseil Atlantique. L'accession récente du secrétaire trésorier de l'AFL-CIO, M. Donahue, au rang de membre de la commission Trilatérale semble indiquer que ce système de cooptation s'étend maintenant au deuxième échelon des responsables. »³⁶

36. T. Ferguson, J. Rogers, « La Défaite du mouvement syndical américain », in *Le Monde diplomatique*, novembre 1981.

Sans remonter si loin dans le temps ni traverser l'Atlantique, la situation à l'heure actuelle en Europe est similaire : La Confédération européenne des syndicats ou des syndicats français tels que la CGT ou la CFDT ont perdu depuis bien longtemps leur prétendue fibre revendicative et font partie de cet espace de pouvoir partagé avec les politiques et le patronat. Il ne s'agit plus maintenant pour eux de lutter pour défendre les intérêts des salariés, mais de négocier la tranquillité sociale pour le bonheur de tous.

« À partir du moment où vous déterminez que le plus dangereux, c'est la pensée unique, on va réunir la confrérie qui pense de la même manière et qui est éblouie par son intelligence et que les autres pensent de même... Donc on est très attentif au comité de programmes d'être sûr que, bien que nous on pense d'une certaine manière, cela ne veut pas dire que c'est *la* pensée et ça vaut la peine d'entendre autre chose et il faut essayer de les convaincre si on croit qu'ils se trompent et que nous on a raison... Donc on fait un effort et on a un élément technique qui nous facilite cela, c'est les invitations. »

Entretien avec Étienne Davignon,
vice-président de Tractebel, ancien commissaire européen.

Le Bilderberg a eu quant à lui une stratégie d'ouverture depuis sa création. C'est le principe des invitations qui le permet : il existe un renouvellement constant de l'assemblée aux deux tiers pour chaque session annuelle. Les membres permanents essayent alors de faire venir des personnes qui auraient « des idées différentes ».

On reste à la Trilatérale dans un même processus, sauf que celui-ci n'est pas ponctuel mais permanent, ce qui amplifie sa force même d'existence. Ce n'est toujours pas pour remettre en cause la base, mais pour faire rentrer de nouveaux apports d'idées, de la matière première à transformer. C'est aussi étendre les idées du vase clos vers l'extérieur, pour les faire connaître aux autres, éventuellement les convaincre. Il est joint ainsi un processus d'expansion — aller vers les autres — à celui d'intégration — faire entrer les autres —, ce qui va permettre la production d'un renouveau du consensus par un procédé d'assimilation.

«L'essence du système, c'est-à-dire cela fait partie de la fonction assimilatrice du système, c'est que les dissidents sont invités. À mon avis, José Bové sera un jour invité, c'est évident. C'est la nature même du système.»

Entretien avec Jean-Louis Gergorin,
vice-président d'EADS.

Le processus d'assimilation est indispensable. Pour que puisse continuer à fonctionner cette communauté d'élites, il est vital de maintenir par divers moyens un consensus généralisé, en s'appuyant entre autres sur des groupes tels que le Bilderberg et la commission Trilatérale.

«Ce qui est vrai, c'est que le *soft* de tous ces appareillages institutionnels [*faisant allusion à des "institutions spécialisées", à la "réforme de l'ONU", etc.*], plus ou moins aptes à produire de la gouvernance, se fait, ou en tout cas s'agit, y compris dans ces endroits-là [*il fait allusion aux groupes tels que le Bilderberg*]. Et que les gens qui font tourner ces machines sont absolument persuadés qu'il faut que les gens se parlent. Il y a quelque chose d'un peu kantien, un peu un côté cosmopolitique, cité universelle. Nécessité pour les gens d'avoir des endroits pour se parler, pour se connecter, se connaître physiquement. C'est comme tous les clubs, comme toutes les confréries, comme toutes les camaraderies et c'est vrai que c'est plutôt utile que pas utile. À partir du moment où on accepte que tout cela se terminera par des arrangements, des compromis, des traités, par des décisions publiques qui auront été prises après s'être frotté à diverses catégories d'intérêts et que de ce point de vue-là, c'est une gymnastique à la fois d'écoute, de représentation, qui est utile. Comme d'habitude, si elle est vraiment bien organisée, c'est ceux qui produisent le plus de ça, par rapport aux ressources que les gens ont à y mettre, qui émergent sur le dessus du marché.»

Entretien avec Pascal Lamy,
commissaire européen au Commerce.

Un pour tous, tous pour que chacun puisse y trouver son compte. C'est gommer les divergences minimales, pour exclure du débat l'existence même du noyau central et ne tenir compte que de lui.

Des lieux de rencontres tels que la commission Trilatérale ou encore le groupe Bilderberg sont des nœuds de formation du consensus qui masquent les intérêts individuels sous le manteau d'un intérêt « collectif ».

« Monsieur Fabius peut dire qu'il est contre l'énergie nucléaire et la présidente d'Areva dire qu'elle est pour alors qu'elle a été nommée par les socialistes. Je veux dire que la réalité, c'est que sur le fond des problèmes, il y a très peu de divergences. Mais là où il y a des divergences, c'est ce qui fait élire. De toute façon, l'ensemble des problèmes que nous traitons ont assez peu d'impact, excepté l'immigration, sur la façon dont la politique est conduite en France. »

Entretien avec Hervé de Carmoy,
président d'une banque privée.

Le consensus transcende ainsi la politique nationale. Celle-ci est l'exacerbation du jeu qu'est le débat politique public, qui fonctionne avec toutes les règles que définissent à la fois le champ politique et la relation entre le champ du pouvoir et le champ public. Il est possible, en concentrant son attention sur le fonctionnement même des débats en jeu au cœur du champ politique national, de comprendre et d'extraire les déterminants du fonctionnement même de l'illusion politique publique.

« Faire travailler les hommes ensemble, leur montrer qu'au-delà de leurs divergences ou par-dessus les frontières, ils ont un intérêt commun. »

Jean Monnet³⁷

Dans un groupe tel que la commission Trilatérale, on va ainsi parler, échanger des points de vue, sortir de ses propres horizons, réfléchir davantage sur du long terme, sortir d'un espace spatio-temporel réduit, pour voir que les divergences initialement apparentes ne sont pas, dans l'espace et le temps, si importantes. Hervé de Carmoy précise ainsi que les sujets choisis sont des sujets où « il pourrait y avoir des divergences », en précisant que « pour qu'une idée politique avance, il faut qu'il se crée un certain consensus ».

Divers types d'influences

« Il faut distinguer deux choses : où se trouvent le pouvoir, et où se trouvent les moyens d'influence et de préparation des décisions. Ce sont deux choses différentes. Ni le Bilderberg, ni la Trilatérale ne

37. Jean Monnet est un des acteurs français majeurs de la construction européenne de l'après-guerre. Notons que l'on peut amplement considérer que la commission Trilatérale a pris en partie ses sources dans le comité d'action pour les États-Unis d'Europe, fondé par Jean Monnet lui-même. Il y avait une certaine similitude des buts et des moyens affichés, ainsi que du mode de fonctionnement. De plus, des acteurs du début de la Trilatérale étaient également membres ou anciens membres de ce même comité d'action.

sont des sources de pouvoir. Un organisme comme l'OMC ou le FMI ont des éléments de pouvoir, des bribes de pouvoir. Là il y a un vrai pouvoir qui est un pouvoir par nature multilatéral; de même que les Nations unies. Il y a donc des organismes qui ont de vrais pouvoirs supranationaux. Et il y a les éléments d'influence et d'information, qui sont tout à fait différents et qui sont infiniment plus informels, plus nombreux et plus subtils. Ce qui est important à mon avis, c'est de s'assurer de deux choses. D'une part qu'il y ait des réels éléments de pouvoir supranationaux, sinon il ne reste que la force. Le deuxième élément important qu'il faut regarder est comment se préparent ces décisions, comment se font les informations, les influences, qui vont conduire à ces décisions. Et là, les organismes que vous regardez jouent un rôle. Pas le rôle principal. Il y a la diplomatie qui joue un rôle. Il y a l'opinion qui joue un rôle. Il faut qu'il y ait des éléments supranationaux pour faire justement qu'il y ait un élément d'ordre, pas seulement économique, mais aussi politique, dans le monde, que cela ne soit pas uniquement les rapports de force. Il est important d'une part que ces organismes fonctionnent bien et d'autre part que les systèmes d'information, d'influence, de communication fonctionnent aussi et qu'ils soient aussi ouverts que possible. [...] La distinction entre les organes qui ont du pouvoir, et les organes qui contribuent à la préparation des décisions, mais où ne se prennent pas du tout les décisions, est très importante.»

Entretien avec André Levy-Lang,
ancien P-DG de BNP-Paribas.

Il faut distinguer plusieurs types d'influences : les premières que nous pourrions définir comme directes, et les secondes qui seraient diffuses.

L'influence directe peut apparaître sous deux formes. La première est celle d'une influence que peut avoir tout un groupe, l'entité en soi plus que ses membres, sur d'autres éléments : personnes, institutions, autres groupes, etc. On pense essentiellement au schéma des groupes de lobbying qui vont agir directement dans les sphères politiques pour les amener de leur côté.

« Tout ça pour vous dire que la Trilatérale a un pouvoir d'influence ; elle n'a pas un pouvoir autre que d'influence, mais elle a un vrai pouvoir d'influence. »

Entretien avec Hervé de Carmoy,
président d'une banque privée.

Dans le même esprit, la Trilatérale peut avoir ce « pouvoir d'influence directe ». La formation du G8 en est un exemple. Sa volonté d'action de manière ciblée et directe sur le pouvoir politique en est une facette. Il est également possible de prendre ses rapports et publications comme pouvoirs d'influence directe, puisqu'ils circulent et sont lus dans les organes politiques. La deuxième forme que peut prendre une influence directe est celle qui s'exerce sur les individus. Ces influences sont plus ciblées encore que les précédentes et s'exercent ponctuellement. Dans

une affaire précise, une personne peut avoir intérêt à influencer fortement une autre. Cela peut passer à travers des rapports de forces économiques ou politiques, mais aussi entre gens appartenant au même milieu, souvent économique. Il serait possible d'en déceler au Bilderberg (essentiellement dans les couloirs) et dans la fonction de club annuel de la Trilatérale où chaque membre a le potentiel d'en contacter un autre dans l'année. Précisons bien qu'à ce niveau, lesdites influences sont considérées par les personnes concernées comme une entente mutuelle et non comme un acte unilatéral allant d'une personne à une autre.

« Il n'y a pas de conclusion. On ne conclut pas. Chacun repart. On a entendu des choses intéressantes sur lesquelles sa propre action va se poursuivre ou non, ou il trouve qu'il a entendu des trucs qui sont sans intérêt aucun. Mais donc Bilderberg n'aura jamais comme tel une conclusion disant : "Les six mois qui viennent il faut que l'on atteigne ceci, il faut que l'on atteigne cela et tous ensemble en groupe on va militer pour ça." La réunion se termine donc sans conclusion, mais de temps en temps, il est des sujets sur lesquels on se dit que ce serait mieux s'il se passait quelque chose que s'il ne se passait pas quelque chose. Mais c'est laissé à l'appréciation des gens individuellement par rapport aux cercles dans lesquels ils sont, qu'ils soient politiques, académiques, éditorialistes de journaux et ainsi de suite. »

Entretien avec Étienne Davignon,
vice-président de Tractebel, ancien commissaire européen.

La subtilité du système d'influences est que les plus fortes sont émises de manière diffuse. C'est-à-dire que ce n'est pas l'effet de relations directes entre individus, ou allant d'une entité à une autre, mais plutôt un phénomène qui agit de manière volatile. Ce principe est en liaison avec la constitution du consensus. C'est ainsi que le consensus génère ce type d'influences qui en retour fabrique du consensus. Il y a un effet rétroactif permanent entre ces deux phénomènes qui s'amplifient mutuellement.

« Je pense qu'il est faux de dire que ce sont les maîtres du monde qui échangent des secrets. Mais c'est vrai que le fait que ce sont de vrais décideurs, le fait de les entendre réfléchir à voix haute vous donne une indication des évolutions, des tendances. Donc, c'est extrêmement précieux. [...] Vous avez une espèce de bain décisionnel ou pré-décisionnel qui peut vous influencer. »

Entretien avec Jean-Louis Gergorin,
vice-président d'EADS.

Plus que de recueillir une « indication des évolutions, des tendances », on perçoit quelle évolution et quelle tendance on doit à son tour donner à sa démarche, sa façon d'agir, de penser et d'être. Il y a un effet de levier où chaque individu est un point d'appui, permettant ainsi d'amplifier et d'étendre ce mécanisme du couple consensus / influences diffuses.

ÉPILOGUE

« Il ne faut pas considérer qu'ils ont du pouvoir parce qu'ils sont là. Ils sont là parce qu'ils ont du pouvoir. »

Entretien avec Pascal Lamy,
commissaire européen au Commerce.

« Ce sont effectivement des endroits où des gens se rencontrent et dans la mesure où il y a des échanges d'idées, cela joue un rôle. [...] Ma conviction, c'est que ce sont précisément des organisations comme celles-là qui vont faire que la globalisation soit maîtrisée, parce que c'est là qu'ont lieu les débats. S'il n'y avait pas ces types d'organisations, ce serait uniquement la loi du marché, la loi du plus fort »

Entretien avec André Levy-Lang,
ancien P-DG de BNP-Paribas.

« Effectivement, le jour où certains de ces gens qui sont là, sur tel point particulier, veulent un truc, s'ils se mettent d'accord, il y a de vrais... Il y a des choses

qui peuvent avancer. Ensuite il y a le débat sur la gouvernance mondiale. Est-ce que les décisions se prennent de manière réellement démocratique ou pas ? Ce sont de vraies questions, je n'ai pas dit le contraire. Est-ce que c'est vraiment nouveau ? Je ne sais pas. »

Entretien au ministère des Affaires étrangères

Le Bilderberg tout comme la Trilatérale ne produisent certes pas de nouveaux pouvoirs. Le principe général est, comme le signale Pascal Lamy, que la majorité des personnes qui participent à ces groupes sont en général des personnes qui ont déjà du pouvoir. D'autres, sans ou avec beaucoup moins de pouvoir, sont présentes car elles viennent tout simplement pour celles qui ont du pouvoir. Elles constituent le petit bol d'air frais afin que les élites maîtres du jeu ne perdent pas pied sur leur époque.

Secrets formels ou pas, il y a néanmoins des choses qui se passent. On ne peut certainement pas parler de maîtres du monde réunis en un seul lieu pour mettre en scène un complot mondial. Il n'y a pas *un* complot mais il existe cependant bel et bien des tentatives de complots. Des décisions se prennent — ces gens sont des dirigeants — et elles se prennent aussi dans ce type d'endroits. Ce ne sont pas ces pratiques qui font que la démocratie se trouve être un leurre, mais disons que ces types de fonctionnement sont assez explicites pour que l'on puisse arriver facilement à une telle conclusion.

Il ne s'agit pas simplement du pouvoir décisionnel que l'on impute directement aux dirigeants politiques en place, mais bien de l'existence d'une communauté qui englobe des politiques de gauche et de droite, des industriels, des banquiers, des dirigeants de médias qui, sous couvert de prendre des décisions pour le bien de l'humanité, en prennent avant tout pour leurs propres intérêts. Ils le font au jour le jour dans leurs entreprises, ministères, groupes médiatiques, partis politiques. Dans ces groupes, ils le font plus ou moins ensemble.

Ils ne le font pas obligatoirement de manière précise et concrète au sein d'un meeting du Bilderberg ou de réunions de la commission Trilatérale. Ils font partie d'un milieu où les gens se connaissent au préalable et où ils peuvent se contacter les uns et les autres et ce tout au long de l'année. Ils font partie d'un autre monde, un petit monde qui décide pour le reste du monde. Ils considèrent le peuple comme incapable de se gouverner, de prendre les bonnes décisions. Ils le font à sa place et pour eux-mêmes.

Un point commun à toutes ces élites est le fait de considérer les États comme incompetents et à dépasser, tout en sachant pertinemment que ces derniers font partie des vecteurs nécessaires à la transmission de l'ordre établi et des idées perpétuant les schémas dominants.

Les participants se placent par l'intermédiaire de tels groupes dans un devoir de morale quant à leur rapport au monde. Il y a ce « sens religieux calviniste » qui leur prescrit d'aider les autres, ceux qui n'ont pas réussi mais qui méritent tout de même leur attention. Les pays riches occidentaux sont ainsi placés en *pater familias* des autres pays. C'est à eux qu'incombe la tâche que tout se passe pour le mieux, et leurs interventions sont alors à la fois nécessaires et légitimes pour répandre la « démocratie » chez ceux qui ne la connaissent pas. Comme il se dit dans ces groupes, les pays du Sud ne sont de toute façon pas le moteur du monde, mais en font juste partie tout en le subissant. Ils n'ont donc aucune légitimité à parler, car s'ils en sont là, pauvres et miséreux, c'est à cause de leur manque de capacité à réussir, du moins au moment présent.

Cependant, l'humanitaire de haut vol connaît ses limites et de nombreux intérêts se profilent derrière ce mécénat bourgeois. La commission Trilatérale tout comme le groupe Bilderberg mettent en avant le précepte selon lequel les « grands » de ce monde se doivent de faire face aux problèmes mondiaux qui les concernent directement. Ce n'est pas tant les problèmes en eux-mêmes qui les concernent que les retombées réelles dues à la présence d'une interdépendance croissante entre les pays. De nombreux intérêts politiques et surtout économiques entrent à ce moment-là en jeu. Car comme l'implique le

ÉPILOGUE

fonctionnement même du capitalisme, aucun investissement ne se veut au départ à perte et cherche avant tout les bénéfices pour un futur plus ou moins proche.

« Agir en faveur d'un développement durable? Bien sûr, dans la mesure où c'est nécessaire au maintien du système sur lequel nous sommes assis. Pourvu que ce dernier continue à se développer et que l'on puisse continuer à tirer nos profits sur le dos des autres. Surtout que ça dure.

L'intérêt commun, pourquoi pas, si nous sommes certain de pouvoir en tirer des bénéfices. » Et ceux-ci sont strictement personnels.

ANNEXES

Biographie des personnes rencontrées et citées

Les informations d'actualité sont exactes au moment de l'impression de l'ouvrage (mars 2007).

Jean de Belot est consultant grands comptes à Euro-RSCG.

Rencontré courant du mois d'octobre 2003, Jean de Belot a participé au meeting du Bilderberg en 2002.

Né en 1958 à Neuilly-sur-Seine, il est titulaire d'une maîtrise en droit des affaires et diplômé du Centre de formation des journalistes. En 1985, il lance *Le Figaro-économie*. Chef du service finances dans le groupe L'Expansion en 1990, il devient rédacteur en chef adjoint du journal *Les Échos* en 1992, rédacteur en chef de la rubrique « économie » du *Figaro* en 1998, puis en 2000, directeur de la rédaction du quotidien (jusqu'en 2004).

Hervé de Carmoy est président d'une banque privée. Il est le président du groupe français de la Trilatérale.

Rencontré en octobre 2003, Hervé de Carmoy est membre de la commission Trilatérale depuis 1977 et en préside le groupe France depuis 1989.

Né en 1937 à Boulogne, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, titulaire d'un *master of Business Administration* de la Cornell University, il fut directeur adjoint en 1967, directeur en 1969, directeur général adjoint en 1969, vice-président en 1970 puis directeur général de 1971 à 1978 de la Chase Manhattan Bank NA à Paris (la banque des Rockefeller) où il est directeur pour la France

et pour l'Europe. Il occupe également des postes de président, vice-président et directeur général dans diverses banques. Conseiller de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de 1990 à 1994, il est associé de Rhône Group (banque) depuis 1998.

Bertrand Collomb est P-DG de la multinationale Lafarge SA et est membre du comité de direction du groupe Bilderberg.

Rencontré en octobre 2003, Bertrand Collomb a participé au meeting du Bilderberg en 1991, 1996, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2005 et 2006, et à deux reprises aux réunions de la Trilatérale dans les années 1990. Membre du conseil d'administration de l'Institut français des relations internationales, il participe également au Forum de Davos et est membre de la Table ronde européenne des industriels depuis 1989 (celle-ci rassemble la crème des décideurs industriels européens).

Né en 1942 à Lyon, polytechnicien et diplômé de l'École nationale supérieure des mines de Paris, il est également licencié en droit et docteur en *Business Administration* de l'université du Texas. Conseiller technique au cabinet d'Alain Peyrefitte de 1973 à 1974, puis au cabinet de René Haby en 1974 et 1975, il se tourne ensuite vers le privé pour devenir directeur en 1975, directeur général adjoint en 1983, directeur général en 1987, puis président-directeur général en 1989 des Ciments Lafarge France. Directeur de Lafarge Coppée (devenu groupe Lafarge) de 1982 à 1986, il en devient directeur général de 1987 à 1988, vice-président-directeur général de 1988 à 1989 et enfin président-directeur général depuis 1989 tout en étant administrateur de plusieurs sociétés telles qu'Elf (devenue Total), Crédit commercial...

Étienne Davignon est directeur général de Suez-Tractebel et président du groupe Bilderberg depuis 1999.

Rencontré en janvier 2004, Étienne Davignon est membre du Bilderberg depuis 1974 et de son comité de direction depuis de nombreuses années, ainsi que de la commission Trilatérale et de plusieurs *think tanks* européens. (Il préside notamment la Table ronde européenne des industriels.)

Belge né en 1932 à Budapest, il est docteur en droit. De 1959 à 1977, il est en poste au ministère belge des Affaires étrangères, d'abord comme chef de cabinet de Paul-Henry Spaak (lui même

membre du Bilderberg) puis de Pierre Harmel, puis comme ministre à partir de 1969. De 1973 à 1977, il est le premier président de l'Agence internationale de l'énergie. En 1977, il devient commissaire européen chargé du Marché intérieur et des Affaires communautaires puis vice-président de la Commission européenne de 1981 à 1985. Ministre d'État depuis 2004, il est également président ou vice-président d'Accor, Arbed, Tractebel, Fortis Belgique et administrateur des entreprises Solvay, Pechiney et BASF, Fiat, Suez... entre autres.

André Fontaine est un ancien directeur du Monde.

Rencontré en juin 2003, André Fontaine aurait participé au meeting du Bilderberg en 1963, 1965, 1966 et 1974.

Né en 1921, il est diplômé en lettres et en droit public. Il commence sa carrière à *Temps présent*, puis en 1947 devient journaliste au *Monde* où il prend la fonction de chef du service de politique étrangère en 1951, puis celle de rédacteur en chef de 1969 à 1985. Il en devient enfin le directeur de publication de 1985 à 1991.

Le général Pierre-Marie Gallois est cadre de réserve à la retraite.

Rencontré à deux reprises en avril 2003 et en juillet 2003, Pierre-Marie Gallois a participé au meeting du Bilderberg au moins en 1964 et figure sur les listes d'invités des années 1959, 1963, 1964, 1965 et 1966.

Né en 1911, élève de l'École de l'air de Versailles, il est sous-lieutenant en 1932. Affecté à l'état-major de la V^e région aérienne en 1939, il rejoint l'Angleterre en 1943 comme membre d'équipage de bombardiers lourds de la Royal Air Force. Brièvement détaché après-guerre dans l'aviation civile, il rejoint en 1948 le cabinet du chef de l'État-major de l'armée de l'air. En 1953 et 1954, il suit les questions aéronautiques au cabinet du ministre de la Défense parallèlement à ses fonctions au quartier général du Commandement supérieur des forces alliées en Europe. Chargé d'études stratégiques à partir de 1954, il effectue de nombreuses missions aux États-Unis et dans les pays membres de l'Alliance, où il défend la dissuasion atomique française. Général de brigade en 1957, il prend sa retraite militaire et continue l'étude des problèmes

de sécurité. Tout au long de sa carrière, il a enseigné dans les écoles militaires françaises et étrangères, notamment à l'École des hautes études militaires ainsi qu'au Collège de France.

Jean-Louis Gergorin était lors de notre entretien vice-président du groupe EADS.¹

Rencontré courant du mois d'octobre 2003, Jean-Louis Gergorin a participé au meeting du Bilderberg en 1997, 1998, 2002 et 2003.

Né en 1946 à Paris, polytechnicien, énarque (promotion 1970-1972) et ancien élève de Stanford Business School (USA), il fut chercheur invité à l'université d'Harvard en 1969-1970. Après avoir occupé plusieurs postes au Conseil d'État, il fut chargé en 1973 de participer à la mise en place puis aux travaux du Centre d'analyse et de prévention du ministère des Affaires étrangères comme adjoint au chef du centre jusqu'en 1979, puis comme chef du centre de 1979 à 1984, où il recrute le jeune énarque Dominique de Villepin, avec lequel il se lie d'amitié. Se tournant ensuite vers le privé, il devint directeur de la stratégie du groupe Matra de 1984 à 1992 puis délégué du président pour la coordination stratégique et le secteur hautes technologies de 1993 à 2006 et directeur délégué Aérospatiale Matra chargé de la coordination stratégique de 1998 à 2000. À la fusion en 2001 d'Aérospatiale Matra, de Daimler Chrysler Aerospace et de Casa qui donna naissance au groupe EADS, il en devint vice-président jusqu'à sa démission en 2006.

Érik Izraelewicz est directeur adjoint de la rédaction des Échos.

Rencontré en octobre 2003, Érik Izraelewicz a été invité à plusieurs reprises à des déjeuners de la commission Trilatérale sans en être membre, et a participé au Forum de Davos.

Né à Strasbourg en 1954, il est diplômé de l'École des hautes études commerciales et docteur en économie internationale. Il a été journaliste à *La Tribune* puis au *Monde*, dont il est devenu rédacteur en chef. Directeur adjoint de la rédaction des *Échos*

1. Jean-Louis Gergorin a démissionné de son poste de vice-président du groupe EADS le 10 mai 2006 suite à son implication dans l'affaire Clear-Stream. L'un de mes interlocuteurs m'avait dit, à propos de sa présence au sein du groupe Bilderberg : « Gergorin, tout cela, c'est son métier. »

depuis 2000, il est également membre du conseil d'administration de l'École nationale d'administration.

Pascal Lamy est ancien commissaire européen et président de l'Organisation mondiale du commerce.

Rencontré en décembre 2003, Pascal Lamy a participé au meeting du Bilderberg pour la première fois en 1990, puis entre autres en 2000, 2001, 2003 et 2005. Membre du bureau du Mouvement européen depuis 1995, il fut membre de la branche européenne de la Rand Corporation de 1996 à 1998.

Né en 1947 à Levallois-Perret, diplômé de l'École des hautes études commerciales, de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École nationale d'administration, il travaille à l'Inspection générale des finances de 1975 à 1979, puis à la Direction du Trésor jusqu'en 1981. À l'arrivée de la gauche au pouvoir, il devient conseiller du ministre de l'Économie et des Finances, Jacques Delors, puis de 1983 à 1984 directeur adjoint du cabinet du Premier ministre, Pierre Mauroy. De 1985 à 1994, il est directeur de cabinet du président de la Commission européenne, Jacques Delors, et membre du comité directeur du Parti socialiste. Membre de l'équipe chargée du redressement du Crédit Lyonnais en 1994, il en devient directeur général en 1999, année où il entre à la Commission européenne comme commissaire au Commerce. Il dirige à ce titre au nom de l'Union les négociations avec l'Organisation mondiale du commerce avant de devenir président de cette dernière en septembre 2005.

André Levy-lang est ancien président de la banque Paribas et était membre du comité de direction du Bilderberg lors de notre entretien ².

Rencontré en octobre 2003, André Levy-Lang a participé au meeting du Bilderberg en 1990, 1991, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002 et 2003.

Né en 1937 à Alexandrie en Égypte, polytechnicien, docteur en *Business Administration* de l'université de Stanford, il fut

2. Il a été membre du comité de direction du groupe Bilderberg jusqu'à la fin de l'année 2003. Il n'a plus participé au meeting du groupe Bilderberg par la suite.

directeur de différents départements de la société Schlumberger aux États-Unis de 1965 à 1974. Directeur de la Compagnie bancaire en 1976, il en devient président du directoire de 1982 à 1993. Président du directoire de la compagnie financière Paribas en 1990, puis de la banque Paribas de 1991 à 1999, il est en outre administrateur de sociétés telles que les AGF et Dexia.

Ministère français des Affaires étrangères

Rencontrée en octobre 2003, cette personne haut placée au ministère des Affaires étrangères a demandé à garder l'anonymat.

Paul Révay est le directeur du groupe européen de la Trilatérale.

Rencontré à deux reprises en juin 2003 et en novembre 2003.

Nicolas Rumbert³ est un chercheur spécialiste du monde arabe.

Rencontré courant du mois de mai 2003, Nicolas Rumbert a participé à plusieurs reprises au meeting du Bilderberg à partir de la fin des années 1980 jusqu'à ce jour. Pour sauvegarder son anonymat, nous ne développerons pas sa biographie.

Philippe Villin est conseiller bancaire

et ancien vice-président directeur général du Figaro

Rencontré courant du mois de novembre 2003, Philippe Villin a participé au meeting du Bilderberg en 1992 et 2003.

Né en 1954 à Compiègne, il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École nationale d'administration (promotion 79-83). Il quitte l'inspection générale des Finances en 1981, entre au groupe Hersant en 1984 pour devenir président de *France soir* en 1988 et vice président-directeur général du *Figaro* en 1986 ; il est brutalement débarqué du groupe en 1994. Il dirige depuis lors sa propre société de conseil, mise entre parenthèses lors de son passage à la banque Lehman Brothers comme président pour la France de 1998 à 2001 puis vice-président jusqu'en 2003.

3. Contrairement aux autres personnes avec qui je me suis entretenu, l'identité de Nicolas Rumbert a été modifiée.

Les participants aux rencontres du groupe Bilderberg et de la commission Trilatérale

Liste des participants au meeting du groupe Bilderberg de Versailles, du 15 au 18 mai 2003

- B - Honorary Chairman - **Davignon, Étienne** - Vice-Chairman, Société Générale de Belgique
- GB - Honorary Secretary General - **Taylor, J Martin** - Chairman WH Smith PLC; International advisor, Goldman Sachs International
- F - **Adler, Alexandre** - Editorial counsel, *Le Figaro*
- I - **Ambrosetti, Alfredo** - Chairman Ambrosetti Group
- TR - **Babacan, Ali** - Minister of Economic Affairs
- GR - **Bakoyannis, Dora** - Mayor of Athens
- GB - **Balls, Edward** - Chief Economic Advisor to the Treasury
- P - **Balsemão, Francisco Pinto** - Professor of Communication Science, New University, Lisbon; Chairman and CEO, IMPRESA, S.G.P.S.; Former Prime Minister
- P - **Barroso, José M. Durão** - Prime Minister
- TR - **Bayar, Mehmet A.** - Deputy Chairman of DYP (True Path Party)
- A - **Becker, Erich** - Chairman of the Managing Board and CEO, VA Technologie AG
- I - **Benedetti, Rodolfo de** - Managing Director CIR S.p.A.
- I - **Bernabè, Franco** - Chairman Franco Bernabè & C. S.p.A.
- F - **Beytout, Nicolas** - Editor-in-Chief, *Les Échos*
- KW - **Bishara, Ahmad E.** - Secretary General of Kuwait's liberal National Democratic Party
- CDN - **Black, Conrad M.** - Chairman, Telegraph Group Limited
- INT - **Bolkestein, Frits** - Internal Markets Commissioner, European Commission
- USA - **Bolton, John R.** - Under-Secretary of State for Arms Control and International Security
- F - **Bon, Michel** - Honorary Chairman, France Télécom
- F - **Bruguière, Jean-Louis** - First Vice President, Justice Department
- D - **Burda, Hubert** - Publisher and CEO, Hubert Burda Media Holding GmbH & Co.
- F - **Camus, Phillippe** - CEO, European Aeronautics Defence and Space company (EADS)
- INT - **Cary, Anthony J.** - Head of Christopher Patten's cabinet, EU. [Patten is European Commissioner for Enlargement]
- F - **Castries, Henri de** - Chairman of the Board, AXA
- E - **Cebrián, Juan Luis** - CEO, PRISA
- B - **Claes, Willy** - Minister of State [Willy Claes is not now a Belgian Minister but former Belgian Foreign Minister and former Secretary General of NATO 1994-1995 - now disgraced - TG]
- GB - **Clarke, Kenneth** - Member of Parliament, [former Chancellor of the Exchequer]
- USA - **Collins, Timothy C.** - Senior Managing Director and CEO, Ripplewood Holdings LLC
- F - **Collomb, Bertrand** - Chairman and CEO, Lafarge
- F - **Copé, Jean-François** - Secretary of State in charge of relations with Parliament; Government Spokesman
- USA - **Corzine, Jon S.** - Senator (D, New Jersey)
- S - **Dahlbäck, Claes** - Chairman, Investor AB
- GR - **David, George A.** - Chairman of the Board, Coca-Cola H.B.C. S.A.
- USA - **Donilon, Thomas E.** - Executive Vice President, Fannie Mae
- I - **Draghi, Mario** - Vice-Chairman and Managing Director, Goldman Sachs International
- DK - **Eldrup, Anders** - CEO, Danish Oil and Gas Corporation

RENCONTRES AU SOMMET

- USA - **Feldstein, Martin S.** - President and CEO, National Bureau of Economic Research
 CDN - **Fell, Anthony S.** - Chairman, RBC Dominion Securities Inc.
 USA - **Friedman, Thomas L.** - Foreign Affairs Columnist, *The New York Times*
 F - **Gergorin, Jean-Louis** - Executive Vice President, Strategic Coordination, European Aeronautics Defence and Space company (EADS)
 USA - **Gigot, Paul A.** - Editorial page editor, *The Wall Street Journal*
 F - **Giscard d'Estaing, Valéry** - French President 1974-81; Chairman of the Convention on the Future of Europe
 N - **Gjedrem, Svein** - Governor, Central Bank of Norway
 IRL - **Gleeson, Dermot** - Chairman designate, Allied Irish Banks, p.l.c.
 GB - **Gould, Philip** - Public Relations Adviser to Prime Minister Blair
 USA - **Haass, Richard N.** - Director, Office of Policy Planning Staff, State Department
 NL - **Halberstadt, Victor** - Professor of Economics, Leiden University; Former honorary Secretary General of Bilderberg Meetings
 CDN - **Harper, Stephen** - Leader of the Opposition
 USA - **Hertog, Roger** - Vice-Chairman, Alliance Capital Management
 NL - **Hoop Scheffer, Jaap G. de** - Minister for Foreign Affairs
 USA - **Hubbard, Allan B.** - President, E&A Industries
 USA - **Hubbard, R. Glenn** - Russell L. Carson Professor of Economics and Finance, Columbia University
 USA - **Johnson, James A.** - Vice Chairman, Perseus L.L.C.
 USA - **Jordan, Jr., Vernon E.** - Senior Managing Director, Lazard Frères & Co. L.L.C.
 CH - **Kielholz, Walter B.** - Former Chairman of the Board, Crédit Suisse; Executive Vice Chairman of the Board of Directors, Swiss Re
 GB - **King, Mervyn A.** - Deputy Governor, Bank of England
 USA - **Kissinger, Henry A.** - Chairman, Kissinger Associates, Inc.; Member, Defense Policy Board; Member J.P. Morgan International Council
 FIN - **Kivinen, Olli** - Senior Editor & Columnist, Helsingin Sanomat
 NL - **Kok, Wim** - Former Prime Minister
 D - **Kopper, Hilmar** - Former Chairman of the Supervisory Board, Deutsche Bank AG
 USA - **Kravis, Henry R.** - Founding Partner, Kohlberg Kravis Roberts & Co.
 USA - **Kravis, Marie-José** - Senior Fellow, Hudson Institute, Inc.
 INT - **Lamy, Pascal** - Trade Commissioner, European Commission
 F - **Lellouche, Pierre** - Vice Chairman, NATO Parliamentary Assembly
 F - **Lévy-Lang, André** - Former Chairman, Paribas
 S - **Lindh, Anna** - Minister for Foreign Affairs
 FIN - **Lipponen, Paavo** - Former Prime Minister; Speaker of the Parliament
 DK - **Lykketoft, Mogens** - Chairman, Social Democrat Party
 CDN - **MacMillan, Margaret O.** - Provost, Trinity College, University of Toronto
 RUS - **Margelov, Mikhail V.** - Chairman, Committee for Foreign Affairs, Council of Federation
 F - **Montbrial, Thierry de** - President, French Institute of International Relations (IFRI)
 INT - **Monti, Mario** - Competition Commissioner, European Commission
 USA - **Mundie, Craig J.** - Chief Technical Officer, Advanced Strategies and Policy, Microsoft Corporation
 N - **Myklebust, Egil** - Chairman, Norsk Hydro ASA
 D - **Naas, Matthias** - Deputy Editor, *Die Zeit*
 NL - **Netherlands, H.M. the Queen of the** [Queen Beatrix - Royal Dutch Shell]
 PL - **Olechowski, Andrzej** - Leader, Civic Platform

ANNEXES

- FIN - **Ollila, Jorma** - Chairman of the Board and CEO, Nokia Corporation
- INT - **Padoa-Schioppa, Thomaso** - Member of the Executive Board, European Central Bank
- I - **Panara, Marco** - Journalist, *La Repubblica*
- I - **Passera, Corrado** - Managing Director, Banca Intesa BCI
- USA - **Perkovich, George** - Vice President for Studies, Carnegie Endowment for International Peace
- USA - **Perle, Richard N.** - Member, Defense Policy Board ; Resident Fellow, American Enterprise Institute (AEI) for Public Policy Research; member Project for a New American Century (PNAC)
- B - **Philippe, H.R.H. Prince** - Crown Prince of Belgium
- I - **Poli, Roberto** - Chairman, Eni S.p.A.
- F - **Ranque, Denis** - Chairman and CEO, Thales Aerospace and Defence
- DK - **Rasmussen, Anders Fogh** - Prime Minister
- CDN - **Reisman, Heather** - President and CEO, Indigo Books & Music Inc.
- F - **Riboud, Franck** - Chairman and CEO, Danone Foods
- CH - **Ringier, Michael** - CEO, Ringier AG
- USA - **Rockefeller, David** - Member, J.P. Morgan International Council
- P - **Rodrigues, Eduardo Ferro** - Leader of the Socialist Party; Member of Parliament
- E - **Rodriguez Inciarte, Matias** - Executive Vice Chairman, Banco Santander Central Hispano
- F - **Rumbert, Nicolas*** - Senior Researcher
- USA - **Ruggie, John** - Director, Center for Business and Government, Kennedy School of Government, Harvard University
- NL - **Ruys, Anthony** - Chairman of the Board, Heineken N.V.
- TR - **Sanberk, Özdem** - Director, Turkish Economic and Social Studies Foundation
- I - **Scaroni, Paolo** - Managing Director, Enel S.p.A.
- D - **Schäuble, Wolfgang** - Deputy Parliamentary Leader, CDU/CSU Group
- D - **Schily, Otto** - Minister of the Interior
- A - **Scholten, Rudolf** - Member of the Board of Executive Directors, Österreichische Kontrollbank AG
- D - **Schrempf, Jürgen E** - Chairman of the Board of Management, Daimler Chrysler AG
- INT - **Schwab, Klaus** - President, World Economic Forum
- DK - **Seidenfaden, Tøger** - Editor in Chief, Politiken
- RUS - **Shevtsova, Lilia** - Senior Associate, Carnegie Endowment for International Peace
- E - **Spain, H.M. the Queen of** [King Juan Carlos arrived with the queen, but he is not on this list]
- USA - **Steinberg, James B.** - Vice President and Director, Foreign Policy Studies Program, The Brookings Institution
- CDN - **Steyn, Mark** - Journalist for various publications
- IRL - **Sutherland, Peter D.** - Chairman and Managing Director, Goldman Sachs International; Chairman, BP Amoco
- USA - **Thornton, John L.** - President and CEO, Goldman Sachs Group, Inc.
- F - **Trichet, Jean Claude** - Governor, Banque de France
- GR - **Tsoukalis, Loukas** - Professor, University of Athens; President Hellenic Foundation for European and Foreign Policy
- A - **Trumpel-Gugerell, Gertrude** - Vice Governor, Central Bank of Austria
- CH - **Vasella, Daniel L.** - Chairman and CEO, Novartis AG
- NL - **Veer, Jeroen van der** - President, Royal Dutch Petroleum Company; Vice Chairman of the Committee of Managing Directors of Royal Dutch/Shell Group of Companies
- F - **Villin, Philippe** - Vice Chairman, Lehman Brothers Europe

RENCONTRES AU SOMMET

NL - **Vries, Klaas de** - Member of Parliament (Labour); Former Minister of the Interior

FIN - **Whalroos, Björn** - President and CEO, Sampo plc.

S - **Wallenberg, Jacob** - Chairman of the Board, Skandinaviska Enskilda Banken

GB - **Williams, Gareth** - Leader of the House of Lords

GB - **Wolf, Martin H.** - Associate Editor/Economics Commentator, *The Financial Times*

USA/INT - **Wolfensohn, James D.** - President, The World Bank

Source : www.bilderberg.org — * nom modifié pour des raisons d'anonymat.

Liste des participants au meeting 2006 du groupe Bilderberg d'Ottawa (Canada), du 8 au 11 juin 2006

B - Honorary Chairman, **Davi-gnon, Étienne** - Vice Chairman, Suez-Tractebel

PNA - **Abu-Amr, Ziad** - Member of the Palestinian Legislative Council; President of the Palestinian Council on Foreign Relations; Professor of Political Science, Birzeit University

P - **Aguiar-Branco, José Pedro** - Former Minister of Justice; Member of Parliament (PSD)

CH - **Aigrain, Jacques** - CEO, Swiss Re

USA - **Ajami, Fouad** - Director, Middle East Studies Program, The Paul H. Nitze School of Advanced International Studies, The Johns Hopkins University

GR - **Alogoskoufis, George** - Minister of Economy and Finance

TR - **Bagis, Egemen** - Member of Parliament; Foreign Policy Advisor to the Prime Minister

GB - **Balls, Edward** - Economic Secretary to the Treasury

P - **Balsemão, Francisco Pinto** - Chairman and CEO, IMPRESA, S.G.P.S.; Former Prime Minister

F - **Barnier, Michel** - Former Minister for Foreign Affairs; Corporate Vice-President, Mérieux Alliance

A - **Bartenstein, Martin** - Minister of Economics and Labour

USA - **Wolfowitz, Paul** - Deputy Secretary of Defense, US Department of Defense

USA - **Zakaria, Fareed** - Editor, *Newsweek International*

USA - **Zoellick, Robert** - Principal Trade Adviser to the President

D - **Zumwinkel, Klaus** - Chairman, Deutsche Post Worldnet AG

Rapporteurs :

GB - **Micklethwait, R. John** - United States Editor, *The Economist*

GB - **Rachman, Gideon** - Brussels Correspondent, *The Economist*

I - **Barnabè, Franco** - Vice Chairman, Rothschild Europe

S - **Bildt, Carl** - Former Prime Minister

TR - **Boyner, Ümit N.** - Member of the Executive Board, Boyner Holding

F - **Bressand, Albert** - Professor and Managing Director designate, Center for Energy, Marine Transportation and Public Policy, School of International and Public Affairs, Columbia University

A - **Bronner, Oscar** - Publisher and Editor, *Der Standard*

GB - **Browne, John** - Group Chief Executive, BP plc

B - **Burda, Hubert** - Publisher and CEO, Hubert Burda Media Holding GmbH & Co. KG

F - **Castries, Henri de** - Chairman of the Management Board and CEO, AXA

E - **Cebrián, Juan Luis** - CEO, PRISA
IRQ - **Chalabi, Ahmad** - Former Deputy Prime Minister

CDN - **Clark, Edmund** - President and CEO, TD Bank Financial Group

GB - **Clark, Kenneth** - Member of Parliament

USA - **Collins, Timothy C.** - Senior Managing Director and CEO, Ripplewood Holdings, LLC

ANNEXES

- F - **Collomb, Bertrand** - Chairman, Lafarge
- CDN - **Comper, Tony** - President and CEO, BMO Financial Group
- CDN - **Crawley, Phillip** - Publisher and CEO, *The Globe and Mail*
- GR - **David, George A.** - Chairman, Coca-Cola H.B.C. S.A.
- INT - **Dervis, Kemal** - Administrator, UNDP
- F - **Descioing, Richard** - Director, Institut d'Études Politiques
- CDN - **Desmarais, Jr., Paul** - CEO, Power Corporation
- F - **Devedjian, Patrick** - Member of Parliament
- USA - **Donilon, Thomas E.** - Partner, O'Melveny & Myers LLP
- D - **Döpfner, Mathias** - Chairman of the Board of Management, Axel Springer AG
- DK - **Eldrup, Anders** - President, DONG A/S
- I - **Elkann, John** - Vice Chairman, Fiat S.p.A.
- USA - **Feldstein, Martin S.** - President and CEO, National Bureau of Economic Research
- USA - **Geithner, Timothy F.** - President and CEO, Federal Reserve Bank of New York
- USA - **Gigot, Paul A.** - Editor of the Editorial Page, *The Wall Street Journal*
- ISR - **Gilady, Eival** - Head of Coordination and Strategy at the Office of the Prime Minister
- IRL - **Gleeson, Dermot** - Chairman, AIB Group
- B - **Goldschmidt, Pierre** - Former IAEA Deputy Director General and Former Head of the Department of Safeguards; Visiting Scholar, Carnegie Endowment for International Peace
- A - **Gusenbauer, Alfred** - Parliamentary Leader SPÖ
- NL - **Halberstadt, Victor** - Professor of Economics, Leiden University; Former Honorary Secretary General of Bilderberg Meetings
- B - **Hansen, Jean-Pierre** - CEO, Suez-Tractebel S.A.
- FIN - **Heinäluoma, Eero** - Minister of Finance
- USA - **Holbrooke, Richard C.** - Vice Chairman, Perseus, LLC
- USA - **Hubbard, Allan B.** - Assistant to the President for Economic Policy, Director National Economic Council
- N - **Jensen, Siv** - Member of Parliament
- D - **Joffe, Josef** - Publisher-Editor, *Die Zeit*
- USA - **Johnson, James A.** - Vice Chairman, Perseus, LLC
- USA - **Jordan, Jr., Vernon E.** - Senior Managing Director, Lazard Frères & Co. LLC
- GB - **Kaletsy, Anatole** - Editor at Large, *The Times*
- F - **Kerdrel, Yves de** - Editor, Le Figaro
- GB - **Kerr of Kinlochard, John** - Deputy Chairman, Royal Dutch Shell plc
- USA - **Kimsey, James V.** - Founding CEO and Chairman Emeritus, America Online, Inc.
- USA - **Kissinger, Henry A.** - Chairman, Kissinger Associates
- NL - **Kleisterlee, Gerard J.** - President and CEO, Royal Philips Electronics
- TR - **Koç, Mustafa V.** - Chairman, Koç Holding A.S.
- TR - **Köprülü, Kemal** - Founding Chairman, ARI Movement
- FIN - **Korkman, Sixten** - Managing Director, The Research Institute of the Finnish Economy ETLA and Finnish Business and Policy Forum EVA
- TR - **Koru, Fehmi** - Senior Writer, *Yeni Safek*
- CDN - **Koss, Johann O.** - President and CEO, Right To Play
- USA - **Kravis, Henry R.** - Founding Partner, Kohlberg Kravis Roberts & Co.
- USA - **Kravis, Marie-Josée** - Senior Fellow, Hudson Institute, Inc.
- INT - **Kroes, Neelie** - Commissioner, European Commission
- INT - **Kronenburg, Ed** - Director of the Private Office, NATO Headquarters
- CH - **Kudelski, André** - Chairman of the Board and CEO, Kudelski Group

RENCONTRES AU SOMMET

- F - **Lauvergeon, Anne** - Chairman of the Executive Board, AREVA
- E - **León Gross, Bernardino** - Secretary of State, Ministry of Foreign Affairs
- B - **Lippens, Maurice** - Chairman, FORTIS
- CDN - **Lloyd, Ronald S.** - Chairman and CEO, Credit Suisse First Boston
- USA - **Luti, William J.** - Special Assistant to the President for Defense Policy and Strategy, National Security Council
- USA - **Mathews, Jessica T.** - President, Carnegie Endowment for International Peace
- CDN - **McKenna, Frank** - Deputy Chair, Toronto Dominion Bank Financial Group
- USA - **Medish, Mark C.** - Partner, Akin Gump Strauss Hauer & Feld LLP
- F - **Montbrial, Thierry de** - President, French Institute for International Relations
- INT - **Monti, Mario** - President, Università Commerciale Luigi Bocconi
- USA - **Mundie, Craig J.** - Chief Technical Officer Advanced Strategies and Policy, Microsoft Corporation
- N - **Myklebust, Egil** - Chairman of the Board of Directors SAS, Norsk Hydro ASA
- D - **Nass, Matthias** - Deputy Editor, *Die Zeit*
- NL - **Netherlands, M.H. the Queen of The**
- CDN - **Nickerson, Ken** - iBinary Corp
- CDN - **Nixon, Gordon** - President and CEO, Royal Bank of Canada
- N - **Norvik, Harald** - Chairman & Partner, ECON Management AS
- IRL - **O'Brien, Denis** - Chairman, Communicorp Group Ltd.
- PL - **Olechowski, Adnrzej** - Leader Civic Platform
- FIN - **Ollila, Jorma** - Chairman, Royal Dutch Shell plc
- GB - **Osborne, George** - Shadow Chancellor of the Exchequer
- TR - **Özel, Soli** - Professor of International Relations and Political Science, Istanbul Bilgi University
- I - **Padoa-Schioppa, Tommaso** - Minister of Finance
- USA - **Pataki, George E.** - Governor of New York State
- USA - **Pearlstine, Norman** - Senior Advisor, Time Warner Inc.
- USA - **Pei, Minxin** - Director, Carnegie Endowment for International Peace
- USA - **Perle, Richard N.** - Resident Fellow, American Enterprise Institute for Public Policy Research
- D - **Pflüger, Friedberg** - State Secretary of Defence
- INT - **Piebalgs, Andris** - Commissioner, European Commission
- F - **Pinault, François-Henri** - President, Artemis; Chairman and CEO, PPR Group
- CDN - **Prichard, J. Robert S.** - President, Torstar Corporation
- USA - **Rattner, Steven** - Managing Principal, Quadrangle Group LLC
- S - **Reinfeldt, Fredrik** - Chairman Conservative Party
- CDN - **Reisman, Heather** - Chair and CEO, Indigo Books & Music Inc.
- USA - **Rockefeller, David** - Former Member, JP Morgan International Council
- E - **Rodriguez Inciarte, Matias** - Executive Vice Chairman, Grupo Santander, Ciudad Grupo Santander
- USA - **Ross, Dennis B.** - Director, Washington Institute for Near East Policy
- USA - **Roy, J. Stapleton** - Managing Director, Kissinger Associates, Inc.
- F - **Rumbert, Nicolas*** - Senior Researcher
- USA - **Sadjapour, Karim** - Analyst, International Crisis Group
- USA - **Sant, Roger** - Co-Founder and Chairman Emeritus, The AES Corporation, The Summit Foundation
- IRN - **Sariolghalam, Mahmood** - Associate Professor of International Relations, School of Economic and Political Sciences, National University of Iran (Shahid Beheshti)
- I - **Scaroni, Paolo** - CEO, Eni S.p.A.
- D - **Schily, Otto** - Former Minister

ANNEXES

of Interior Affairs; Member of Parliament; Member of the Committee on Foreign Affairs

A - **Scholten, Rudolf** - Member of the Board of Executive Directors, Österreichische Kontrollbank AG

D - **Schrempp, Jürgen E.** - Former Chairman of the Board of Management, DaimlerChrysler AG

D - **Schulz, Ekkehard D.** - Chairman, ThyssenKrupp AG

DK - **Seidenfaden, Tøger** - Executive Editor-in-Chief, *Politiken*

P - **Silva, Augusto Santos** - Minister for Parliamentary Affairs

USA - **Steinberg, James B.** - Dean, Lyndon B. Johnson School of Public Affairs, University of Texas

S - **Stråberg, Hans** - President and CEO, AB Electrolux

IRL - **Sutherland, Peter D.** - Chairman, BP plc and Chairman, Goldman Sachs International

I - **Tremonti, Giulio** - Vice President of the Chamber of Deputies

GR - **Tsoukalis, Loukas** - President, Hellenic Foundation for European and Foreign Policy (ELIAMEP)

NL - **Verhagen, Maxime J.M.** - Parliamentary Leader, Christian Democratic Appeal (CDA)

USA - **Vinocur, John Senior** - Cor-

Source : www.bilderberg.org — * nom modifié pour des raisons d'anonymat.

Membres actuels et passés du steering committee (comité de direction)

HONORARY SECRETARY GENERAL

J. Martin Taylor
International Advisor,
Goldman Sachs International

HONORARY CHAIRMAN

Étienne Davignon,
Vice Chairman,
Suez-Tractebel

EXECUTIVE SECRETARY

Maja Banck-Polderman

D - **Ackermann, Josef** - Member of the Executive Board, Deutsche Bank AG

I - **Agnelli, Umberto** - Chairman, Fiat S.p.A.

P - **Balsemão, Francisco Pinto** - Chairman, IMPRESA, S.G.P.S.; former Prime Minister

I - **Bernabè, Franco** - Chairman, Franco Bernabè & C. S.p.A.

respondent, *International Herald Tribune*

S - **Wallenberg, Jacob** - Chairman, Investor AB

CDN - **Waugh, Richard E.** - President and CEO, Bank of Nova Scotia

NL - **Wellink, A.H.E.M.** - President, De Nederlandsche Bank

GB - **Wolf, Martin H.** - Associate Editor and Economics Commentator, *The Financial Times*

USA - **Wolfensohn, James D.** - Special Envoy for the Gaza Disengagement

USA - **Zelikow, Philip D.** - Counselor of the Department, US Department of State

CHN - **Zhang, Yi** - Deputy Secretary General, China Society for Strategy and Management Research

USA - **Zoellick, Robert B.** - Deputy Secretary of State

D - **Zumwinkel, Klaus** - Chairman of the Board of Management, Deutsche Post AG

Rapporteurs

GB - **Bredow, Vendelin von** - Paris Correspondent, *The Economist*

GB - **Wooldridge, Adrian D.** - Foreign Correspondent, *The Economist*

CDN - **Black, Conrad M.** - Chairman, Telegraph Group Limited

GB - **Clarke, Kenneth** - Member of Parliament

F - **Collomb, Bertrand** - Chairman and C.E.O., Lafarge

GR - **David, George A.** - Chairman, Coca-Cola H.B.C. S.A.

USA - **Donilon, Thomas E.** - Executive Vice President, FannieMae

RENCONTRES AU SOMMET

- DK - **Eldrup, Anders** - Chairman of the Board of Directors, DONG A/S
- NL - **Halberstadt, Victor** - Professor of Public Economics, Leiden University
- USA - **Hubbard, Allan B.** - President, E&A Industries
- USA - **Johnson, James A.** - Vice Chairman, Perseus, LLC
- USA - **Jordan, Jr., Vernon E.** - Senior Managing Director, Lazard Frères & Co. LLC
- USA - **Kissinger, Henry A.** - Chairman, Kissinger Associates, Inc.
- USA - **Kravis, Marie-Josée** - Senior Fellow, Hudson Institute, Inc
- USA - **Mathews, Jessica T.** - President, Carnegie Endowment for International Peace
- F - **Montbrial, Thierry de** - President, French Institute of International Relations (IFRI)
- N - **Myklebust, Egil** - Chairman of the Board, Norsk Hydro ASA
- D - **Nass, Matthias** - Deputy Editor, *Die Zeit*
- FIN - **Ollila, Jorma** - Chairman of the Board and C.E.O., Nokia Corporation
- INT - **Padoa-Schioppa, Tommaso** - Member of the Executive Board, European Central Bank
- USA - **Perle, Richard N.** - Resident Fellow, American Enterprise Institute for Public Policy Research
- CDN - **Reisman, Heather** - President and C.E.O., Indigo Books & Music Inc.
- E - **Rodriguez Inciarte, Matias** - Executive Vice Chairman, Grupo Santander
- A - **Scholten, Rudolf** - Member of the Board of Executive Directors, Österreichische Kontrollbank AG
- D - **Schrempp, Jürgen E.** - Chairman of the Board of Management, DaimlerChrysler AG
- USA - **Summers, Lawrence H.** - President, Harvard University
- IRL - **Sutherland, Peter D.** - Chairman and Managing Director, Goldman Sachs International
- CH - **Vasella, Daniel L.** - Chairman and C.E.O., Novartis AG
- S - **Wallenberg, Jacob** - Chairman of the Board, Skandinaviska Enskilda Banken
- USA /INT - **Wolfensohn, James D.** - President, The World Bank

MEMBERS ADVISORY GROUP

GB Eric Roll of Ipsden USA David Rockefeller D Otto Wolff von Amerongen

FORMER STEERING COMMITTEE MEMBERS

CHAIRMEN

NL **Bernhard of the Netherlands**
 GB **Alec Home of the Hirsell**
 D **Walter Scheel**
 GB **Eric Roll of Ipsden**
 GB **Peter Carrington**

HONORARY SECRETARIES GENERAL

USA **John S. Coleman** NL **Ernst H. van der Beugel**
 B **Paul van Zeeland** USA **William P. Bundy**
 GB **Joseph H. Retinger** USA **Paul B. Finney**
 USA **Joseph E. Johnson** USA **Theodore L. Eliot, Jr.**
 NL **Arnold Th. Lamping** USA **Casimir A. Yost**
 (Deputy) NL **Victor Halberstadt**

MEMBERS

I **Agnelli, Giovanni**
 I **Agnelli, Umberto**
 GB **Airey, Terence**
 USA **Allaire, Paul A.**
 DK **Andersen, Tage**
 A **Androsch, Hannes**
 GR **Arliotis, Charles C.**
 USA **Ball, George W.**
 S **Barnevik, Percy**
 F **Baumgartner, Wilfrid S.**
 GB **Bennett, Frederic M.**
 USA **Bennett, Jack F.**
 INT **Bertram, Christoph**
 D **Bertram, Christoph**
 TR **Beyazit, Selahattin**
 TR **Birgi, Nuri**
 CH **Boveri, Walter E.**
 USA **Brady, Nicholas F.**
 GR **Carras, Costa**
 E **Carvajal Urquijo, Jaime**
 USA **Cary, Frank T.**
 GB **Cavendish-Bentinck, Victor F.W.**

ANNEXES

- DK Christiansen, Hakon
 I Cittadini Cesi, Gian G.
 USA Collado, Emilio
 USA Corzine, Jon S.
 USA Dam, Kenneth W.
 USA Dean, Arthur H.
 DK Deleuran, Aage
 NL Duisenberg, Willem F.
 CDN Duncan, James S.
 USA Finley, Murray H.
 GB Frame, Alistair
 GB Franks, Oliver
 CDN Frum, David
 GB Gaitskell, Hugh T.N.
 USA Gerstner, Louis V.
 USA Getchell, Charles
 CDN Griffin, Anthony G.S.
 GB Gubbins, Colin
 S Gustafsson, Sten
 ICE Hallgrímsson, Geir
 USA Hauge, Gabriel
 N Hauge, Jens
 GB Healey, Denis W.
 USA Heinz, Henry J.
 D Herrhausen, Alfred
 N Höegh, Leif
 N Höegh, Westye
 USA Holbrooke, Richard C.
 A Iglar, Hans
 FIN Iloniemi, Jaakko
 A Jankowitsch, Peter
 B Janssen, Daniel E.
 NL Karsten, C. Frits
 TR Kiraç, Suna
 GB Knight, Andrew
 INT Kohnstamm, Max
 D Kopper, Hilmar
 A Kothbauer, Max
 NL Korteweg, Pieter
 CH Krauer, Alex
 F Ladreit de Lacharrière, Marc
 B Lambert, Léon J.G.
 F Lévy-Lang, André
 USA Lord, Winston
 S Lundvall, Björn
 CH Lütolf, Franz J.
 CDN Macdonald, Donald S.
 USA MacLaury, Bruce K.
 USA Mathias, Charles McC.
 GB Maudling, Reginald
 NL Meynen, Johannes
 USA Mitchell, George J.
 F Montbrial, Thierry de
 I Monti, Mario
 USA Moyers, Bill D.
 USA Murphy, Robert D.
 DK Norlund, Nils
 NL Oort, Conrad J.
 USA Perkins, James A
 GR Pesmazoglu, John S.
 I Prodi, Romano
 CH Pury, David de
 USA Ridgway, Rozanne L.
 USA Rockefeller, David
 USA Rockefeller, Sharon Percy
 GB Roll of Ipsden, Eric
 F Rothschild, Edmond de
 INT Ruggiero, Renato
 NL Rijkens, Paul
 GB Sainsbury, John
 I Saraceno, Pasquale
 INT Schwab, Klaus
 DK Seidenfaden, Tøger
 F Seillière, Ernest-Antoine
 USA Sheinkman, Jack
 I Silvestri, Stefano
 GB Smith, John
 B Snoy et d'Oppuers, Jean C.
 D Sommer, Theo
 USA Stone, Shepard
 GB Taverne, Dick
 USA Taylor, Arthur R.
 DK Terkelsen, Terkel M.
 N Tidemand, Otto Grieg
 CH Umbricht, Victor H.
 I Valetta, Vittorio
 A Vranitzky, Franz
 S Wallenberg, Marcus
 N Werring, Niels
 USA Whitehead, John C.
 USA Whitman, Marina von
 Neumann
 USA Williams, Joseph H.
 USA Williams, Lynn R.
 D Wischniewski, Hans-Jürgen
 D Wolff von Amerongen, Otto
 USA Wolfowitz, Paul
 I Zannoni, Paolo

Source : secrétariat du groupe Bilderberg (janvier 2004)

RENCONTRES AU SOMMET

Liste des membres du comité exécutif de la commission Trilatérale (janvier 2007)

THOMAS S. FOLEY North American Chairman	PETER SUTHERLAND European Chairman	YOTARO KOBAYASHI Pacific Asia Chairman
ALLAN E. GOTLIEB North American Deputy Chairman	HERVÉ DE CARMOY European Deputy Chairman	HAN SUNG-JOO Pacific Asia Deputy Chairman
LORENZO H. ZAMBRANO North American Deputy Chair	ANDRZEJ OLECHOWSKI European Deputy Chairman	SHIJURO OGATA Pacific Asia Deputy Chairman
DAVID ROCKEFELLER Founder and Honorary Chairman		
PAUL A. VOLCKER North American Honorary Chairman		
GEORGES BERTHOIN European Honorary Chairman	* * *	OTTO GRAF LAMBSDORFF European Honorary Chairman
MICHAEL J. O'NEIL North American Director	PAUL RÉVAY European Director	TADASHI YAMAMOTO Pacific Asia Director

European Group

Stelios Argyros, Chairman and Managing Director, Preveza Mills, Athens; former Member of the European Parliament; former Vice President of UNICE, Brussels; former President and Chairman of the Board of the Federation of Greek Industries, Athens

Erik Belfrage, Senior Vice President, Skandinaviska Enskilda Banken; Director, Investor AB, Stockholm

Georges Berthoin, International Honorary Chairman, European Movement; Honorary Chairman, The Jean Monnet Association; Honorary European Chairman, The Trilateral Commission, Paris

Jorge Braga de Macedo, President, Tropical Research Institute, Lisbon; Special Advisor to the Secretary General, Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), Paris; Professor of Economics, Nova

University at Lisbon; Chairman, Forum Portugal Global; former Minister of Finance

François Bujon de l'Estang, Ambassadeur de France; Chairman, Citigroup France, Paris; former Ambassador to the United States

Hervé de Carmoy, Chairman, Almatix, Frankfurt-am-Main; former Partner, Rhône Group, New York & Paris; Honorary Chairman, Banque Industrielle et Mobilière Privée, Paris; former Chief Executive, Société Générale de Belgique

Richard Conroy, Chairman, Conroy Diamonds & Gold, Dublin; Member of Senate, Republic of Ireland

Vladimir Dlouhy, Senior Advisor, ABB; International Advisor, Goldman Sachs; former Czechoslovak Minister of Economy; former Czech Minister of Industry & Trade, Prague

ANNEXES

Bill Emmott, Former Editor, *The Economist*, London

Nemesio Fernandez-Cuesta, Executive Director of Upstream, Repsol-YPF; former Chairman, Prensa Española, Madrid

Antonio Garrigues Walker, Chairman, Garrigues Abogados y Asesores Tributarios, Madrid

Mugur Isarescu, Governor, National Bank of Romania, Bucharest; former Prime Minister

Baron Daniel Janssen, Chairman of the Board, Solvay, Brussels

Béla Kadar, Member of the Hungarian Academy, Budapest; Member of the Monetary Council of the National Bank; President of the Hungarian Economic Association; Former Ambassador of Hungary to the O.E.C.D., Paris; former Hungarian Minister of International Economic Relations and Member of Parliament

Lord Kerr of Kinlochard, Deputy Chairman and Senior Independent Non-executive Director of Royal Dutch Shell; Member of the House of Lords; Director of Rio Tinto, the Scottish American Investment Trust, London; former Secretary General, European Convention, Brussels; former Permanent Under-Secretary of State and Head of the Diplomatic Service, Foreign & Commonwealth Office, London; former British Ambassador to the United States

Sixten Korkman, Managing Director, The Research Institute of the Finnish Economy (ETLA) & Finnish Business and Policy Forum (EVA), Helsinki

Count Otto Lambsdorff, Partner, Wessing Lawyers, Düsseldorf; Chairman, Friedrich Naumann Foundation, Berlin; former Member of German Bundestag; Honorary Chairman, Free Democratic Party; former Federal Minister of Economy; former President of the Liberal International; Honorary European Chairman, The Trilateral Commission, Paris

Cees Maas, Vice Chairman and

Chief Financial Officer of the ING Group, Amsterdam; former Treasurer of the Dutch Government

Andrzej Olechowski, Founder, Civic Platform; Former Chairman, Bank Handlowy; former Minister of Foreign Affairs and of Finance, Warsaw

Silvio Scaglia, Chairman, Fastweb; former Managing Director, Omnitel, Milan

Guido Schmidt-Chiari, Chairman of the Supervisory Board, Constanstalt Bankverein, Vienna

Carlo Secchi, Professor of European Economic Policy and former Rector, Bocconi University; Vice President, ISPI, Milan; former Member of the Italian Senate and of the European Parliament

Toger Seidenfaden, Editor-in-Chief, *Politiken*, Copenhagen

Thorvald Stoltenberg, President, Norwegian Red Cross, Oslo; former Co-Chairman (UN) of the Steering Committee of the International Conference on Former Yugoslavia; former Foreign Minister of Norway; former UN High Commissioner for Refugees

Petar Stoyanov, Former President of the Republic of Bulgaria; Member of Bulgarian Parliament; Chairman of Parliamentary Group of United Democratic Forces; Chairman of Union of Democratic Forces, Sofia

Harri Tiido, Ambassador of Estonia and Head of the Estonian Mission to NATO, Brussels

George Vassiliou, Former Head of the Negotiating Team for the Accession of Cyprus to the European Union; former President of the Republic of Cyprus; Former Member of Parliament and Leader of United Democrats, Nicosia

Marko Voljc, Chief Executive Officer, K & H Bank, Budapest; former General Manager of Central Europe Directorate, KBC Bank Insurance Holding, Brussels; former Chief Executive Officer, Nova Ljubljanska Banka, Ljubljana

RENCONTRES AU SOMMET

Serge Weinberg, Chairman of the Supervisory Board, Accor; Chairman and Chief Executive Officer, Weinberg Capital Partners; former Chairman of the Management Board, Pinault-Printemps-Redoute; former *North American Group*

C. Fred Bergsten, Director, Peterson Institute for International Economics, Washington, DC; former U.S. Assistant Secretary of the Treasury for International Affairs

Zbigniew Brzezinski, Counselor, Center for Strategic and International Studies, Washington, DC; Robert Osgood Professor of American Foreign Affairs, Paul Nitze School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University; former U.S. Assistant to the President for National Security Affairs

Thomas S. Foley, Partner, Akin Gump Strauss Hauer & Feld, Washington, DC; former U.S. Ambassador to Japan; former Speaker of the U.S. House of Representatives; North American Chairman, Trilateral Commission

Allan E. Gottlieb, Senior Advisor, Bennett Jones LLP, Toronto, ON; Chairman, Sotheby's, Canada; former Canadian Ambassador to the United States; North American Deputy Chairman, Trilateral Commission

Carla A. Hills, Chairman and Chief Executive Officer, Hills & Company, International Consultants, Washington, DC; former U.S. Trade Representative; former U.S. Secretary of Housing and Urban Development

Karen Elliott House, writer, Princeton, NJ; former Senior Vice President, Dow Jones & Company, and Publisher, *The Wall Street Journal*

Roy MacLaren, former Canadian High Commissioner to the United Kingdom; former Canadian Minister *Pacific Asian Group*

Toyoo Gyohten, President, Institute for International Monetary Affairs; Senior Advisor, The Bank of Tokyo-Mitsubishi UFJ, Ltd.

President, Institute of International and Strategic Studies (IRIS), Paris

Norbert Wiczorek, former Member of the German Bundestag & Deputy Chairman of the SPD Parliamentary Group, Berlin

of International Trade; Toronto, ON

Sir Deryck C. Maughan, Managing Director and Chairman, KKR Asia, Kohlberg Kravis Roberts & Co., New York, NY; former Vice Chairman, Citigroup

Indra K. Nooyi, President and Chief Executive Officer, PepsiCo, Inc., Purchase, NY

Joseph S. Nye, Jr., Distinguished Service Professor at Harvard University, John F. Kennedy School of Government, Harvard University, Cambridge, MA; former Dean, John F. Kennedy School of Government; former U.S. Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs

Susan Rice, Senior Fellow, Brookings Institution, Washington, DC; former Assistant Secretary of State for African Affairs; former Special Assistant to the President and Senior Director for African Affairs, National Security Council

Paul A. Volcker, former Chairman, Wolfensohn & Co., Inc., New York; Frederick H. Schultz Professor Emeritus, International Economic Policy, Princeton University; former Chairman, Board of Governors, U.S. Federal Reserve System; Honorary North American Chairman and former North American Chairman, Trilateral Commission

Lorenzo H. Zambrano, Chairman of the Board and Chief Executive Officer, CEMEX, Monterrey, NL; North American Deputy Chairman, Trilateral Commission

Han Sung-Joo, President, Seoul Forum for International Affairs; Professor, International Relations, Ilmin International Relations Insti-

ANNEXES

tute, Korea University, Seoul; former Korean Minister of Foreign Affairs; former Korean Ambassador to the United States

Stuart Harris, Professor of International Relations, Research School of Pacific and Asian Studies, Australian National University, Canberra; former Australian Vice Minister of Foreign Affairs

Yotaro Kobayashi, Chief Corporate Advisor, Fuji Xerox Co., Ltd.; Pacific Asia Chairman, Trilateral Commission

Lee Hong-Koo, Chairman, Seoul Forum for International Affairs, Seoul; former Korean Prime Minister; former Korean Ambassador to the United Kingdom and the United States

Minoru Makihara, Senior Corporate Advisor, Mitsubishi Corporation

Kiichi Miyazawa, former Prime Minister of Japan; former Finance Minister; former Member, House of Representatives

Minoru Murofushi, Counselor, ITOCHU Corporation

Shijuro Ogata, former Deputy Governor, Japan Development Bank; former Deputy Governor for International Relations, Bank of Japan; Pacific Asia Deputy Chairman, Trilateral Commission

Yoshio Okawara, President, Institute for International Policy Studies; former Japanese Ambassador to the United States

*Note: Those without city names are Japanese Members.
Korean names are shown with surname first.*

Source: secrétariat de la commission Trilatérale

TABLE DES MATIÈRES

PROLOGUE	7
UN COMLOT MONDIAL ?	11
Le nouvel ordre mondial	13
Le poursuiveur du Bilderberg	17
La relève sur Internet	20
LA MAINMISE DES IMPÉRIALISTES AMÉRICAINS	23
Un regard distant et critique	25
<i>Rencontre avec Pierre-Marie Gallois</i>	33
Une expérience contemporaine, un regard médusé	56
<i>Rencontre avec Nicolas Rumbert</i>	62
FLASH-BACK	87
Unir l'Occident	87
S'ouvrir à l'Orient	91
LE DESSOUS DES CARTES	103
Bilderberg : l'illusion égalitaire	104
La Trilatérale : mi-club, mi- <i>think tank</i>	115
DES CLUBS PRIVÉS	125
Ambiance « club »	125
Vie privée / vie publique	129
Les pratiques de l'informel	138
Les questions de sociabilité	141
DOMINER ET INFLUENCER	145
Dominés et dominants	146
Renouvellement de consensus	149
Divers types d'influences	159
ÉPILOGUE	165
ANNEXES	171
Biographies des personnes rencontrées et citées	171
Listes des participants au Bilderberg et à la Trilatérale	177

Achévé d'imprimer
par l'imprimerie France Quercy
à Mercuès (46)
Dépôt légal : mars 2007
N° d'impression :
(*Imprimé en France*)